



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 38 du 5 octobre 2012

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 5 octobre 2012

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1500
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY.....	1500
Arrêté du 1er octobre 2012 désignant les délégués de l'Administration au sein des Commissions Administratives chargées de la révision des listes électorales pour l'année 2013.....	1500
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1503
CABINET.....	1503
Bureau du cabinet.....	1503
Arrêté N° 2012/018 du 28 septembre 2012 portant agrément pour l'exercice d'une activité de domiciliation d'entreprises.....	1503
Bureau des polices administratives.....	1504
Arrêté du 19 septembre 2012 fixant les distances auxquelles les débits de boissons à consommer sur place ne peuvent être établies autour de certains édifices protégés.....	1504
Service interministériel de défense et de protection civile.....	1505
Arrêté n° 2012/91/SIDPC du 20 avril 2012 portant approbation du Plan ORSEC Inondations - Dispositif spécifique.....	1505
Arrêté n° 2012/92/SIDPC du 20 avril 2012 portant approbation du règlement départemental d'alerte aux crues.....	1505
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	1505
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	1505
Arrêté du 19 septembre 2012 dressant le projet de périmètre de la future communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Pays de Longuyon et de la communauté de communes des deux rivières intégrant la commune de Boismont.....	1505
Arrêté du 19 septembre 2012 dressant le projet d'extension du périmètre de la communauté de communes Moselle et Madon aux communes de Flavigny-sur-Moselle, Frolois, Marthemont, Méréville, Pierreville et Pulligny.....	1506
Arrêté du 19 septembre 2012 dressant le projet de périmètre de la future communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Toullois et de la communauté de communes des côtes en Haye sans la commune de Martincourt.....	1506
Arrêté du 19 septembre 2012 dressant le projet de périmètre de la future communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes de Hazelle et de la communauté de communes du massif de Haye.....	1507
Arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle/Vosges) du 2 octobre 2012 autorisant l'extension des compétences de la communauté de communes « EPCI du bassin de Landres » en matière de transport de personnes.....	1507
Bureau des procédures environnementales.....	1508
Arrêté du 14 août 2012 portant renouvellement de l'autorisation ministérielle de la demande de l'ANSES pour la capture, le prélèvement et le transport de chiroptères dans le cadre de sa mission d'épidémiosurveillance et de recherches sur la rage des chiroptères.....	1508
Arrêté du 20 septembre 2012 portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par captage des sources 1, 2, 3 et 4 du Bois Ban le Moine, sur la commune d'Angomont et par la commune de Bréménil ; b) d'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau ; 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.....	1509
Arrêté complémentaire du 24 septembre 2012 nommant les membres du bureau de la commission de suivi de site de la société SAM à Neuves-Maisons.....	1516
Arrêté du 25 septembre 2012 portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par captage des Sources de la Fontaine des Cerfs et Sources Pouillot droite et gauche, sur le territoire de Montauville et par la commune de Maidières ; b) d'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau ; 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.....	1516
Arrêté 54-2012 du 1er octobre 2012 modifiant l'arrêté du 22 juillet 2009 définissant le 4ème programme d'action à mettre en œuvre dans la zone vulnérable de Meurthe-et-Moselle en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.....	1521
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	1522
Bureau de l'interministérielle.....	1522
Arrêté N° 12.BI.47 du 4 octobre 2012 accordant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, Sous-Préfète, Directrice de Cabinet.....	1522
Arrêté N° 12.BI.48 du 4 octobre 2012 accordant délégation de signature en matière de contrôle de légalité des actes hors action éducatrice des collèges à Mme Béatrice GILLE, Rectrice de l'Académie de Nancy-Metz.....	1524
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1524
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	1524
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	1524
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-089 en date du 27 septembre 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réalisation des écrans de protection phonique le long de l'autoroute A31 à Velaine-en-Haye, sens Nancy – Toul, entre les PR 241+015 et 241+479.....	1524
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-091 en date du 28 septembre 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de remplacement de lignes de joints de chaussée du viaduc d'Autreville sur A31.....	1526
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-092 en date du 1er octobre 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'entretien et de fauchage diurnes sur plusieurs échangeurs de la RN52 entre les PR0+000 et 13+000, dans les deux sens de circulation.....	1527
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-096 en date du 4 octobre 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de remplacement de lignes de joints de chaussée du viaduc d'Autreville sur A31.....	1529
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1530
CABINET DE LA DIRECTION GENERALE.....	1530
Arrêté N° 2012-1037 en date du 26 septembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.....	1530
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1535
Etablissements de santé.....	1535
Arrêté ARS-DT 54 N° 1005/2012 du 20 septembre 2012 portant fixation des tarifs de prestations applicables à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy, au 1er août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	1535
Cellule offre de soins.....	1535
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0985 du 18 septembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	1535
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0986 du 18 septembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	1536
Arrêté ARS – DT 54 N° 2012-0987 du 18 septembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 – N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	1537
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0988 du 18 septembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	1538
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0989 du 18 septembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	1539
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0990 du 18 septembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668.....	1539
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0991 du 18 septembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	1540
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0992 du 18 septembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joëuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104.....	1541
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0993 du 18 septembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	1541

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0994 du 18 septembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à Vandoeuvre-lès-Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286.....	1542
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0995 du 18 septembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072.....	1543
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0996 du 18 septembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163.....	1544
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....	1545
Service produits de santé et biologie.....	1545
Arrêté n° 2012-0999 du 19 septembre 2012 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée - SELAS « BIO-Z », sise 5 rue Jolain à Saint-Nicolas de Port (54210) enregistrée sous le n° 05.....	1545
Arrêté n° 2012-1000 du 19 septembre 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale multi-sites sis 5 Rue Jolain - 54210 Saint-Nicolas de Port - Autorisation n° 54-24.....	1545
Arrêté n° 2012-1038 du 28 septembre 2012 portant modification de l'autorisation de dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical de la Société VITALAIRE pour son site de Custines (54).....	1546
DIRECTION DE LA STRATEGIE.....	1547
Arrêté n° 2012-0955 en date du 10 septembre 2012 modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile.....	1547
Arrêté n° 2012-0956 en date du 10 septembre 2012 modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines des prises en charge et des accompagnements médico-sociaux.....	1548
Arrêté n° 2012-1009 en date du 25 septembre 2012 portant modification à la composition de la Commission Permanente de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	1549
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE.....	1550
RESSOURCES ET MILIEUX NATURELS.....	1550
Arrêté N° 2012-DREAL-RMN-85 du 4 octobre 2012 autorisant à déroger à l'interdiction de capture temporaire, d'utilisation, de marquage, de relâcher et de recapture de Chat forestier.....	1550
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	1552
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1552
Décision du 20 septembre 2012 portant agrément (renouvellement) d'une entreprise solidaire (Association SCENES ET TERRITOIRES EN LORRAINE, 17 route de Metz - le Grand Sauvoy - 54320 Maxéville) au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	1552
SSRE / DOETH.....	1552
Décision du 17 septembre 2012 portant refus d'inscription d'un organisme de services à la personne à Baccarat.....	1552
Décision SP/2012-08 du 20 septembre 2012 portant retrait d'agrément d'un organisme de services à la personne à Lunéville.....	1552
Récépissé de déclaration du 27 juillet 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/751816737 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	1553
Récépissé de déclaration du 27 juillet 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/531821544 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	1553
Récépissé de déclaration du 14 septembre 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/753155142 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	1554
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....	1554
Décision de délégations spéciales de signature du 3 octobre 2012 pour le pôle gestion fiscale.....	1554
Décision de délégations spéciales de signature du 3 octobre 2012 pour le pôle gestion publique.....	1555
Décision de délégations spéciales de signature du 3 octobre 2012 pour le pôle pilotage et ressources.....	1556
Décision de délégation de signature du 3 octobre 2012 en matière d'ordonnancement secondaire.....	1556
Décision de délégations spéciales de signature du 3 octobre 2012 pour les missions rattachées.....	1557
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1557
SECRETARIAT GENERAL.....	1557
Arrêté n° 2012/DDT/SG/009 du 21 septembre 2012 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics.....	1557
Arrêté n° 2012/DDT/SG/011 du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale.....	1559
AGRICULTURE - FORET - CHASSE.....	1560
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/016 du 5 septembre 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Hamonville.....	1560
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/019 du 3 septembre 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Mance.....	1561
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/020 du 3 septembre 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Mars-la-Tour.....	1561
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/359 du 3 septembre 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Fréménil.....	1562
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/360 du 3 septembre 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Petit-Failly.....	1562
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/361 du 3 septembre 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Saffais.....	1563
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/362 du 3 septembre 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Vigneulles.....	1563
Arrêté 2012/DDT54/AFC/370 du 27 septembre 2012 constatant l'actualisation des valeurs locatives des terres nues, des cultures maraîchères, des baux viticoles, des bâtiments d'exploitation et d'habitation à compter du 1er octobre 2012 jusqu'au 30 septembre 2013.....	1563
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/374 du 17 septembre 2012 portant dissolution de l'association foncière de Leintrey.....	1565
Arrêté 2012/DDT54/AFC/385 du 28 septembre 2012 fixant les dates d'ouverture des vendanges.....	1565
Arrêté 2012/DDT54/AFC/386 du 25 septembre 2012 prononçant une distraction et une application du régime forestier - territoire communal de Toul.....	1566
Unité forêt - chasse.....	1567
Arrêté n° 372 du 24 septembre 2012 modifiant l'arrêté du 22 avril 2010 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Landres.....	1567
Arrêté n° 378 du 24 septembre 2012 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Pierre-Percée.....	1568
ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE.....	1569
Arrêté n° 54-2012-00103 du 6 août 2012 déclarant d'intérêt général les travaux d'enlèvement des embâcles et atterrissements dans les lits des ruisseaux de l'Etang, de la Craque et du Réservoir par la commune de Brin-sur-Seille.....	1569
AUTRES SERVICES.....	1570
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NANCY.....	1570
Décision du 27 août 2012 portant nomination du nouveau président de la Commission Départementale des Impôts directs et de la TVA.....	1570
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	1570
AUTRES SERVICES.....	1570
CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE.....	1570
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.....	1570
Avis de concours externe sur titres de technicien supérieur hospitalier en date du 21 septembre 2012.....	1570
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	1571
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.....	1571
Avis de concours interne sur titres de Maître Ouvrier en date du 1er octobre 2012.....	1571
Avis de concours externe sur titres de Maître Ouvrier en date du 1er octobre 2012.....	1571
CENTRE HOSPITALIER SAINT-CHARLES DE TOUL.....	1572
Décision d'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement de cadres de santé en date du 21 septembre 2012.....	1572

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**SOUS-PREFECTURE DE BRIEY**

Arrêté du 1er octobre 2012 désignant les délégués de l'Administration au sein des Commissions Administratives chargées de la révision des listes électorales pour l'année 2013

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Electoral, notamment son article L.17,

VU la circulaire ministérielle (Intérieur) n° 69-352 du 21 juillet 1969 portant instructions relatives à la révision des listes électorales,

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 juin 2012 donnant délégation de signature à Madame Christine BOEHLER, Sous-Préfète de BRIEY,

ARRETE

Article 1er : Les personnes dont les noms suivent sont désignées pour siéger en qualité de délégués de l'Administration au sein des Commissions Administratives chargées de la révision des listes électorales pour l'année 2013 :

Communes	Délégués à l'établissement de la liste par bureau de vote	Délégués à la commission chargée de l'établissement de la liste générale
ABBEVILLE LES CONFLANS	MONTAROLO Danièle	
AFFLEVILLE	CLAUS Roger	
ALLAMONT		
- 1 ^{er} bureau	STOREY Jean-Pierre	STOREY Jean-Pierre
- 2 ^{ème} bureau	POUILLON Josselin	
ALLONDRELLE LA MALMAISON		
- 1 ^{er} bureau	LEDOYEN Jean-Pierre	MARIEMBERG Ginette
- 2 ^{ème} bureau	BOLTZ Stéphane	
ANDERNY	BEAUCART Virginie	
ANOUX	POERG Liliane	
AUBOUE		
- 1 ^{er} bureau	FABBRI Arlette	FABBRI Arlette
- 2 ^{ème} bureau	JOLAS Jeannine	
- 3 ^{ème} bureau	CHECHETTO Michel	
AUDUN LE ROMAN		
- 1 ^{er} bureau	FERY Albert	FERY Albert
- 2 ^{ème} bureau	FERY Albert	
AVILLERS	CAPELLINI Chantal	
AVRIL	BIANCONI Valter	
LES BAROCHES		
- 1 ^{er} bureau	GITZINGER Huguette	ZAVATTIERO Annick
- 2 ^{ème} bureau	ZAVATTIERO Annick	
BASLIEUX		
- 1 ^{er} bureau	LATOUR Gérard	DUPUICH Alain
- 2 ^{ème} bureau	ZINCK Fabiola	
BATILLY	BURG Valérie	
BAZAILLES	LEONARD René	
BECHAMPS	CHARY Jean-Michel	
BETTAINVILLERS	GALLET Michel	
BEUVEILLE	HENRY Gabrielle	
BEUVILLERS	TONEGUTTI Marie-Claude	
BOISMONT	MUHLEN Jean	
BONCOURT	REISS Julia	
BRAINVILLE	COZE Mireille	
BREHAIN LA VILLE	TANDA Cécile	
BRIEY		
- 1 ^{er} bureau	DIETSCH François	MARCHI Jean
- 2 ^{ème} bureau	RESTELLI Eddie	
- 3 ^{ème} bureau	PIECZAK Henri	
- 4 ^{ème} bureau	KOWALEWSKI Danièle	
BRUVILLE	PERRIN Gérard	
CHAMBLEY BUSSIERES	PAULS Jean-Luc	
CHARENCEY VEZIN	GOBERT Guy	
CHENIERES	GABRIELLI Lydia	
COLMEY	TROGNON Etienne	
CONFLANS EN JARNISY		
- 1 ^{er} bureau	BILLON Christiane	BILLON Christiane
- 2 ^{ème} bureau	BOUCHON Philippe	
CONS LA GRANDVILLE	REMER Laurence	
COSNES ET ROMAIN		
- 1 ^{er} bureau	DURAZZI Eliane	ZANON Erminio
- 2 ^{ème} bureau	MORIN Nicole	

- 3 ^{ème} bureau	AUDU Evelynne	
CRUSNES		
- 1 ^{er} bureau	MASO Charlotte	MASO Charlotte
- 2 ^{ème} bureau	GRISSELIN Rosine	
CUTRY	BIRROU Djamila	
DAMPVITOUX	GUERARD Gilberte	
DOMPRIX	BONMARIN Yann	
DONCOURT LES CONFLANS	ROBERT Bernard	
DONCOURT LES LONGUYON		
- 1 ^{er} bureau	MARCHAND André	BLICHARZ Serge
- 2 ^{ème} bureau	BEAUFORT Angelina	
EPIEZ SUR CHIERS	JENTGENS Laurence	
ERROUVILLE	KALINITCHENKO Vitali	
FILLIERES	BOUSSALEM Véronique	
FLEVILLE LIXIERES	HENRYON Gérard	
FRESNOIS LA MONTAGNE	LAMINE Michel	
FRIAUVILLE	HENRIOT Yves	
GIRAUMONT	TERRASSON Bernard	
GONDRECOURT AIX	DONNEN Olivier	
GORCY	ANTONUCCI Victor	
GRAND FAILLY		
- 1 ^{er} bureau	PERIN Christelle	LAMINETTE Michel
- 2 ^{ème} bureau	CHARDOUIN Pierre	
HAGEVILLE	TISSIER Johan	
HAN DEVANT PIERREPONT	LEFEBVRE Gilles	
HANNONVILLE SUZEMONT	HOCQUET Eimear	
HATRIZE	PERREIRA DA SILVA Serge	
HAUCOURT MOULAINÉ		
- 1 ^{er} bureau	L'HOTEL Gisèle	GREGOIRE Jacques
- 2 ^{ème} bureau	GREGOIRE Jacques	
- 3 ^{ème} bureau	PIGNOT Gilbert	
HERSERANGE		
- 1 ^{er} bureau	NERONE Michel	NERONE Michel
- 2 ^{ème} bureau	MOITRY Jeannine	
- 3 ^{ème} bureau	HOUVAIN Josette	
HOMECOURT		
- 1 ^{er} bureau	JAMAIN Sylvain	JAMAIN Sylvain
- 2 ^{ème} bureau	STEFINI Bruno	
- 3 ^{ème} bureau	BABBI Giacomo	
- 4 ^{ème} bureau	HANEN Dominique	
HUSSIGNY GODBRANGE		
- 1 ^{er} bureau	ARNOULD Jean Yvan	RONCONI Daniel
- 2 ^{ème} bureau	BOURGON Guy	
- 3 ^{ème} bureau	VICENZI Yvon	
JARNY		
- 1 ^{er} bureau	MANN Sylvie	MANN Sylvie
- 2 ^{ème} bureau	PETIT Jean-Paul	
- 3 ^{ème} bureau	PILLOT Michel	
- 4 ^{ème} bureau	ANDRE Jean-Marie	
- 5 ^{ème} bureau	CHEBRE Serge	
- 6 ^{ème} bureau	PETERLINI Françoise	
- 7 ^{ème} bureau	LEMOINE Josiane	
JEANDELIZE	HASSE Daniel	
JOEUF		
- 1 ^{er} bureau	KOZLOWSKI Edouard	VAN WEERSTH Jean-Claude
- 2 ^{ème} bureau	FISCHER Michel	
- 3 ^{ème} bureau	BAGGIO Lydie	
- 4 ^{ème} bureau	CONGNARD Fabienne	
- 5 ^{ème} bureau	MASSENET Gérard	
- 6 ^{ème} bureau	BERTIN Lorella	
JOPPECOURT	HENQUINET Maurice	
JOUAVILLE	THOMAS Denis	
JOUDREVILLE	TABAGLIO Christian	
LABRY	LABARRE Daniel	
LAIX	PETIT Daniel	
LANDRES	ZABEE Didier	
LANTEFONTAINE		
- 1 ^{er} bureau	MOURTON Alma	KOWALEWSKI Edouard
- 2 ^{ème} bureau	KOWALEWSKI Edouard	
LEXY		
- 1 ^{er} bureau	STEGER Lucien	HABERT Bernard
- 2 ^{ème} bureau	MULDER Bernard	
- 3 ^{ème} bureau	BRESSAN Sylviane	
- 4 ^{ème} bureau	LIGI Alban	
LONGLAVILLE	MELONI Yves	
LONGUYON		
- 1 ^{er} bureau	GALANTINI Bernard	GERSON Roger
- 2 ^{ème} bureau	GALANTINI Bernard	
- 3 ^{ème} bureau	TROGNON Raymond	
- 4 ^{ème} bureau	BURTEAUX Michaël	

LONGWY	POMPIGLIANI Serge	CARETTE Roger
- 1 ^{er} bureau	LEJEUNE Delphine	
- 2 ^{ème} bureau	PEREIRA Claude	
- 3 ^{ème} bureau	JACQUE Sébastien	
- 4 ^{ème} bureau	PROISY Patrick	
- 5 ^{ème} bureau	MICHELETTO Claude	
- 6 ^{ème} bureau	CARETTE Roger	
- 7 ^{ème} bureau	PRANZETTI Marie-Madeleine	
- 8 ^{ème} bureau	KAZMAREK Annie	
- 9 ^{ème} bureau	JACOB Didier	
LUBEY		
MAIRY MAINVILLE		
- 1 ^{er} bureau	FOGLIAZZA Sylvie	FOGLIAZZA Sylvie
- 2 ^{ème} bureau	COMETTI Marcel	
MALAVILLERS	ONYSZCZUK Thérèse	
MANCE	VEGEZZI Claude	
MANCIEULLES	WARIN Patrick	
MARS LA TOUR	GROS Brigitte	
MERCY LE BAS	KOSINSKI Brigitte	
MERCY LE HAUT	AUBRION François	
MEXY		
- 1 ^{er} bureau	AGLAT Fabienne	AGLAT Fabienne
- 2 ^{ème} bureau	REYTER Corinne	
MOINEVILLE		
- 1 ^{er} bureau	KUENTZ Fabien	KUENTZ Fabien
- 2 ^{ème} bureau	AMOURETTE Yannick	
MONT BONVILLERS	PAQUIN Denis	
MONTIGNY SUR CHIERS		
- 1 ^{er} bureau	SAINT VANNE Jacqueline	BAUDRY Camille
- 2 ^{ème} bureau	RAULET Nadine	
MONT SAINT MARTIN		
- 1 ^{er} bureau	PARIS Jacques	PIERROT Gabriel
- 2 ^{ème} bureau	HENRY Geneviève	
- 3 ^{ème} bureau	RICHARD Michel	
- 4 ^{ème} bureau	BOUILLE André	
- 5 ^{ème} bureau	JORET Christiane	
- 6 ^{ème} bureau	HENROT Claude	
MORFONTAINE		
- 1 ^{er} bureau	VIELLE Léandre	SCQUIZZATO Mario
- 2 ^{ème} bureau	NIZZ Marcel	
MOUAVILLE	ALBRECH Gabriel	
MOUTIERS		
- 1 ^{er} bureau	KUBARENKO Marie	KUBARENKO Marie
- 2 ^{ème} bureau	KUBARENKO Marie	
MURVILLE	CUVILLIER Henriette	
NORROY LE SEC	LANGARD Jacques	
OLLEY	BARTHELEMY Yannick	
ONVILLE	GUENSOLLEN Yann	
OTHE	TOUSSAINT Alain	
OZERAILLES	BERTRAND Pascal	
PETIT FAILLY	MENU Dominique	
PIENNES	COUJOUR Nicole	
PIERREPONT	DEGLIN Christian	
PREUTIN HIGNY	GROSCLAUDE Thomas	
PUXE	PAGNUSSAT Christophe	
PUXIEUX	POROTTI Denise	
REHON		
- 1 ^{er} bureau	DANLOY Jean-Paul	DANLOY Jean-Paul
- 2 ^{ème} bureau	MADOTTO Jean-Marie	
- 3 ^{ème} bureau	RICHY Michel	
- 4 ^{ème} bureau	BASTIEN Roger	
SAINT AIL	ARCHEN Anne	
SAINT JEAN LES LONGUYON	CRUCIFIX Jean-Claude	
SAINT JULIEN LES GORZE	HIPOLITE Marie-Jeanne	
SAINT MARCEL	CHOQUET Jean-Pierre	
SAINT PANCRE	MACYK André	
SAINT SUPPLET	MEYER Jean-Bernard	
SANCY	WASMER Roger	
SAULNES		
- 1 ^{er} bureau	DELLA ROSSA Lucien	TOME Antonio
- 2 ^{ème} bureau	LEIDNER Jacqueline	
SERROUVILLE	BURGOS Alfred	
SPONVILLE	LADOUCE Jacqueline	
TELLANCOURT	BERT André	
THIL		
- 1 ^{er} bureau	FRIGOLI Jean Philippe	MARASSE Pauline
- 2 ^{ème} bureau	FIORUCCI Rita	
THUMEREVILLE	BILLIAUX André	
TIERCELET	SCHILTZ Pierre	
TRIEUX		

- 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau TRONVILLE TUCQUEGNIEUX - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau UGNY VALLEROY - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau VILLE AU MONTAIS VILLECEY SUR MAD VILLE HOUDLEMONT VILLERS LA CHEVRE VILLERS LA MONTAGNE VILLERS LE ROND VILLERUPT - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau - 3 ^{ème} bureau - 4 ^{ème} bureau - 5 ^{ème} bureau - 6 ^{ème} bureau - 7 ^{ème} bureau VILLE SUR YRON VILLETTE VIVIERS SUR CHIERS - 1 ^{er} bureau - 2 ^{ème} bureau - 3 ^{ème} bureau WAVILLE XIVRY CIR COURT XONVILLE	HOFFMANN Jean KRIZNIC Jean-Claude LABACHE Jacky WAWRZYNIAK Marianne GASPAREC Roger LANGARD Alain MUSIOL Jean-Pierre GUARNIERI Béatrice LAURENT Jacques CULLI Joëlle GOETZ Jean-François DIMITRIJEVICH Jocelyne ARNOULD Gérard GILLARDIN Eric RENELLI Yvon RENELLI Yvon CREBEC Jean STEINER Jean-Claude STEINER Jean-Claude POPIELA Marie-Rose POLSINELLI Mireille MANGIN Muriel LEMBERT Daniel DIDIER Chantal LAURENT Francis MATHIOTTE Michel PINCHAULT Sylvie FLORIMOND Jean-Marc BLEUX Rose-Marie	HOFFMANN Jean WAWRZYNIAK Marianne MORETTI Maurice RAGUGINI Laura SERAMOUR Pierre
--	--	--

Article 2 : Mesdames et Messieurs les maires des communes de l'arrondissement de BRIEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Briey, le 1er octobre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète,
Christine BOEHLER

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET

Bureau du cabinet

Arrêté N° 2012/018 du 28 septembre 2012 portant agrément pour l'exercice d'une activité de domiciliation d'entreprises

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la directive 2005/60/CE du Parlement et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ;

VU le code de commerce, notamment ses articles L. 123-11-3, L. 123-11-4, L. 123-11-5 et L. 123-11-7 ;

VU le code monétaire et financier, notamment ses articles L. 561-37 à L. 561-43 ;

VU l'ordonnance n° 2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, notamment ses articles 9 et 20 ;

VU le décret n° 2009-1535 du 10 décembre 2009 définissant les modalités de contrôle du respect des obligations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme par les personnes mentionnées aux 8°, 9° et 15° de l'article L. 561-2 du code monétaire et financier et relatif à la Commission nationale des sanctions (articles R. 561-43 à R. 561-50 du code monétaire et financier) ;

VU le décret n° 2009-1695 du 30 décembre 2009 relatif à l'agrément des domiciliataires d'entreprise soumises à immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers (articles R. 123-166-1 à R. 123-166-5 du code de commerce) ;

VU la circulaire NOR IOCA1007023C du 11 mars 2010 du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales relative aux conditions d'agrément des entreprises fournissant une domiciliation juridique ;

VU le dossier de demande d'agrément présenté par la SA EXPERTIS CFE Audit et Conseil le 31 août 2012 ;

VU la saisine du chef du service départemental du renseignement intérieur en date du 11 septembre 2012 ;

VU la saisine du directeur régional adjoint des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle (secrétaire permanent du comité opérationnel départemental anti-fraude) en date du 11 septembre 2012 ;

CONSIDERANT que la SA EXPERTIS CFE Audit et Conseil satisfait aux obligations imposées par la loi et que ses dirigeants présentent une honorabilité et une aptitude conformes aux attentes exigées des entreprises intervenant dans le secteur économique et financier ;

SUR proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : La société EXPERTIS CFE Audit et Conseil, société anonyme au capital de 4 957 875 €, domiciliée Technopôle de Nancy-Brabois, 2 allée d'Evry – CS 60132, à VILLERS-LÈS-NANCY (54603 CEDEX), et enregistrée au registre du commerce et des sociétés de Nancy sous le numéro 452 260 847, est agréée pour exercer l'activité de domiciliation d'entreprises pour une durée de six ans.

Cet agrément concerne l'établissement situé au siège social.

Article 2 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou la direction de la société EXPERTIS CFE Audit et Conseil, notamment la création d'un ou plusieurs établissements secondaires, doit être porté à la connaissance du préfet dans un délai de deux mois.

Article 3 : L'agrément peut être suspendu pour une durée de six mois au plus ou retiré par le préfet lorsque l'entreprise de domiciliation ne remplit plus les conditions prévues au II de l'article L. 123-11-3 (incompatibilités) ou n'a pas effectué la déclaration prévue à l'article R. 123-166-4 (changement de situation).

Lorsque l'entreprise de domiciliation fait l'objet d'une procédure devant la Commission nationale des sanctions instituée à l'article L. 561-38 du code monétaire et financier, son agrément peut être suspendu par le préfet, à titre conservatoire, pour une durée de six mois au plus, renouvelable par décision spécialement motivée. La décision de suspension ne peut être prise qu'après que le domiciliataire a été mis en mesure de présenter ses observations. Elle cesse de plein droit de produire des effets dès que la commission a rendu sa décision.

La décision de suspension ou de retrait peut être prise pour un seul établissement.

Article 4 : Cet arrêté pourra faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- soit d'un recours gracieux auprès de mes services: le recours devra être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux,
- soit d'un recours hiérarchique auprès du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration. S'il ne vous a pas été répondu, dans un délai de deux mois, à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté,
- soit d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, sis à Nancy, 5 place de la Carrière.

Article 5 : La sous-préfète, directrice de cabinet, et la directrice générale de la société EXPERTIS CFE Audit et Conseil sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 28 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Bureau des polices administratives

Arrêté du 19 septembre 2012 fixant les distances auxquelles les débits de boissons à consommer sur place ne peuvent être établies autour de certains édifices protégés

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2212-1 et 2, L. 2214-4 et L. 2215-1 ;

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3335-1, L. 3335-4, L. 3335-8, L. 3335-11 et le Livre troisième sur la lutte contre l'alcoolisme ;

VU la loi n° 2011-302 du 22 mars 2011 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques ;

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2009 portant réglementation des débits de boissons dans le département ;

SUR proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er : À compter de la publication du présent arrêté dans toutes les communes du département, les débits de boissons à consommer sur place ne pourront être établis à moins de 50 mètres autour des édifices limitativement désignés ci-après :

1° Édifices consacrés à un culte quelconque ;

2° Cimetières ;

3° Établissements de santé, maisons de retraite et tous établissements publics ou privés de prévention, de cure et de soins comportant hospitalisation ainsi que les dispensaires départementaux ;

4° Établissements d'instruction publique et établissements scolaires privés ainsi que tous établissements de formation ou de loisirs de la jeunesse ;

5° Stades, piscines, terrains de sport publics ou privés ;

6° Établissements pénitentiaires ;

7° Casernes, camps, arsenaux et tous bâtiments occupés par le personnel des armées de terre, de mer et de l'air ;

8° Bâtiments affectés au fonctionnement des entreprises publiques de transport.

Conformément aux dispositions de l'article L. 3335-1 du code de la santé publique, ces distances sont calculées selon la ligne droite au sol reliant les accès les plus rapprochés de l'établissement protégé et du débit de boissons.

Dans ce calcul, la dénivellation en dessus et au-dessous du sol, selon que le débit est installé dans un édifice en hauteur ou dans une infrastructure en sous-sol, doit être prise en ligne de compte.

L'intérieur des édifices et établissements en cause est compris dans les zones de protection ainsi déterminées.

Article 2 : L'existence de débits de boissons à consommer sur place régulièrement installés ne peut être remise en cause pour des motifs tirés de l'article 1.

Article 3 : Dans les communes où il existe au plus un débit de boissons à consommer sur place, le préfet peut autoriser, après avis du maire, l'installation d'un débit de boissons à consommer sur place dans les zones faisant l'objet des dispositions de l'article 1 lorsque les nécessités touristiques ou d'animation locale le justifient.

Article 4 : L'arrêté du 11 février 1986 est abrogé.

Article 5 : La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet, les sous-préfets des arrondissements de Briey, Lunéville, Toul, les maires, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départementale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée au ministre de l'Intérieur et aux procureurs de la République près les tribunaux de grande instance de Briey et Nancy.

Nancy, le 19 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous souhaitez contester le présent arrêté, vous avez la possibilité de former :

Soit un recours administratif dans les 2 mois courant, à compter de sa notification sous une des deux formes :

- soit un recours gracieux adressé à M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CS 60031 – 54038 NANCY CEDEX ;

- soit un recours hiérarchique adressé à M. le Ministre de l'Intérieur – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.

NB: En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Soit un recours contentieux, dans ce même délai :

- ce recours seul adressé à Mme la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX.

NB: Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée. Ce délai est prorogé de 2 mois supplémentaires à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

*Service interministériel de défense et de protection civile***Arrêté n° 2012/91/SIDPC du 20 avril 2012 portant approbation du Plan ORSEC Inondations - Dispositif spécifique**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.564-1 à L.564-3 ;

VU la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages qui prévoit dans son article 41 que l'organisation de la surveillance, de la prévision et de la transmission de l'information sur les crues est assurée par l'Etat ;

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2005-1157 du 13 septembre 2005, relatif au plan ORSEC, notamment son article 8 ;

VU le décret n° 2005-28 du 12 janvier 2005 relatif à l'organisation de la surveillance, de la prévision et de la transmission de l'information sur les crues ;

VU l'arrêté du 15 février 2005 relatif aux schémas directeurs de prévision des crues et au règlement de surveillance et de prévision et de transmission de l'information sur les crues ;

VU le plan submersions rapides validé le 17 février 2011 et la circulaire du MEDDTL du 28 avril 2011 instaurant le référent départemental inondation ;

VU le Schéma Directeur de Prévision des Crues du bassin Rhin-Meuse (SDPC), approuvé le 28 février 2012, par le Préfet coordonnateur du bassin Rhin-Meuse ;

VU le Règlement de surveillance, de prévision et de transmission de l'Information sur les Crues, pris en application du SDPC approuvé par le Préfet de la Région Lorraine ;

VU le règlement départemental d'annonce des crues approuvé par arrêté préfectoral du 20 avril 2012 ;

VU la circulaire n° NOR/INT/E/07/00102/C du 15 octobre 2007 relative à la procédure de vigilance et d'alerte météorologique ;

VU la circulaire relative à la mise en œuvre de la procédure de vigilance crues du 12 juillet 2006 ;

VU les propositions et avis émis par les services et partenaires consultés sur le projet « ORSEC inondations » ;

SUR proposition de Madame la sous-préfète, directrice de Cabinet ;

ARRETE

Article 1er : Les mesures spécifiques relatives aux « inondations » sont annexées au dispositif ORSEC du département de Meurthe-et-Moselle, tel que prévu par le décret n° 2005-1157 du 13 septembre 2005. Elles sont applicables à compter de ce jour.

Article 2 : Les dispositions du règlement départemental d'annonce des crues approuvé par arrêté préfectoral du 14 décembre 2006 sont abrogées.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice de cabinet, les sous-préfets d'arrondissements, Mesdames et Messieurs les maires et les chefs de services concourant à son application sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un exemplaire sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à chacun des maires concernés.

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté n° 2012/92/SIDPC du 20 avril 2012 portant approbation du règlement départemental d'alerte aux crues

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.564-1 à L.564-3 ;

VU la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages qui prévoit dans son article 41 que l'organisation de la surveillance, de la prévision et de la transmission de l'information sur les crues est assurée par l'Etat ;

VU le décret n° 2005-28 du 12 janvier 2005 relatif à l'organisation de la surveillance, de la prévision et de la transmission de l'information sur les crues ;

VU l'arrêté du 15 février 2005 relatif aux schémas directeurs de prévision des crues et aux règlements de surveillance et de prévision des crues et à la transmission de l'information correspondante ;

VU le Schéma Directeur de Prévision des Crues du bassin Rhin-Meuse (SDPC), approuvé le 28 février 2012 par le Préfet coordonnateur du bassin Rhin-Meuse ;

VU le Règlement de surveillance, de prévision et de transmission de l'Information sur les Crues, pris en application du SDPC approuvé par le Préfet de la Région Lorraine ;

VU le règlement départemental d'alerte aux crues approuvé par arrêté préfectoral du 14 décembre 2006 ;

VU le plan submersions rapides validé le 17 février 2011 et la circulaire du MEDDTL du 28 avril 2011 instaurant le référent départemental inondation ;

VU le Plan ORSEC INONDATIONS approuvé par arrêté préfectoral du 20 avril 2012 ;

SUR proposition de Mme la Sous-préfète, Directrice de Cabinet ;

ARRETE

Article 1er : Le Règlement départemental d'Alerte aux Crues annexé au présent arrêté est immédiatement applicable dans le département de Meurthe-et-Moselle. Un exemplaire de ce document sera annexé au plan ORSEC INONDATIONS.

Article 2 : Les dispositions du règlement départemental d'alerte aux crues du 14 décembre 2006 sont abrogées.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice de cabinet, les sous-préfets d'arrondissements et les chefs de service concourant à son application sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un exemplaire sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à chacun des maires concernés.

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE*Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités*

Arrêté du 19 septembre 2012 dressant le projet de périmètre de la future communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Pays de Longuyon et de la communauté de communes des deux rivières intégrant la commune de Boismont

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, notamment son article 60 III ;
VU la loi n° 2012-281 du 29 février 2012 visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale ;
VU l'avis émis sur ce projet de fusion par la commission départementale de la coopération intercommunale lors de sa séance du 17 septembre 2012 ;
CONSIDÉRANT que le schéma départemental de coopération intercommunale n'a pas été arrêté en Meurthe-et-Moselle au 31 décembre 2011 ;
CONSIDÉRANT que ce projet de fusion s'inscrit dans la démarche de rationalisation et de simplification de l'intercommunalité ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Le projet de périmètre de la nouvelle communauté de communes issue de la fusion des communautés de communes du Pays de Longuyon et de la communauté de communes des deux rivières incluant la commune de Boismont est fixé comme suit :

- a) communauté de communes du pays de Longuyon regroupant les communes d'Allondrelle-la-Malmaison, Charency-Vezin, Colmey, Epiez-sur-Chiers, Grand-Failly, Longuyon, Othe, Petit-Failly, Saint-Jean-lès-Longuyon, Villers-le-Rond et Villette,
- b) communauté de communes des deux rivières regroupant les communes de : Baslieux, Bazailles, Beuville, Doncourt-lès-Longuyon, Fresnois-la-Montagne, Han-devant-Pierrepont, Montigny-sur-Chiers, Pierrepont, Saint-Pancré, Saint-Supplet, Tellancourt, Ville-au-Montois, Ville-Houdlemont, Villers-la-Chèvre et Viviers-sur-Chiers,
- c) commune de Boismont.

Article 2 : Le présent arrêté est notifié

- aux présidents des communautés de communes concernées par le projet de périmètre afin de recueillir l'avis des organes délibérants ;
- aux maires des communes incluses dans le projet de périmètre, afin de recueillir l'accord de chaque conseil municipal.

Chaque assemblée délibérante dispose d'un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté pour se prononcer.

À défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Briey, les présidents des communautés de communes et les maires des communes concernées sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 19 septembre 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté du 19 septembre 2012 dressant le projet d'extension du périmètre de la communauté de communes Moselle et Madon aux communes de Flavigny-sur-Moselle, Frolois, Marthemont, Méréville, Pierreville et Pulligny

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, notamment son article 60 II ;

VU la loi n° 2012-281 du 29 février 2012 visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale ;

VU l'avis émis sur ce projet d'extension de périmètre par la commission départementale de la coopération intercommunale lors de sa séance du 17 septembre 2012 ;

CONSIDÉRANT que le schéma départemental de coopération intercommunale n'a pas été arrêté en Meurthe-et-Moselle au 31 décembre 2011 ;

CONSIDÉRANT que ce projet d'extension s'inscrit dans la démarche de rationalisation et de simplification de l'intercommunalité ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Le projet de périmètre de la communauté de communes Moselle et Madon est fixé comme suit :

Bainville-sur-Madon, Chaligny, Chavigny, Flavigny-sur-Moselle, Frolois, Maizières, Maron, Marthemont, Méréville, Messein, Neuves-Maisons, Pierreville, Pont-Saint-Vincent, Pulligny, Richardménil, Thélod, Viterne et Xeulley

Article 2 : Le présent arrêté est notifié

- au président de la communauté de communes Moselle et Madon ;
- au président de la communauté de communes du Saintois au Vermois ;
- aux maires des communes incluses dans le périmètre de la communauté de communes Moselle et Madon ainsi étendu, afin de recueillir l'accord de chaque conseil municipal.

Chaque assemblée délibérante dispose d'un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté pour se prononcer.

À défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, les présidents des communautés de communes et les maires des communes concernées sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 19 septembre 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté du 19 septembre 2012 dressant le projet de périmètre de la future communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Tulois et de la communauté de communes des côtes en Haye sans la commune de Martincourt

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, notamment son article 60 III ;

VU la loi n° 2012-281 du 29 février 2012 visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale ;

VU l'avis émis sur ce projet de fusion par la commission départementale de la coopération intercommunale lors de sa séance du 17 septembre 2012 ;

CONSIDÉRANT que le schéma départemental de coopération intercommunale n'a pas été arrêté en Meurthe-et-Moselle au 31 décembre 2011 ;

CONSIDÉRANT que ce projet de fusion s'inscrit dans la démarche de rationalisation et de simplification de l'intercommunalité ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Le projet de périmètre de la nouvelle communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du Tulois et de la communauté de communes des côtes en Haye est fixé comme suit :

- a) communauté de communes du Tulois regroupant les communes d'Andilly , Bicqueley, Boucq, Bouvron, Bruley, Charmes-la-Côte, Chaudeney-sur-Moselle, Choloy-Ménillot, Domgermain, Dommartin-lès-Toul, Écrouves, Foug, Gye, Lagney, Laneuveville-Derrière-Foug, Lay-Saint-Remy, Lucey, Manoncourt-en Woëvre, Menil-la-Tour, Pagny-Derrière-Barine, Pierre-la-Treiche, Royaumeix, Sanzey, Toul et Trondes,

b) communauté de communes des côtes en Haye regroupant les communes d'Ansauville, Domèvre-en-Haye, Grosrouvres, Hamonville, Manonville, Minorville, Noviant-aux-Prés et Tremblecourt.

Article 2 : Le présent arrêté est notifié

- aux présidents des communautés de communes concernées par le projet de périmètre afin de recueillir l'avis des organes délibérants ;
- aux maires des communes incluses dans le projet de périmètre, afin de recueillir l'accord de chaque conseil municipal.

Chaque assemblée délibérante dispose d'un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté pour se prononcer.

À défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul, les présidents des communautés de communes et les maires des communes concernées sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 19 septembre 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté du 19 septembre 2012 dressant le projet de périmètre de la future communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes de Hazelle et de la communauté de communes du massif de Haye

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, notamment son article 60 III ;

VU la loi n° 2012-281 du 29 février 2012 visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale ;

VU l'avis émis sur ce projet de fusion par la commission départementale de la coopération intercommunale lors de sa séance du 17 septembre 2012 ;

CONSIDÉRANT que le schéma départemental de coopération intercommunale n'a pas été arrêté en Meurthe-et-Moselle au 31 décembre 2011 ;

CONSIDÉRANT que ce projet de fusion s'inscrit dans la démarche de rationalisation et de simplification de l'intercommunalité ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Le projet de périmètre de la nouvelle communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes de Hazelle et de la communauté de communes du massif de Haye est fixé comme suit :

a) communauté de communes de Hazelle regroupant les communes de : Avrainville, Fontenoy-sur-Moselle, Francheville, Jaillon et Villey-Saint-Etienne,

b) communauté de communes du massif de Haye regroupant les communes de : Aingeray, Gondreville, Sexey-les-Bois et Velaine-en-Haye.

Article 2 : Le présent arrêté est notifié

- aux présidents des communautés de communes concernées par le projet de périmètre afin de recueillir l'avis des organes délibérants ;
- aux maires des communes incluses dans le projet de périmètre, afin de recueillir l'accord de chaque conseil municipal.

Chaque assemblée délibérante dispose d'un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté pour se prononcer.

À défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul, les présidents des communautés de communes et les maires des communes concernées sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 19 septembre 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle/Vosges) du 2 octobre 2012 autorisant l'extension des compétences de la communauté de communes « EPCI du bassin de Landres » en matière de transport de personnes

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le Préfet de la Meuse,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants et L5214-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU la délibération du 29 novembre 2011 du conseil communautaire de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale du Bassin de LANDRES, décidant la modification de ses statuts dans le cadre du transfert de compétence « transport de personnes » ;

VU la notification aux communes membres en date du 23 décembre 2011 ;

VU les délibérations favorables des communes membres d'Avillers (13 mars 2012), Bouligny (8 mars 2012), Domprix (1er mars 2012), Joudreville (21 février 2012), Mercy-le-Bas (17 février 2012), Piennes (30 janvier 2012), et Tucquegnieux (30 janvier 2012) ;

VU la délibération défavorable de la commune de Xivry-Circourt (23 février 2012) ;

CONSIDÉRANT que l'absence de délibération des communes de Boismont, Landres, Mairy-Mainville et Trieux vaut avis favorable ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application des articles L 5211-17 et L 5211-5 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par ces articles est atteinte ;

VU l'avis du sous-préfet de Verdun en date du 10 juillet 2012 ;

VU l'avis de la sous-préfète de Briey en date du 28 juin 2012 ;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse ;

ARRETE

Article 1er : L'article 2 des statuts de la communauté de communes "EPCI du bassin de Landres" est complété comme suit :

« 11- Transport de personnes :

Etude, aménagement, organisation, gestion et promotion des services de transport public urbain de personnes réguliers et à la demande, à l'intérieur d'un périmètre de transports urbains (PTU) défini par arrêté préfectoral en application des articles L 1231-1 à 9 du code des transports.

Etude, aménagement, organisation et promotion de transport public routier en partenariat avec d'autres autorités organisatrices de transports (AOT), visant à faciliter l'interconnexion des réseaux de transport en commun.

Définition, pose et renouvellement des mobiliers urbains susceptibles d'équiper un périmètre de transports urbains.

Adhésion par délibération du conseil communautaire à un syndicat mixte de transports chargé de l'exécution des compétences décrites aux trois précédents alinéas. »

Le reste sans changement.

Article 2 : Les statuts approuvés resteront annexés au présent arrêté.

Article 3 : Les annexes relatives à la définition de l'intérêt communautaire sont consultables en préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, en sous-préfectures de Briey et de Verdun ainsi qu'au siège de la communauté de communes.

Article 4 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, les sous-préfets de Briey et Verdun et le président de la communauté de communes "EPCI du bassin de Landres", sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées et aux directeurs départementaux des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

Nancy, le 2 octobre 2012

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Le Préfet de la Meuse,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,
Hélène COURCOUL-PETOT

Les statuts annexés sont consultables en préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, en sous-préfectures de Briey et de Verdun ainsi qu'au siège de la communauté de communes.

Bureau des procédures environnementales

Arrêté du 14 août 2012 portant renouvellement de l'autorisation ministérielle de la demande de l'ANSES pour la capture, le prélèvement et le transport de chiroptères dans le cadre de sa mission d'épidémiologie et de recherches sur la rage des chiroptères

La Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie,

VU le livre IV du code de l'environnement et notamment ses articles L. 411-1 et suivants, et R. 411-1 à R. 411-14 ;

VU les arrêtés :

- du 9 juillet 1999 fixant la liste des espèces de vertébrés protégées menacées d'extinction en France et dont l'aire de répartition excède le territoire d'un département modifié ;

- du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées modifié ;

- du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU la demande d'autorisation de capture, de prélèvement, de collecte, d'enlèvement, de transport, de détention et d'utilisation d'espèces protégées (Chiroptères spp) en date du 5 avril 2012 déposée par le Directeur du Laboratoire de la rage et de la faune sauvage de Nancy de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES alimentation, environnement, travail) ;

VU la demande d'autorisation de capture, de prélèvement, de collecte, d'enlèvement, de marquage (entre autres baguage et pose d'émetteurs), de transport, de détention et d'utilisation d'espèces protégées (*Eptesicus serotinus*) en date du 5 avril 2012 déposée par le Directeur du Laboratoire de la rage et de la faune sauvage de Nancy de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES alimentation, environnement, travail) ;

VU l'avis du Conseil National de Protection de la Nature (CNPN) n° 12/632 en date du 23 juillet 2012 ;

VU l'avis du Conseil National de Protection de la Nature (CNPN) n° 12/633 en date du 23 juillet 2012 ;

VU l'avis du Conseil National de Protection de la Nature (CNPN) n° 12/637 en date du 23 juillet 2012 ;

CONSIDÉRANT le bien-fondé des présentes demandes de dérogation du Directeur du Laboratoire de la rage et de la faune sauvage de Nancy ;
CONSIDÉRANT que le Laboratoire de la rage et de la faune sauvage de Nancy possède les capacités d'expertise et d'intervention requises pour mener à bien les diverses opérations faisant l'objet des présentes demandes de dérogation,

ARRETE

Article 1er : Identité du bénéficiaire

Le laboratoire de la rage et de la faune sauvage de Nancy de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, établissement public sous tutelle de l'Etat, dont le siège se situe 27-31, avenue du Général Leclerc, 94701 Maisons-Alfort cedex, est autorisé à faire pratiquer les opérations décrites aux articles 2, 3, 4, 5 et 6 du présent arrêté.

Article 2 : Nature de la dérogation

En vue d'assurer sa mission d'épidémiologie et de recherches sur la rage des Chiroptères (surveillances passive et active), le laboratoire de la rage et de la faune sauvage de Nancy de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, ci-après dénommé « Laboratoire de l'ANSES-Nancy », est autorisé à faire enlever, collecter, prélever, capturer temporairement ou de manière définitive, perturber intentionnellement, relâcher sur place ou de manière différée, transporter, détenir et utiliser les spécimens vivants et morts, les parties de spécimens, les échantillons de matériel biologique (sang, salive...) issus de spécimens morts ou vivants, et les produits de toutes les espèces de Chiroptères protégées rencontrées sur l'ensemble des territoires de la France métropolitaine et des départements d'outre-mer, à l'exclusion des zones cœurs des parcs nationaux.

Dans le cadre du programme de surveillance active, la capture définitive de spécimens vivants sera limitée aux spécimens blessés et aux individus moribonds voire en fin de vie montrant les signes cliniques évocateurs de la rage.

En cas de nécessité, l'euthanasie de tels spécimens ne pourra être effectuée que par le personnel autorisé et désigné du laboratoire de l'ANSES-Nancy et/ou par des vétérinaires.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sous réserve du respect par le laboratoire de l'ANSES-Nancy de la réglementation relative à l'expérimentation animale, et dans le respect des prescriptions réglementaires en vigueur relatives aux actes vétérinaires et à l'exercice de la médecine vétérinaire sur le territoire national.

Article 3 : Conditions de la dérogation

Les spécimens de chiroptères vivants ou morts et les parties de spécimens seront adressés, soit à la Direction départementale de la protection des populations ou à la Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DD(CS)PP) du département d'origine, soit au laboratoire de l'ANSES-Nancy, aux fins d'analyse.

Lorsque l'expédition prévue à l'alinéa précédent est réalisée par les chiroptérologues mandatés en application du présent arrêté par le laboratoire de l'ANSES-Nancy, elle s'effectue à l'aide du matériel de conditionnement et des colis pré affranchis et selon les instructions fournies par le laboratoire de l'ANSES-Nancy.

Les chiroptérologues mandatés en application du présent arrêté par le laboratoire de l'ANSES-Nancy pourront réaliser des micro-prélèvements de matériel biologique (sang, salive...) sur des individus capturés (soit dans le cadre du programme d'épidémiologie et de recherches sur la rage, soit dans le cadre d'autres programmes scientifiques faisant l'objet d'une dérogation au titre de l'article L.411-2 du code de l'environnement) qui seront ensuite relâchés sur place, ainsi que sur les individus hébergés en centre de soins de la faune sauvage. L'expédition des micro-prélèvements est effectuée à l'aide du matériel de conditionnement et des colis pré affranchis et selon les instructions fournies par le laboratoire de l'ANSES-Nancy. Ces prélèvements seront adressés, soit à la DD(CS)PP du département d'origine, soit au laboratoire de l'ANSES-Nancy, aux fins d'analyse.

Article 4 : Personnel désigné et chiroptérologues mandatés

Le Directeur du laboratoire de l'ANSES-Nancy désigne les agents de ce laboratoire procédant aux diverses opérations faisant l'objet de la présente dérogation ministérielle.

Le Directeur du laboratoire de l'ANSES-Nancy mandate, chaque année, après avis de la société française pour l'étude et la protection des mammifères (SFEPM) -groupe chiroptères- les personnes auxquelles il confie la conduite des opérations sur le terrain.

Le laboratoire de l'ANSES-Nancy assure la formation des personnes en quatre niveaux correspondants aux quatre types d'opérations pour lesquelles elles sont susceptibles d'être mandatées.

Le laboratoire de l'ANSES-Nancy attribue à chaque personne mandatée une carte faisant référence à la présente dérogation ministérielle et sur laquelle sont précisées la ou les opérations que le bénéficiaire est autorisé à effectuer en fonction du niveau de compétence requis :

- collecte de cadavres de chiroptères et expédition vers un laboratoire agréé (niveau 1) ;
- étude écoéthologique de colonies de chiroptères, avec éventuellement collecte de cadavres et d'animaux gravement blessés (niveau 2) ;
- réalisation et expédition de micro-prélèvements sur les animaux hébergés en centre de soins ou capturés à d'autres fins scientifiques que le programme d'épidémiosurveillance et de recherches sur la rage des Chiroptères (niveau 3) ;
- capture à des fins de recherches sur la rage avec récolte et expédition de micro-prélèvements, la capture étant suivie d'un relâcher immédiat sur place (niveau 4).

La capture définitive de spécimens moribonds voire en fin de vie montrant les signes cliniques évocateurs de la rage sera réservée au personnel désigné du laboratoire de l'ANSES-Nancy et aux chiroptérologues de niveau 4 mandatés en application du présent arrêté par le laboratoire de l'ANSES-Nancy. Dans ce dernier cas, ces chiroptérologues se limiteront à la capture et au transport de ces spécimens. Toutes les autres opérations nécessaires sur ces spécimens seront réservées au personnel autorisé du laboratoire de l'ANSES-Nancy et/ou à des vétérinaires, en cas d'urgence pour ces derniers.

Article 5 : Dispositions spécifiques complémentaires concernant les Sérotones communes

En complément des dispositions prévues aux articles 2, 3 et 4 du présent arrêté et dans le cadre du programme particulier de surveillance active conduit sur l'espèce *Eptesicus serotinus* (Sérotine commune), notamment lors de découvertes et des suivis de colonies d'où est issu un spécimen enrégé ou montré infecté par la rage, le laboratoire de l'ANSES-Nancy est autorisé à faire procéder au marquage (pose de bagues notamment) et, si nécessaire, à la pose d'émetteurs sur tous les spécimens de l'espèce *Eptesicus serotinus* rencontrés dans la dite colonie, les colonies environnantes (colonies situées à proximité du lieu de la découverte) et toute autre colonie dont la surveillance active apparaît nécessaire. Ce dispositif s'applique sur l'ensemble du territoire de la France métropolitaine, à l'exclusion des zones cœurs des parcs nationaux. Ces opérations de marquage et de pose d'émetteurs sont réalisées uniquement par le personnel autorisé et désigné du laboratoire de l'ANSES-Nancy et par les chiroptérologues de niveau 4 mandatés en application du présent arrêté par le laboratoire de l'ANSES-Nancy.

Dans le cadre de ce programme particulier de surveillance active sur l'espèce *Eptesicus serotinus*, la capture définitive (sur l'ensemble du territoire de la France métropolitaine, à l'exclusion des zones cœurs des parcs nationaux) et le transport (sur l'ensemble du territoire de la France métropolitaine) de spécimens déterminés excréteurs de virus rabiques lors d'une précédente capture d'individus pourront être effectués. Ces captures définitives de tels spécimens et leur transport ne pourront être réalisés que par Monsieur Jacques BARRAT du laboratoire de l'ANSES-Nancy ou par le personnel autorisé du laboratoire de l'ANSES-Nancy. Le cas échéant, ces spécimens pourront être adressés, soit à la DD(CS)PP du département d'origine, soit au laboratoire de l'ANSES-Nancy, aux fins d'analyse.

Dans ce cadre, le laboratoire de l'ANSES-Nancy est autorisé à détenir et utiliser ces spécimens capturés de manière définitive. En cas de nécessité, l'euthanasie de tels spécimens ne pourra être effectuée que par Monsieur Jacques BARRAT ou par le personnel autorisé du laboratoire de l'ANSES-Nancy.

Article 6 : Dispositions communes

En complément des dispositions prévues aux articles 2, 3, 4 et 5 du présent arrêté, les cadavres d'animaux susceptibles d'avoir été à l'origine d'une contamination humaine (morsure, griffure ou léchage sur peau excoriée) pourront être adressés au Centre national de référence de la rage (CNRR) de l'Institut Pasteur de Paris via le réseau des DD(CS)PP.

Article 7 : Compte-rendus d'activités et rapport final

En cas de détection de cas de rage chez des spécimens de chiroptères, le laboratoire de l'ANSES-Nancy fournira systématiquement un rapport au ministère en charge de la protection de la nature (direction de l'Eau et de la Biodiversité), à la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) concernée, à la DREAL de Lorraine (service Ressources et Milieux Naturels) et au CNPN.

Le laboratoire de l'ANSES-Nancy transmettra au ministère en charge de la protection de la nature (direction de l'Eau et de la Biodiversité) un rapport annuel sur les prélèvements réceptionnés, les autorisations délivrées, les captures définitives réalisées et les cadavres d'animaux susceptibles d'avoir été à l'origine d'une contamination humaine.

A l'issue des opérations ayant justifié la présente dérogation ministérielle, le laboratoire de l'ANSES-Nancy adressera un rapport détaillé de ces activités au ministère en charge de la protection de la nature (direction de l'Eau et de la Biodiversité), à la DREAL de Lorraine (service Ressources et Milieux Naturels) et au CNPN.

Article 8 : Durée de la dérogation

La présente dérogation ministérielle est valable jusqu'au 31 juillet 2017.

Article 9 : Droits de recours

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, devant la juridiction compétente.

Article 10 : Exécution

La Directrice de l'Eau et de la Biodiversité est chargée de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de chaque département concerné.

Fait le 14 août 2012

La Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable
et de l'Energie,
Pour la Ministre et par délégation,
L'Inspecteur en chef de la santé publique vétérinaire,
Jacques WINTERGERST

Arrêté du 20 septembre 2012 portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par captage des sources 1, 2, 3 et 4 du Bois Ban le Moine, sur la commune d'Angomont et par la commune de Bréménil ; b) d'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau ; 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles L.11-1 à L.11-8 et R.11-1 à R.11-31 ;

VU le décret modifié n°55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n°86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;
 VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique ;
 VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1981 modifié portant règlement sanitaire départemental ;
 VU la délibération du conseil municipal de Bréménil du 22 décembre 2005 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des captages des sources du Bois Ban le Moine à Angomont ;
 VU l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2011 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes :
 1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des sources 1, 2, 3, et 4 du Bois Ban le Moine, sur les communes d'Angomont et Bréménil et par la commune de Bréménil ;
 2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur le territoire des communes d'Angomont et Bréménil ;
 VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique de mars 2008 ;
 VU la régularisation de prélèvement, au titre du code de l'environnement, délivrée à la commune de Bréménil le 28 avril 2009 ;
 VU l'avis du commissaire enquêteur du 14 octobre 2011 ;
 VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de Meurthe-et-Moselle au cours de sa séance du 20 septembre 2012 ;
 CONSIDERANT que l'établissement des périmètres de protection vise à préserver la qualité de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;
 CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Bréménil énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;
 CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine de la commune de Bréménil ;
 SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er - Objet

Le présent arrêté concerne :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux souterraines par captage des sources 1, 2, 3, et 4 du Bois Ban le Moine sur la commune d'Angomont au bénéfice de la commune de Bréménil ;
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ces points d'eau ;
- 3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine au bénéfice de la commune de Bréménil.

Article 2 - Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la commune de Bréménil :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, par captage des sources 1, 2, 3, et 4 du Bois Ban le Moine en application de l'article L.215-13 du code de l'environnement ;
- 2°) l'établissement de périmètres de protection autour de ces points d'eau et l'institution de servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et de la qualité de l'eau en application de l'article L.1321-2 du code de la santé publique.

TITRE II – DERIVATION DES EAUX

Article 3 - Situation

La commune de Bréménil est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par les captages ci-après identifiés :

Nom du captage	Commune d'implantation	N° de parcelle	Code BSS	Coordonnées (*) Lambert II étendu (m)		Altitude (m)
				X	Y	Z
Source 1, lieu-dit du Bois de Ban le Moine	Angomont	N°38 Section AD	02702X0016	940 511	2 400 474	373
Source 2, lieu-dit du Bois de Ban le Moine			02702X0017	940 522	2 400 465	378
Source 3, lieu-dit du Bois de Ban le Moine			02702X0018	940 491	2 400 458	379
Source 4, lieu-dit du Bois de Ban le Moine		N°23 Section AD	02702X0015	940 174	2 400 612	365

(*) les coordonnées (x,y) sont celles mesurées par GPS par la D.D.A.S.S. de Meurthe et Moselle en juillet 2007

Article 4 - Débits prélevés

Le débit prélevé ne peut excéder 31,5 m³/j soit 11 500 m³/an tel que défini par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

Article 5 - Sauvegarde des intérêts généraux

Dans l'hypothèse où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux sont compromises par cette dérivation, la collectivité doit restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui sont à fixer par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

Article 6 - Mesures de débits de prélèvement

Les appareils de contrôle des débits prélevés sont conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tient un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit, une fois par semaine ;
- incidents survenus tels que pannes et non-conformités des eaux ;
- modifications d'installations.

Ce registre est examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux.

Un compte rendu annuel d'exploitation est transmis au service chargé de la police des eaux. Ce compte rendu fournit les données suivantes :

- débit horaire maximum prélevé, en m³/h ;
- débit journalier maximum prélevé, en m³/j ;
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés ;
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte rendu peut être remplacé par le compte rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée tel que l'affermage.

Article 7 - Indemnisation

La collectivité indemnise les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, des dommages qui leurs ont été causés par la dérivation des eaux.

TITRE III – PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU

Article 8 - Définition des périmètres de protection

Le plan parcellaire et l'état parcellaire annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

8-1 - Périmètres de protection immédiate

Les périmètres de protection immédiate des sources 1, 2, 3 et 4 sont situés sur la commune d'Angomont et concerne les parcelles ci-dessous :

Commune	Section	Lieu-dit	N° de parcelles
Angomont	AD	Grande Corvée	38, 37 pour partie, 40 pour partie, 41 pour partie
Angomont	AD	Grande Corvée	23 pour partie
Surface totale du périmètre			21 a 16 ca

8-2 - Périmètres de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée des sources 1, 2, 3 et 4 est situé sur les communes d'Angomont et de Bréménil et concerne les parcelles mentionnées à l'état parcellaire annexé au présent arrêté.

Le périmètre de protection rapprochée est divisé en deux parties, la première nommée zone A, d'une superficie d'environ 171 hectares et la seconde, nommée zone B d'une superficie d'environ 29 hectares.

La zone A couvre la majeure partie du bassin versant et correspond exclusivement au couvert forestier. La zone B est plus restreinte et tient compte de la présence du village d'Angomont à proximité des sources dans le périmètre de protection rapprochée.

Article 9 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection immédiate (PPI)

Les terrains nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate doivent être et demeurer la propriété de la commune de Bréménil.

Ils doivent être clôturés et n'être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages. Toute activité autre que celles directement liées à l'entretien des ouvrages ou de leurs abords est interdite.

Les surfaces des périmètres de protection immédiate sont déboisées et régulièrement entretenues. L'herbe est régulièrement fauchée, avec exportation des résidus. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé.

Article 10 - Prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée (PPR)

Ce PPR est composé de deux zones distinctes : A et B. A l'intérieur de celles-ci, des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection rapprochée suivant les prescriptions mentionnées ci-dessous.

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

ZONE A

A10.1 - Travaux souterrains	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>A10.1.1 La création de tout ouvrage de captage d'eau (forages, puits...) dans le même aquifère, excepté pour le renforcement ou la substitution de la ressource actuelle dans un but de production publique d'eau destinée à la consommation humaine.</p> <p>A10.1.2 L'ouverture de fouilles, tranchées, excavations à l'exception de celles nécessaires au bon fonctionnement des ouvrages de captages et réseaux d'eau potable ainsi que des conduites existantes : électricité, téléphone, câbles. Les mesures nécessaires seront prises pour éviter toute infiltration de pollution.</p> <p>A10.1.3 L'ouverture et l'exploitation de carrières.</p> <p>A10.1.4 La réalisation de mares et d'étangs.</p>	<p>A10.1.5 Le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées, excavations ou les exhaussements de sol sont réalisés à l'aide de matériaux naturels provenant de carrières et n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe (contrôlé au préalable avant mise en œuvre).</p>

A10.2 - Stockages et dépôts : déchets, hydrocarbures, produits chimiques de synthèse

ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>A10.2.1 L'installation d'ouvrages de transport et de dépôt/stockage d'hydrocarbures et de produits chimiques de synthèse ainsi que le stockage de déchets ménagers, d'activités de soins et industriels ou autres produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau.</p> <p>A10.2.2 Le stockage temporaire d'hydrocarbures, jugé indispensable pour l'abattage des arbres dans le cadre de travaux forestiers, est interdit à moins de 300 mètres des captages.</p>	

A10.3 - Stockage et épandage de produits phytosanitaires

ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>A10.3.1 Le stockage de produits phytosanitaires excepté dans les locaux dédiés conformes à la réglementation en vigueur et existants à la date de signature du présent arrêté.</p> <p>A10.3.2 L'épandage de tout produit phytosanitaire sur les prairies et les jachères.</p> <p>A10.3.3 L'épandage de tout produit phytosanitaire sur les accotements des voiries et voies ferrées.</p>	

A10.4 - Stockage et épandage d'engrais azotés	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>A10.4.1 L'épandage d'engrais et amendements azotés.</p> <p>A10.4.2 L'épandage de lisier.</p> <p>A10.4.3 L'épandage de boues de station d'épuration.</p> <p>A10.4.4 L'épandage de boues industrielles.</p> <p>A10.4.5 L'épandage de produits liquides : purin, lisier, fumier peu pailleux ou fumier de raclage et jus d'ensilage.</p>	
A10.5 - Eaux usées et eaux pluviales	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>A10.5.1 Les stockages d'effluents domestiques collectifs.</p> <p>A10.5.2 Les stations d'épuration, le lagunage.</p> <p>A10.5.3 Les rejets d'eaux usées domestiques collectives ou non collectives.</p> <p>A10.5.4 Les canalisations et rejets d'eaux usées industrielles.</p> <p>A10.5.5 Les stockages d'effluents industriels.</p> <p>A10.5.6 Les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.</p> <p>A10.5.7 Les rejets de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.</p> <p>A10.5.8 Les rejets d'effluents agricoles.</p>	
A10.6 - Constructions	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>A10.6.1 Les constructions et les installations de toute nature autre que celles strictement nécessaires à l'exploitation des installations et du réseau public d'alimentation en eau potable. et à l'exception de l'installation de ruches.</p> <p>A10.6.2 Les campings, caravans et annexes.</p> <p>A10.6.3 La création et l'extension de cimetières.</p>	
A10.7 - Activités agricoles	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>A10.7.1 Tout aménagement favorisant le regroupement des animaux (abreuvoirs, abris destinés au bétail, installations mobiles de traite...) et ne permettant pas le maintien du couvert végétal.</p> <p>A10.7.2 La suppression des prairies permanentes existantes à la signature du présent arrêté excepté pour un réensemencement immédiat.</p> <p>A10.7.3 La suppression des talus, des haies, des bandes enherbées et des surfaces boisées.</p> <p>A10.7.4 Le maraîchage, les serres et pépinières.</p> <p>A10.7.5 Le drainage de terres agricoles.</p>	
A10.8 - Activités forestières	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>A10.8.1 Les défrichements en application de l'article L.311-3 du Code Forestier.</p> <p>A10.8.2 Les places de dépôts de grumes de plus de six mois à moins de 300 mètres des périmètres de protection immédiate.</p> <p>A10.8.3 La pratique de sports mécaniques (quads, moto-cross, véhicules tout terrain, etc)</p> <p>A10.8.4 Le traitement du peuplement forestier ou des plantations (produits phytosanitaires, produits fertilisants et d'accélérateurs de croissance) excepté en cas de force majeure (voir rubrique A10.8.6).</p> <p>A10.8.5 Le traitement sur place du bois abattu (à mentionner dans les clauses de vente du bois).</p>	<p>A10.8.6 En cas de force majeure, le traitement par produits phytosanitaires et phytocides est autorisé sur une courte période après déclaration auprès de la Direction Départementale des Territoires et information de la délégation territoriale de l'Agence Régionale de Santé du/des produit(s) utilisé(s) et la zone concernée. L'utilisation raisonnée de produits répulsifs est autorisée à plus de 300 m des périmètres immédiats.</p> <p>A10.8.7 Le programme annuel prévisionnel d'aménagement sera transmis à l'Agence Régionale de Santé.</p> <p>A10.8.8 L'utilisation d'huiles biodégradables (huiles hydrauliques et huiles de chaîne de tronçonneuse) est exigée pour les travaux forestiers en périmètre de protection rapprochée.</p> <p>A10.8.9 Tout incident ou accident (renversement d'engin, rupture de réservoir, carter, etc) susceptible d'entraîner une pollution est signalé à la commune de Bréménil.</p>

A10.9 - Voies de circulation	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>A10.9.1 Les constructions de nouvelles voies de communications, d'aires de stationnement à l'exception de celles nécessaires à l'accès aux captages d'alimentation en eau de la collectivité et à l'exploitation forestière Tous projets devra être soumis au service chargé de la Police de l'Eau.</p> <p>A10.9.2 Le traitement chimique des aires de stationnement, voies routières et ferrées par épandage de produits.</p>	

A10.10 - Activités de loisir	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>A10.10.1 Les installations d'affouragement et/ou d'agrainage destinés au gibier, de même que tout produit destiné à attirer et à fixer les populations de sanglier a moins de 300 m des captages.</p> <p>A10.10.2 Le camping, le caravanning et les habitations légères de loisir.</p>	

ZONE B

B10.1 - Travaux souterrains	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>B10.1.1 La création de tout ouvrage de captage d'eau (forages, puits...) dans le même aquifère, excepté pour le renforcement ou la substitution de la ressource actuelle dans un but de production publique d'eau destinée à la consommation humaine.</p> <p>B10.1.2 La création de tout ouvrage (forage, sondage, puits d'infiltration, installations de géothermie) non destiné au captage d'eau.</p> <p>B10.1.3 L'ouverture et l'exploitation de carrières.</p> <p>B10.1.4 La réalisation de mares et d'étangs.</p>	<p>B10.1.5 Le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées, excavations ou les exhaussements de sol sont réalisés à l'aide de matériaux naturels provenant de carrières et n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe (contrôlé au préalable avant mise en œuvre).</p> <p>B10.1.6 L'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de 2 mètres de profondeur sera limitée à la stricte durée nécessaire. Toutes précautions seront prises pour éviter une pollution des eaux souterraines. En cas d'ouverture d'une durée supérieure à 6 mois, celle-ci sera subordonnée à la mise en place d'une étanchéité de protection vis-à-vis des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles.</p>

B10.2 - Stockages et dépôts : déchets, hydrocarbures, produits chimiques de synthèse	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>B10.2.1 Les dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux.</p> <p>B10.2.2 Les canalisations d'hydrocarbures, produits chimiques liquides ou gazeux.</p> <p>B10.2.3 Les stockages de produits chimiques.</p> <p>B10.2.4 Les stockages de produits destinés aux cultures (voir rubriques 10.3 et 10.4).</p>	<p>B10.2.5 Pour les immeubles existants à la date de signature du présent arrêté, les cuves de stockage d'hydrocarbures (fuel domestique) seront installées hors sol et équipées d'un bac de rétention adapté.</p>

B10.3 - Stockage et épandage de produits phytosanitaires	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
	<p>B10.3.1 Les lieux de stockage sont conçus conformément à la réglementation, afin d'empêcher toute pollution.</p> <p>B10.3.2 Les pesticides seront utilisés de manière raisonnée car ils constituent un risque sanitaire pour les consommateurs d'eau.</p>

B10.4 - Stockage et épandage d'engrais azotés	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>B10.4.1 L'épandage de boues de station d'épuration.</p> <p>B10.4.2 L'épandage de produits liquides : purin, lisier, fumier peu pailleux ou fumier de raclage et jus d'ensilage.</p>	<p>B10.4.3 Les lieux de stockage d'engrais azotés organiques, y compris fumier, ou de synthèse sont conçus conformément à la réglementation afin d'empêcher toute pollution.</p> <p>B10.4.4 L'épandage de fertilisants azotés organiques et minéraux doit être raisonné et respecter le programme d'action en vigueur à mettre en œuvre dans la zone vulnérable en application de la directive "nitrates".</p>

B10.5 - Eaux usées et eaux pluviales	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>B10.5.1 Les stockages d'effluents domestiques collectifs.</p> <p>B10.5.2 Les stations d'épuration, le lagunage.</p> <p>B10.5.3 Les rejets d'installations non collectives de traitement d'eaux usées.</p> <p>B10.5.4 Les canalisations et rejets d'eaux usées industrielles.</p> <p>B10.5.5 Les stockages d'effluents industriels.</p> <p>B10.5.6 Les rejets d'effluents agricoles.</p>	<p>B10.5.7 Les installations véhiculant ou traitant des eaux usées domestiques sont étanches et éprouvées avant mise en service.</p> <p>B10.5.8 Les bassins de rétention d'eaux pluviales sont étanches et munis d'un dispositif technique destiné à piéger les hydrocarbures. Ils sont régulièrement vérifiés et entretenus.</p> <p>B10.5.9 Les eaux usées domestiques nécessiteront un traitement complet par une filière d'assainissement non collectif respectant la réglementation en vigueur.</p>
B10.6 - Constructions	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>B10.6.1 Les campings, caravanings et annexes.</p> <p>B10.6.2 La création ou l'extension de cimetières.</p> <p>B10.6.3 Les installations classées industrielles.</p>	<p>B10.6.4 Les constructions produisant des eaux usées seront équipées d'un dispositif d'assainissement autonome conforme à la réglementation.</p> <p>B10.6.5 La création d'un bassin d'infiltration d'eaux pluviales sera préalablement soumise à l'avis du service chargé de la Police de l'Eau.</p> <p>B10.6.6 Tout projet de modification ou d'extension de construction existante sera préalablement soumis à l'avis de l'autorité sanitaire.</p> <p>B10.6.7 Tout nouveau bâtiment agricole dont les bâtiments d'élevage et d'engraissement devra être conforme aux normes et aucun rejet risquant de polluer les sols ne sera accepté.</p>
B10.7 - Activités agricoles	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>B10.7.1 Le pacage des animaux à moins de 200 mètres des périmètres de protection immédiate et sous réserve du maintien en toute période de l'année de la couverture végétale du sol.</p> <p>B10.7.2 La suppression des prairies permanentes existantes à la signature du présent arrêté excepté pour un réensemencement immédiat.</p> <p>B10.7.3 La suppression des talus, des haies, des bandes enherbées et des surfaces boisées.</p> <p>B10.7.4 Le maraîchage, les serres et pépinières à l'exception du jardinage à usage familial.</p> <p>B10.7.5 Le drainage de terres agricoles.</p>	
B10.8 - Activités forestières	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>B10.8.1 Les défrichements en application de l'article L.311-3 du Code Forestier.</p> <p>B10.8.2 Le traitement du peuplement forestier ou des plantations (produits phytosanitaires, produits fertilisants et d'accélérateurs de croissance) excepté en cas de force majeure (voir activités réglementées).</p> <p>B10.8.3 Le traitement sur place du bois abattu (à mentionner dans les clauses de vente du bois).</p> <p>B10.8.4 Les ateliers de débardage et de bûcheronnage et les aires de stockage de plus de trois mois seront autorisés à plus de 300 mètres du périmètre immédiat.</p> <p>B10.8.5 L'accès est limité aux seuls véhicules à moteur nécessaires aux riverains, à l'exploitation des terres agricoles, de la forêt, des installations liées aux captages et au réseau AEP (alimentation en eau potable) et aux bénéficiaires des lots de chasse (ayant droit).</p>	<p>B10.8.6 En cas de force majeure, le traitement par produits phytosanitaires et phytocides est autorisé sur une courte période après déclaration auprès de la Direction Départementale des Territoires et information de la délégation territoriale de l'Agence Régionale de Santé du/des produit(s) utilisé(s) et la zone concernée. L'utilisation raisonnée de produits répulsifs est autorisée à plus de 300 m des périmètres immédiat.</p> <p>B10.8.7 Un plan de gestion sylvicole prévoyant les coupes et travaux à réaliser pour une période donnée sera soumis à l'approbation de l'Agence Régionale de Santé et de la Direction Départementale des Territoires.</p>
B10.9 - Voies de circulation	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>B10.9.1 La construction de nouvelles voies de communications ou d'aires de stationnement à l'exception de celles nécessaires à l'accès ou à l'entretien des captages, à l'exploitation forestière et à la desserte des habitations ou immeubles existants ou nouveaux. Les projets devront être soumis au service chargé de la Police de l'Eau.</p> <p>B10.9.2 Le traitement chimique des aires de stationnement, voies routières et ferrées par épandage de produits.</p>	

B10.10 - Activités de loisir	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>B10.10.1 Toute action susceptible d'attirer le gibier à moins de 300 mètres des périmètres de protection immédiate (aires d'affouagement et d'agrainage...).</p> <p>B10.10.2 Le camping, le caravanning et les habitations légères de loisir.</p>	

Article 11 - Travaux à réaliser

Les parcelles nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate sont acquises par la commune.

Les travaux de mise en conformité listés ci-dessous sont réalisés dans un délai de deux ans à compter de la signature du présent arrêté :

- Les périmètres sont matérialisés par une clôture adaptée à la configuration du terrain. La clôture du périmètre immédiat des captages 1, 2, et 3 sera installée avec un recul de 2 à 3 m le long du chemin communal n°3 pour permettre le passage des camions grumiers. Celle-ci consiste en un grillage rigide, de 2 mètres de hauteur, avec portail fermé à clé.
- Les terrains sont entretenus conformément aux dispositions réglementaires. Afin d'éviter des désordres sur les ouvrages tels que notamment queues de renards dans les drains, il convient d'éviter le développement d'arbres à hautes tiges proches des captages.
- Les arbres à moins de 5 mètres des ouvrages ou des drains sont abattus pour éviter les risques de détérioration des ouvrages.

Pour la source 1 du Bois du Ban le Moine :

- Rénovation du revêtement interne du capot (suppression de la rouille).
- Réparer le clapet anti-retour du trop-plein (déblocage).
- Equiper le système de vidange d'un dispositif anti-intrusion pour empêcher les nuisibles d'accéder à l'ouvrage.
- Rénover le revêtement de la conduite de départ d'eau (suppression de la rouille).

Pour la source 2 du Bois Ban le Moine :

- Rénovation du revêtement interne du capot (suppression de la rouille).

Pour la source 4 du Bois Ban le Moine :

- Rénovation du revêtement interne du capot (suppression de la rouille).
- Nettoyage de l'intérieur de l'ouvrage et de la crépine du trop plein.
- Equiper le système de vidange d'un dispositif anti-intrusion pour empêcher les nuisibles d'accéder à l'ouvrage.

Pour la station de traitement :

- Rénovation du revêtement interne du capot (suppression de la rouille).
- Vérifier l'efficacité du produit désinfectant et prévoir son remplacement si nécessaire.

Pour le réservoir :

- Rénover les éléments situés à l'intérieur de l'ouvrage (en particulier plaque d'obstruction en extrémité d'une canalisation immergée et une poutre métallique).

Une attention particulière doit être portée au contrôle des captages qui doivent faire l'objet de nettoyages réguliers au moins une fois par an.

Article 12 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans le périmètre de protection rapprochée à la date du présent arrêté doivent satisfaire aux obligations des articles 9 et 10 dans un délai maximum d'un an à compter de la publication du présent arrêté.

Article 13 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Les maires des communes d'Angomont et de Bréménil sont chargés du contrôle de l'application du présent arrêté à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque a contrevenu aux dispositions des articles 9 et 10 du présent arrêté est passible des peines prévues par les articles L.1324-3 et L.1324-4 du code de la santé publique.

Article 14 - Cessibilité

Sont déclarés cessibles, conformément au plan parcellaire visé à l'article 8, les propriétés nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate désignées à l'état parcellaire annexé.

La commune de Bréménil est autorisée à acquérir en pleine propriété soit à l'amiable soit par voie d'expropriation en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à l'établissement des périmètres de protection immédiate.

Les expropriations éventuellement nécessaires doivent être réalisées dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 15 - Notifications et publicité de l'arrêté

Un extrait de cet acte est adressé sans délai à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Il est affiché à la mairie des communes d'Angomont et de Bréménil pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection sont annexées au document d'urbanisme dans un délai maximum de 3 mois conformément aux conditions définies aux articles L126-1 et R126-1 à R126-3 du code de l'urbanisme.

Les maires des communes d'Angomont et de Bréménil conservent l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

TITRE IV – UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE**Article 16 - Situation**

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 17 - Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, de traitement agréé par le ministère chargé de la santé de désinfection afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

Compte tenu de son caractère agressif, l'eau brute subit un traitement de neutralisation et de désinfection au chlore avant sa mise en distribution.

Article 18 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme fixé par l'agence régionale de santé de Lorraine, selon la réglementation en vigueur.

TITRE V – DISPOSITIONS DIVERSES**Article 19 - Annexes**

Les pièces annexées au présent arrêté sont :

- Annexe 1 : Plan au 1/12 500° des périmètres de protection rapprochée,
- Annexe 2 : Plan parcellaire au 1/6000 des périmètres de protection immédiate et rapprochée,
- Annexe 3 : Plan parcellaire au 1/400 du périmètre de protection immédiate des sources 1, 2 et 3,
- Annexe 4 : Plan parcellaire au 1/250 du périmètre de protection immédiate de la source 4,
- Annexe 5 : Etat parcellaire récapitulatif des périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Article 20 – Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification et de un an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Article 21 – Diffusion

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au bureau des recherches géologiques et minières,
- à la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement,
- à la direction départementale des territoires,
- à l'office national des forêts,
- au centre régional de la propriété forestière,
- à la chambre d'agriculture,
- à l'agence de l'eau Rhin Meuse,
- au tribunal administratif de Nancy.

Article 22 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Lunéville, le directeur général de l'agence régionale de santé, le directeur départemental des territoires et les maires des communes d'Angomont et Bréménil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 20 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté complémentaire du 24 septembre 2012 nommant les membres du bureau de la commission de suivi de site de la société SAM à Neuves-Maisons

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 125-2-1, L. 511-1, et R 125-8-1 à R 125-8-5 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 13 juin 2012 portant création de la commission de suivi de site (CSS) de la société SAM située sur le territoire de la commune de NEUVES-MAISONS ;

CONSIDÉRANT que les membres des bureaux ont été désignés à la majorité des membres présents lors de la réunion d'installation de la CSS qui a eu lieu le 27 juin 2012 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1er : L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 13 juin 2012 portant création de la commission de suivi de site de la société SAM à NEUVES-MAISONS est complété ainsi qu'il suit :

Le bureau est composé :

Collège « administrations de l'Etat »

- la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ou son représentant

Collège « élus des collectivités territoriales ou d'établissements publics de coopération intercommunale »

- M. Etienne THIL représentant de la communauté de communes de Moselle et Madon

Collège « exploitant »

- M. Philippe BAR, responsable Environnement

Collège « riverains et associations de protection de l'environnement »

- M. Bernard MICHEL, président de l'association « Consommation Logement et Cadre de Vie » (CLCV),

Collège « salariés »

- M. Patrice MELON, membre du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) de la société SAM,

Le représentant « des personnalités qualifiées »

- M. SCHMITT, directeur d'AIRLORRAINE.

Article 2 : Dispositions finales

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 24 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 25 septembre 2012 portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux par captage des Sources de la Fontaine des Cerfs et Sources Pouillot droite et gauche, sur le territoire de Montauville et par la commune de Maidières ; b) d'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau ; 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;
 VU le code de l'expropriation et notamment les articles L.11-1 à L.11-8 et R.11-1 à R.11-31 ;
 VU le décret modifié n°55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;
 VU le décret n°86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;
 VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique ;
 VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1981 modifié portant règlement sanitaire départemental ;
 VU la délibération du conseil municipal de Maidières du 23 novembre 2005 sollicitant la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation et l'établissement des périmètres de protection des sources de la Fontaine des Cerfs et Pouillot droite et gauche à Montauville ;
 VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} août 1978 portant déclaration d'utilité publique ;
 des travaux effectués par la commune de Maidières en vue de la dérivation des eaux non domaniales de la Fontaine aux Cerfs située sur le territoire de la commune de Montauville ;
 de la création des périmètres de protection des points d'eau et des servitudes qui y sont attachées ;
 VU l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête du 3 février 2012 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique :
 1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des Sources de la Fontaine des Cerfs et du Pouillot droite et gauche sur le territoire de Montauville par la commune de Maidières,
 VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique de juillet 2008 ;
 VU la régularisation de prélèvement au titre du code de l'environnement délivré à la commune de Maidières le 14 juin 2011 ;
 VU l'avis du commissaire enquêteur du 19 avril 2012 ;
 VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Meurthe-et-Moselle au cours de sa séance du 20 septembre 2012 ;
 CONSIDERANT que l'établissement des périmètres de protection vise à préserver la qualité de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;
 CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune Maidières énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;
 CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine de la commune de Maidières ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE**TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES****Article 1er - Objet**

Le présent arrêté concerne :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux souterraines par captage des sources de la Fontaine des Cerfs et Pouillot droite et gauche sur la commune de Montauville et par la commune de Maidières ;
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ces points d'eau ;
- 3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 2 - Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, par captage des sources de la Fontaine des Cerfs et Pouillot droite et gauche en application de l'article L.215-13 du code de l'environnement ;
- 2°) l'établissement de périmètres de protection autour de ces points d'eau et l'institution de servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et de la qualité de l'eau en application de l'article L.1321-2 du code de la santé publique.

TITRE II – DERIVATION DES EAUX**Article 3 - Situation**

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par les captages ci-après identifiés :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II étendu (m)		Altitude (m)
				X	Y	Z
Source de la Fontaine des Cerfs	Montauville	302 section OA1	0193-3X-0040	867 841	2 440 023	282
Source du Pouillot droite	Montauville	12 section OA1	0193-3X-0070	867 930	2 439 835	276
Source du Pouillot gauche	Montauville	12 section OA1	0193-3X-0071	867 955	2 439 785	278

Article 4 - Débits prélevés

Le débit prélevé ne peut excéder 164 m³/j soit 60 000 m³/an.

Article 5 - Sauvegarde des intérêts généraux

Dans l'hypothèse où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux sont compromises par cette dérivation, la collectivité doit restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui sont à fixer par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

Article 6 - Mesures de débits de prélèvement

Les appareils de contrôle des débits prélevés sont conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tient un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit, une fois par semaine ;
- incidents survenus tels que pannes et non-conformités des eaux ;
- modifications d'installations.

Ce registre est examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux.

Un compte rendu annuel d'exploitation est transmis au service chargé de la police des eaux. Ce compte rendu fournit les données suivantes :

- débit horaire maximum prélevé, en m³/h ;
- débit journalier maximum prélevé, en m³/j ;
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés ;
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte rendu peut être remplacé par le compte rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée tel que l'affermage.

Article 7 - Indemnisation

La collectivité indemnise les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, des dommages qui leurs ont été causés par la dérivation des eaux.

TITRE III – PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU**Article 8 - Définition des périmètres de protection**

Le plan parcellaire et l'état parcellaire annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

8-1 - Périmètres de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate des Sources de la Fontaine des Cerfs et Pouillot Droite et Gauche ainsi que les chambres de réunion sont situés sur la commune de Montauville et concernent les parcelles ci-dessous :

Source de la Fontaine des Cerfs :

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelles
Montauville	A	Gloriaucote	302
Surface totale du périmètre			24 a 65 ca

Source du Pouillot Droite:

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelles
Montauville	A	Lusure	12 pour partie
Surface totale du périmètre			2 a 04ca

Source du Pouillot Gauche :

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelles
Montauville	A	Lusure	12 pour partie
Surface totale du périmètre			4 a 80 ca

8-2 - Périmètres de protection rapprochée

Les périmètres de protection rapprochée des Sources de la Fontaine des Cerfs et Pouillot droite et gauche sont situés sur les communes de Montauville et Fey-en-Haye et concernent les parcelles mentionnées dans l'état parcellaire annexé au présent arrêté.

Article 9 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection immédiate (PPI)

Les terrains nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate doivent être et demeurer la propriété de la commune de Maidières ou faire l'objet d'une convention de gestion s'ils sont propriété d'une collectivité publique.

Ils doivent être clôturés et n'être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages.

Toute activité autre que celles directement liées à l'entretien des ouvrages ou de leurs abords est interdite.

Les surfaces des périmètres de protection immédiate sont déboisées et régulièrement entretenues. L'herbe est régulièrement fauchée, avec exportation des résidus. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé.

Article 10 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée (PPR)

A l'intérieur de ce périmètre est interdit ou réglementé tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

10.1 - Travaux souterrains	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
10.1.1 La création de tout ouvrage de captage d'eau (forages, puits...) dans le même aquifère, excepté pour le renforcement ou la substitution de la ressource actuelle dans un but de production publique d'eau destinée à la consommation humaine. 10.1.2 L'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de 2 mètres de profondeur à moins de 100 mètres des captages, sauf pour les travaux nécessaires au raccordement des points d'eau ou à leurs remplacements. 10.1.3 L'ouverture et l'exploitation de carrières. 10.1.4 La réalisation de mares et d'étangs.	10.1.5 Le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées, excavations ou les exhaussements de sol sont réalisés à l'aide de matériaux naturels provenant de carrières et n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe (contrôlé au préalable avant mise en œuvre). 10.1.6 Les sondages et forages de reconnaissances doivent être exécutés dans les règles de l'art, ils doivent être cadencés et cimentés après usage sauf pour des besoins de la nappe, le cas échéant.
10.2 - Stockages et dépôts : déchets, hydrocarbures, produits chimiques de synthèse	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
10.2.1 Les dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux. 10.2.2 L'installation d'ouvrages de transport et de stockage de produits chimiques de synthèse ainsi que le stockage de déchets ménagers, d'activités de soins et industriels ou autres produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau. 10.2.3 Les canalisations de produits polluants liquides ou gazeux. 10.2.4 Les stockages de produits chimiques.	10.2.5 Le stockage temporaire d'hydrocarbures, jugé indispensable pour l'abattage des arbres pourra être autorisé à condition qu'il soit réalisé dans une cuve à double enveloppe installée sur un bac de rétention d'un volume équivalent à celui stocké. Le volume maximum sera de 500 litres. Une déclaration de la mise en place du stockage devra être effectuée auprès de la commune de Maidières

10.3 - Stockage et épandage de produits phytosanitaires	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
10.3.1 Le stockage de produits phytosanitaires.	10.3.2 Les épandages agricoles seront conduits selon le Code des Bonnes Pratiques Agricoles. 10.3.3 L'utilisation de pesticides pourra être réglementée en cas d'apparition ou de persistance dans la ressource d'éléments en excès.
10.4 - Stockage et épandage d'engrais azotés	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
10.4.1 Le stockage d'engrais azotés organiques, y compris fumier, ou de synthèse en dehors des installations spécifiques existantes. 10.4.2 L'épandage de boues de station d'épuration. 10.4.3 L'épandage de produits liquides : purin, lisier, fumier peu pailleux ou fumier de racleage et jus d'ensilage.	10.4.4 Pour les installations spécifiques existantes, dédiées à cet usage et conformes à la réglementation en vigueur, le stockage d'engrais azotés organiques ou de synthèse est autorisé.
10.5 - Eaux usées et eaux pluviales	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
10.5.1 L'implantation d'ouvrages de transport, de traitement, d'épandage ou d'infiltration d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle, brutes ou épurées. 10.5.2 Les rejets d'eaux usées domestiques ou industrielles. 10.5.3 Les stockages d'effluents domestiques collectifs. 10.5.4 Les stations d'épuration, le lagunage. 10.5.5 Les rejets d'installations non collectives de traitement d'eaux usées. 10.5.6 Les stockages d'effluents industriels. 10.5.7 Les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains. 10.5.8 Les rejets de bassins d'infiltration d'eaux pluviales. 10.5.9 Les rejets d'effluents agricoles.	10.5.10 Tout projet de nouvelle voie devra prendre en compte l'existence des points d'eau et proposer un système d'assainissement des eaux.
10.6 - Constructions	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
10.6.1 Les constructions et les installations de toute nature autre que celles strictement nécessaires à l'exploitation des installations et du réseau public d'alimentation en eau potable. 10.6.2 Les campings, caravanings et annexes. 10.6.3 La création de cimetières.	
10.7 - Activités agricoles	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
10.7.1 La suppression des prairies permanentes existantes à la signature du présent arrêté excepté pour un réensemencement immédiat. 10.7.2 Le maraîchage, les serres et pépinières. 10.7.3 Le drainage de terres agricoles.	10.7.4 Tout aménagement favorisant le regroupement des animaux (abreuvoirs, abris destinés au bétail, installations mobiles de traite...) seront installés à plus de 200 mètres des captages. 10.7.5 Dans la mesure du possible, on poursuivra la politique de maintien d'un maximum de surface en herbe sur le périmètre rapproché en autorisant le pacage d'animaux sans surpâturage.
10.8 - Activités forestières	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
10.8.1 Les défrichements en application de l'article L.311-3 du Code Forestier. 10.8.2 Dans les peuplements en régénération artificielle, les coupes à blanc d'une surface de plus de 1 hectare d'un seul tenant, excepté en cas de dépérissement forestier (voir activités réglementées). Le cumul des surfaces coupées à blanc dans les peuplements en régénération pendant 5 ans n'excèdent pas 5 hectares d'un seul tenant. 10.8.3 La création de pistes forestières à moins de 100 m des captages. 10.8.4 Les aires de stockage. 10.8.5 Le traitement sur place du bois abattu (à mentionner dans les clauses de vente du bois). 10.8.6 L'utilisation des produits insecticides.	10.8.7 En cas de force majeure, le traitement par produits phytosanitaires et phytocides est autorisé sur une courte période après déclaration auprès de la Direction Départementale des Territoires et de la DRAAF et information de l'autorité sanitaire du/des produit(s) utilisé(s) et la zone concernée.

10.9 - Voies de circulation	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
10.9.1 Le traitement des aires de stationnement, voies routières et ferrées avec épandage de produits chimiques. 10.9.2 L'emploi d'herbicides pour le traitement des accotements de la route.	10.9.3 Les travaux visant à modifier des voies existantes devront, en cas d'augmentation de trafic, prendre en compte l'existence des ressources en eau et prévoir un dispositif d'assainissement des eaux pluviales, de collecte et de confinement des polluants en cas d'accident, avec rejet à l'aval du périmètre de protection rapprochée.

10.10 - Activités de loisir	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
10.10.1 Toute action susceptible d'attirer le gibier à moins de 100 mètres des captages (aires d'affouragement et d'agraineage...).	

Article 11 - Travaux à réaliser

Les parcelles nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate sont acquises par la commune ou une convention de gestion est établie.

Les travaux de mise en conformité listés ci-dessous seront réalisés dans le délai de deux ans :

Fontaine des cerfs :

- changement ou rénovation du capot,
- mise en place d'une crépine sur la conduite de départ,
- débroussaillage du périmètre.

Sources du Pouillot Droite et Gauche :

- ouvrages à reprendre entièrement : capot, échelle, drains et clôture du périmètre de protection immédiate.

Chambre de réunion des sources Pouillot :

- changement du capot, de l'échelle d'accès et aménagement du trop plein,
- mise en place d'une crépine sur la canalisation de départ,
- ouvrage à reprendre entièrement et mise en place d'une clôture de l'ouvrage.

Réservoir :

- rénovation ou remplacement des portes de fermeture,
- rénovation ou remplacement des trappes et des échelles,
- reprise de la station de traitement afin d'être opérationnelle.

Sur l'emprise du périmètre de protection rapprochée :

- suppression des dépôts sauvages d'ordures.

Article 12 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection rapprochée à la date du présent arrêté doivent satisfaire aux obligations des articles 9 et 10 dans un délai maximum de deux ans à compter de la publication du présent arrêté.

Article 13 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Les maires des communes de Maidières, Montauville et Fey-en-Haye sont chargés du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions des articles 9 et 10 du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L.1324-3 et L.1324-4 du code de la santé publique.

Article 14 - Publicité

Un extrait de cet acte est adressé à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Il est affiché à la mairie des communes de Maidières, Montauville et Fey-en-Haye pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection sont annexées au document d'urbanisme dans un délai maximum de 3 mois conformément aux conditions définies aux articles L126-1 et R126-1 à R126-3 du code de l'urbanisme.

Les maires des communes de Maidières, Montauville et Fey-en-Haye conservent l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

TITRE IV – UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

Article 15 - Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 16 - Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, d'un traitement agréé par le ministère chargé de la santé de désinfection automatique par injection d'eau de javel au niveau du réservoir afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

Article 17 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme fixé par l'agence régionale de santé de Lorraine, selon la réglementation en vigueur.

TITRE V – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 18 - Annexes

Les pièces annexées au présent arrêté sont :

- Annexe 1 : Plan au 1/20 000° des périmètres de protection rapprochée
- Annexe 2 : Plan parcellaire au 1/9000 des périmètres de protection immédiate et rapprochée
- Annexe 3 : État parcellaire récapitulatif des périmètres de protection immédiate et rapprochée

Article 19 - Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification et de un an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Article 20 - Abrogation

Est abrogé l'arrêté préfectoral du 1^{er} août 1978 portant déclaration d'utilité publique :

- des travaux effectués par la commune de Maidières en vue de la dérivation des eaux non domaniales de la Fontaine aux Cerfs située sur le territoire de la commune de Montauville ;
- de la création des périmètres de protection des points d'eau et des servitudes qui y sont attachées.

Article 21 - Publicité

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Il est affiché dans les mairies des communes de Maidières, Montauville et Fey-en-Haye pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Les maires des communes de Maidières, Montauville et Fey-en-Haye conservent l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Article 22 - Diffusion

Une copie du présent arrêté qui sera adressée :

- au bureau des recherches géologiques et minières,
- à la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement,
- à l'agence de l'eau Rhin Meuse,
- au tribunal administratif de Nancy,
- à la Chambre d'Agriculture.

Article 23 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur général de l'agence régionale de santé, le directeur départemental des territoires et les maires des communes de Maidières, Montauville et Fey-en-Haye sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 25 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté 54-2012 du 1er octobre 2012 modifiant l'arrêté du 22 juillet 2009 définissant le 4ème programme d'action à mettre en œuvre dans la zone vulnérable de Meurthe-et-Moselle en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la directive n° 91/676/CEE du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, dite directive « nitrates »,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles R. 211-75 à 85,

VU l'arrêté interministériel du 22 novembre 1993 relatif au code des bonnes pratiques agricoles,

VU l'arrêté interministériel du 6 mars 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole,

VU l'arrêté interministériel du 1er août 2005 établissant les prescriptions minimales à mettre en œuvre en zone vulnérable et modifiant l'arrêté du 6 mars 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole,

VU l'arrêté interministériel du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole,

VU l'arrêté interministériel du 20 décembre 2011 portant composition, organisation et fonctionnement du « groupe régional d'expertise nitrates » pour le programme d'actions à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole,

VU l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 23 juillet 2007 portant délimitation des zones vulnérables aux pollutions par les nitrates d'origine agricole sur le bassin Rhin - Meuse,

VU l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2009 définissant le 4ème programme d'action à mettre en œuvre dans la zone vulnérable de Meurthe-et-Moselle en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole,

VU l'arrêté du préfet de la région lorraine du 27 août 2012 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région lorraine,

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, en date du 20 septembre 2012,

CONSIDERANT le fait que la date de fin de validité du 4ème programme d'action à mettre en œuvre dans la zone vulnérable de Meurthe-et-Moselle a été fixée au 30 juin 2013,

CONSIDERANT le fait que les dispositions prévues par le « I » de l'annexe « I – Périodes d'interdiction d'épandage des fertilisants azotés » de l'arrêté interministériel du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national entrent en vigueur le 1er septembre 2012,

CONSIDERANT la situation exceptionnelle de l'année 2012 qui a vu se succéder :

une période de gel intense et généralisé en février 2012 sur toute la Lorraine et par là même sur l'ensemble de la zone vulnérable ayant conduit à retourner une part importante des terres ensemencées en céréales d'hiver pour y implanter en substitution des cultures de printemps, récoltées plus tardivement, une période estivale ayant notamment provoqué des retards conséquents des récoltes et des difficultés de travail du sol.

CONSIDERANT que l'étude « Réduire les fuites des nitrates au moyen de cultures intermédiaires » (INRA, juin 2012) conclut que « les repousses de colza et de blé sont efficaces pour réduire la concentration en nitrate de l'eau de drainage, à condition que le couvert soit dense et homogène spatialement »,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Par dérogation à la disposition concernant la période « 1er juillet – 31 octobre » d'interdiction d'épandage des fertilisants de type « I » concernant les « grandes cultures de printemps avec CIPAN », précisée dans le tableau du 4° de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2009 définissant le 4ème programme d'action à mettre en œuvre dans la zone vulnérable de Meurthe-et-Moselle en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, l'épandage de fumiers de type « I » est autorisé du 1er septembre jusqu'à 20 jours (vingt) avant la destruction de la CIPAN qui ne doit pas intervenir avant le 1er novembre (cf. article « 7° - d » de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2009), le total des apports sur la CIPAN étant limité à 70 kg d'azote efficace (cf. « I » de l'annexe de l'arrêté interministériel du 19 décembre 2011).

Article 2 : La liste des couvertures de sols qui figure au « d » de l'article « 7° - L'obligation d'une gestion adaptée des terres » de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2009 définissant le 4ème programme d'action à mettre en œuvre dans la zone vulnérable de Meurthe-et-Moselle en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole est complétée par la reconnaissance comme couverture des sols, pendant la période de risque de lixiviation, des repousses spontanées de blé et d'orge dès lors qu'une couverture homogène de 80% est atteinte sur la parcelle. Les repousses ne doivent pas être détruites avant le 1er novembre. La destruction mécanique doit être privilégiée ; la destruction chimique devra être limitée aux situations qui la justifient (travail simplifié du sol, maîtrise des adventices).

Article 3 : Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2009 définissant le 4ème programme d'action à mettre en œuvre dans la zone vulnérable de Meurthe-et-Moselle en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole continuent de s'appliquer jusqu'au 30 juin 2013, sans préjudice des autres textes réglementaires existants, notamment l'arrêté interministériel du 19 décembre 2011.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, le lieutenant-colonel commandant le groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique, les agents visés à l'article L.216-3 du code de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de Meurthe-et-Moselle, et transmis pour affichage à toutes les communes incluses en zone vulnérable.

Article 5 : Une copie de l'arrêté sera adressée à la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, au directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et au président de la chambre départementale d'agriculture.

Nancy, le 1er octobre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

L'annexe : liste des communes de la zone vulnérable de Meurthe-et-Moselle est consultable à la Direction de l'Action Locale – Bureau des Procédures Environnementales.

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

Bureau de l'interministérialité

Arrêté N° 12.BI.47 du 4 octobre 2012 accordant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, Sous-Préfète, Directrice de Cabinet

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

VU le décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 85 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 29 juillet 2011 nommant Mme Magali DAVERTON, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation est donnée à Mme Magali DAVERTON, sous-préfète, directrice du cabinet, à l'effet de signer tous actes, documents, correspondances et arrêtés individuels ou réglementaires au titre des compétences exercées par le préfet et dans le cadre des attributions du cabinet du préfet, notamment :

- les arrêtés d'hospitalisation complète sans consentement pour soins psychiatriques,
- les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèrements des détenus entre les établissements pénitentiaires et les établissements hospitaliers,
- les arrêtés de réquisition dans le cadre de la permanence des soins,
- les arrêtés concernant les situations issues du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires de Meurthe-et-Moselle,
- les arrêtés concernant la situation administrative des sapeurs-pompiers professionnels de Meurthe-et-Moselle.

BUREAU DU CABINET :

affaires liées :

- aux élections et à l'analyse politique,
- aux médailles et distinctions honorifiques,
- au protocole et au suivi des dossiers du préfet,
- aux interventions des élus et des particuliers,
- aux déplacements officiels.

BUREAU DE LA PRÉVENTION ET DE LA SÉCURITÉ :

affaires liées :

- à la sécurité et à l'ordre public,
- à la prévention de la délinquance et animation de l'ensemble des instances concourant à la mise en œuvre de ces politiques, en lien avec les forces de sécurité intérieure,
- au secrétariat du comité de lutte contre la fraude,
- à la mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT).

BUREAU DES POLICES ADMINISTRATIVES :

affaires liées :

- aux entreprises de sécurité privée : suspension et retrait des autorisations de cartes professionnelles, des agréments de dirigeants et des entreprises de sécurité privée en cas d'urgence ou de troubles à l'ordre public ; autorisation de port d'armes pour les entreprises de sécurité privée; autorisation exceptionnelle à exercer la surveillance sur la voie publique; habilitations pour effectuer des actes de palpation en cas de circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour l'ordre public; double agrément en matière de sûreté aéroportuaire,
- aux manifestations sportives sur l'ensemble du département :
 - 1) aériennes et aquatiques
 - 2) terrestres sur les voies ouvertes à la circulation publique – Pour les manifestations pédestres et cyclistes, uniquement sur l'arrondissement chef-lieu, sauf si la manifestation dépasse le territoire d'un arrondissement du département
 - 3) boxe
 - 4) homologation de circuits sportifs à moteur
- aux armes pour le département et aux permis de chasser pour l'arrondissement (attestations de délivrance initiale); aux gardes-particuliers de pêche et de chasse pour l'arrondissement chef-lieu et aux autres gardes particuliers pour l'ensemble du département,

- à la vidéo-protection,

- aux débits de boissons de l'arrondissement chef-lieu,

- à la domiciliation d'entreprises,

- aux annonces judiciaires et légales.

SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE :

- affaires liées à la sécurité civile, la protection des populations, le secours aux personnes, les catastrophes naturelles, la défense civile et les gestion des crises, les explosifs, la présidence des commissions de sécurité et d'accessibilité aux personnes handicapées.

Article 2 : Pour tout ce qui concerne les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement du cabinet et de la résidence du directeur de cabinet, délégation de signature est donnée à Mme Magali DAVERTON, en sa qualité de prescripteur aux fins de signer :

- la décision de dépenses et recettes, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les subventions, décisions individuelles et marchés,
- la constatation du service fait,
- le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Magali DAVERTON, la délégation définie aux articles 1 et 2 est donnée à M. Jean-Louis BIOU, attaché principal, chef du bureau du cabinet, à l'exception des arrêtés d'hospitalisation complète sans consentement pour soins psychiatriques.

Article 4 : Les actes et documents n'entraînant pas de décision relevant des délégations visées à l'article 1 ainsi que les documents comptables visés à l'article 2 ci-dessus peuvent être signés dans le domaine de responsabilité de leur bureau par les agents désignés ci-après :

BUREAU DU CABINET :

M. Jean-Louis BIOU, attaché principal, chef du bureau du cabinet. En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Mme Sylvie VOUAUX, attachée, adjointe au chef du bureau, à l'exception des documents comptables visés à l'article 2.

BUREAU DE LA PRÉVENTION ET DE LA SÉCURITÉ :

M. Alexandre SCHUL, attaché principal, chef du bureau de la prévention et de la sécurité. En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Mme Martine GILLET, secrétaire administrative, adjointe au chef du bureau.

BUREAU DES POLICES ADMINISTRATIVES :

Mme Anne-Lise FUCHS, attachée principale, chef du bureau des polices administratives. En cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, délégation de signature est donnée à Mme Valérie SCHOLL, secrétaire administrative de classe exceptionnelle et à M. Angelo CURTO, secrétaire administratif de classe normale.

Par dérogation, délégation de signature est donnée à Mme Anne-Lise FUCHS, attachée principale, à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er – Bureau des polices administratives dans les domaines suivants :

- délivrance des récépissés de déclaration de manifestations sportives terrestres sur les voies ouvertes à la circulation publique et d'autorisation pour les manifestations aériennes de lâcher de ballons et de lanternes
- autorisations de détention d'armes et délivrance de récépissés de déclaration de détention d'armes
- délivrance de cartes européennes d'armes à feu
- attestation de délivrance initiale des permis de chasser en vue de l'obtention d'un duplicata délivré par l'office national de la chasse et de la faune sauvage
- délivrance des récépissés de dépôt de dossiers en matière de vidéo-protection

SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE :

M. Pascal SEYLLER, attaché principal, chef du service interministériel de défense et de protection civile.

En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Mme Corinne PEREZ, attachée principale, adjointe au chef de bureau.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Pascal SEYLLER et de Mme Corinne PEREZ, délégation est donnée à M. Francis BOSC-CABROL, secrétaire administratif de classe supérieure et à Mme Christiane Balle, secrétaire administrative de classe normale.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. SEYLLER, chef du service interministériel de défense et de protection civile et membre titulaire avec voix délibérative de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, délégation est donnée comme membre suppléant avec voix délibérative aux fonctionnaires suivants du service interministériel de défense et de protection civile :

- Mme Corinne PEREZ, attachée principale,
- M. Francis BOSC-CABROL, secrétaire administratif de classe supérieure,
- Mme Christiane BALLE, secrétaire administrative de classe normale,
- M. Fabien LAFONT, secrétaire administratif de classe normale.

Article 5 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral, à Mme Magali DAVERTON, sous-préfète, directrice du cabinet, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation complète sans consentement pour soins psychiatriques (articles L. 3213-1 à L. 3213-10 du Code de la Santé Publique),
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire,
- la signature des arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route,
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence,
- toutes décisions en matière de mesure d'éloignement en application du livre V du CESEDA (code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile),
- les décisions portant :
 - * refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour
 - * retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour.

Article 6 : Demeurent réservés à la signature de M. le préfet :

a) les ordres de réquisition de la force publique et de l'autorité militaire hormis les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèrements des détenus entre les établissements pénitentiaires et les établissements hospitaliers.

b) les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de région et au président du conseil régional,
- au président du conseil général,
- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 7 : L'arrêté préfectoral n°12.BI.31 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, directrice du cabinet, est abrogé.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice du cabinet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie en sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 4 octobre 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 12.BI.48 du 4 octobre 2012 accordant délégation de signature en matière de contrôle de légalité des actes hors action éducatrice des collèges à Mme Béatrice GILLE, Rectrice de l'Académie de Nancy-Metz

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'éducation, notamment son article R421-54 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code des marchés publics ;

VU l'ordonnance n°2004-631 du 1er juillet 2004 relative à la simplification du régime en vigueur d'entrée, de transmission et de contrôle des actes des établissements publics locaux d'enseignement ;

VU le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret n°92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n°2004-885 du 27 août 2004 modifiant le décret n°85-2004 du 30 août 1985 modifié relatif aux établissements publics locaux d'enseignement et le code des juridictions financières (partie réglementaire) ;

VU l'arrêté ministériel du 28 avril 2009 nommant et détachant M. Francis GIRAUDOT dans l'emploi d'administrateur de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté ministériel du 12 juillet 2012 nommant M. Eugène KRANTZ, conseiller d'administration scolaire et universitaire, dans l'emploi de secrétaire général de l'académie de Nancy-Metz ;

VU le décret du 28 septembre 2012 nommant Mme Béatrice GILLE rectrice de l'académie de Nancy-Metz ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation est donnée à Mme Béatrice GILLE, rectrice de l'académie de Nancy-Metz, pour assurer le contrôle de légalité des actes relatifs au fonctionnement des collèges du département de Meurthe-et-Moselle, tels qu'ils sont énumérés à l'article R 421-54 du Code de l'éducation, et signer les lettres d'observation et recours gracieux aux chefs d'établissements.

Article 2 : La saisine des juridictions administratives est exclue de la présente délégation.

Article 3 : En cas d'absence ou empêchement de Mme Béatrice GILLE, la délégation de signature prévue à l'article 1er sera exercée par M. Eugène KRANTZ, secrétaire général de l'académie de Nancy-Metz.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Mme Béatrice GILLE et de M. Eugène KRANTZ, la délégation de signature prévue à l'article 1er sera exercée par M. Francis GIRAUDOT.

Article 5 : Les signatures de M. Eugène KRANTZ et de M. Francis GIRAUDOT sont accréditées auprès du directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Les arrêtés préfectoraux n°12.BI.30 du 7 juin 2012 et n°12.BI.34 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature en matière de contrôle de légalité des actes hors action éducatrice des collèges à M. Jean-Jacques POLLET, recteur de l'académie de Nancy-Metz, sont abrogés.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la rectrice de l'académie de Nancy-Metz sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 4 octobre 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST
DIVISION EXPLOITATION DE METZ

Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-089 en date du 27 septembre 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réalisation des écrans de protection phonique le long de l'autoroute A31 à Velaine-en-Haye, sens Nancy – Toul, entre les PR 241+015 et 241+479

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2012-158 du 10 mai 2012 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions ;

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;
 VU le dossier d'exploitation en date du 21/09/2012 présenté par le bureau d'études INGEROP ;
 VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 24/09/2012 ;
 VU l'information du CRICR de Metz ;
 VU l'avis du district de Nancy en date du 24/09/2012 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régleme la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	Autoroute A31	
POINTS REPERES (PR)	PR 242 à 241	
SENS	SENS 2 (Nancy vers Toul)	
SECTION	Velaine-en-Haye	
NATURE DES TRAVAUX	Construction d'un mur anti-bruit	
PERIODE GLOBALE	Du 1er octobre 2012 au 31 mars 2013	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation de la bande d'arrêt d'urgence par dispositif Vario	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - Aximum	MISE EN PLACE PAR : - Aximum avec le balisage par FLR assuré par le CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Du lundi 1er octobre 2012 au mardi 2 octobre 2012 de nuit	PR 242 à 241 sens 2	Pose des dispositifs de protection de type Vario.	Neutralisation de la voie lente (droite) par FLR
	Du 2 octobre 2012 au 31 mars 2013	PR 241+800 à 241+000	Construction du mur anti-bruit.	Neutralisation de la BAU par dispositifs de type Vario.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Velaine-en-Haye ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à monsieur le Maire de la commune de Velaine-en-Haye.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société AXIMUM,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 27 septembre 2012

Le Préfet,
 Pour le Préfet et par délégation,
 Le chef de la division d'exploitation de Metz,
 Philippe LEFRANC

Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-091 en date du 28 septembre 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de remplacement de lignes de joints de chaussée du viaduc d'Autreville sur A31

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;
 VU le code de la route ;
 VU le code de justice administrative ;
 VU le code pénal ;
 VU le code de procédure pénale ;
 VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
 VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
 VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;
 VU l'arrêté N° 2012-158 du 10 mai 2012 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;
 VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions ;
 VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;
 VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;
 VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;
 VU le dossier d'exploitation en date du 10 juillet 2012 présenté par le district de Metz, modifié le 20 septembre 2012 ;
 VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 17 juillet 2012 et l'étude de trafic de juillet 2012 ;
 VU les réunions de concertation externe (DDT, forces de l'ordre, collectivités) organisées le 16 mars 2012, le 25 juillet 2012 et le 17 septembre 2012 ;
 VU l'information du CRICR ;
 VU l'avis du district de Metz en date du 10 juillet 2012 ;
 CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 31	
POINTS REPERES (PR)	PR 267+587 (Viaduc)	
SENS	Sens Beaune * Luxembourg	
SECTION	Entre l'échangeur n°25 de Belleville et l'échangeur n°26 de Pont à Mousson	
NATURE DES TRAVAUX	Remplacement des joints de chaussée de l'OA AU 380 à Autreville/Moselle - Dépose des anciennes lignes de joint - Reprise des bandes d'enrobés - Pose de nouveaux éléments de joint	
PERIODE GLOBALE	Trois week-ends consécutifs du vendredi 28 septembre au lundi 15 octobre 2012	
SYSTEME D'EXPLOITATION	- Basculement totale de circulation - Longueur du basculement : 500m	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - District de Metz	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Champigneulle

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Du Vendredi 28/09 à 21h au Dimanche 30/09 à 4h	Du PR 266+300 au PR 269+300 Deux sens de circulation	- Basculement total de circulation du sens Beaune vers Luxembourg de type 1+1 et 0, adapté en 2+1 et 0.	- Limitation de vitesse à 90 km/h au lieu de 110 km/h pour le sens Luxembourg vers Beaune ;
2	Du Vendredi 05/10 à 21h au Lundi 08/10 à 5h			- Neutralisation de la voie de gauche en amont du basculement avec limitation de la vitesse à 70 km/h par palier dégressif de 110 km/h à 90 km/h puis 70 km/h pour

3	Du Vendredi 12/10 à 21h au Lundi 15/10 à 5h			le sens Beaune vers Luxembourg ; - Limitation de la vitesse à 50 km/h en début et sortie de basculement ; - Limitation de vitesse à 70 km/h au droit du basculement pour les véhicules circulant dans le sens Beaune vers Luxembourg ; - Interdiction de dépasser pour tous les véhicules, dans le sens Beaune vers Luxembourg ; - Interdiction de dépasser pour les poids-lourds, dans le sens Luxembourg vers Beaune ;
---	--	--	--	--

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse et des médias ;

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société FREYSSINET,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Nancy, le 28 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur adjoint d'exploitation de la DIR-Est,
Antoine VOGRIG

Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-092 en date du 1er octobre 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'entretien et de fauchage diurnes sur plusieurs échangeurs de la RN52 entre les PR0+000 et 13+000, dans les deux sens de circulation

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;
 VU le code de la route ;
 VU le code de justice administrative ;
 VU le code pénal ;
 VU le code de procédure pénale ;
 VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
 VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
 VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;
 VU l'arrêté N° 2012-158 du 10 mai 2012 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;
 VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions.
 VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier;

VU le dossier d'exploitation en date du 26/09/2012 présenté par le district de Metz ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 28/09/2012 ;

VU l'information du CRICR de Metz ;

VU l'avis du district de Metz en date du 27/09/2012 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 52	
POINTS REPERES (PR)	00+000 à 13+000	
SENS	Sens : Metz-Longwy et Longwy-Metz	
SECTION	Entre l'échangeur de Crusnes et l'échangeur de Haucourt-Moulaine	
NATURE DES TRAVAUX	Travaux d'entretien et de fauchage	
PERIODE GLOBALE	Du 04 octobre au 19 octobre 2012	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Fermeture diurne de la sortie ou de l'entrée de l'échangeur où se déroulent les travaux avec déviation par les échangeurs situés à l'amont et à l'aval de l'échangeur en travaux (½ journée par bretelle).	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - DIR Est	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Villers-la-Montagne

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Du 04 octobre au 19 octobre 2012 entre 8h30 et 15h00	Sens Metz-Longwy Bretelle de sortie ou d'entrée des échangeurs de Crusnes, Bréhain-la-Ville, Tiercelet, Villers-la-Montagne et Haucourt-Moulaine.	Fermeture de la sortie ou de l'entrée de l'échangeur impacté par les travaux (½ journée par bretelle) à l'avancement.	Des déviations seront mises en place par les échangeurs situés en amont et en aval des échangeurs en travaux.
2	Du 04 octobre au 19 octobre 2012 entre 8h30 et 15h00	Sens Longwy-Metz Bretelle de sortie ou d'entrée des échangeurs de Crusnes, Bréhain-la-Ville, Tiercelet, Villers-la-Montagne et Haucourt-Moulaine.	Fermeture de la sortie ou de l'entrée de l'échangeur impacté par les travaux (½ journée par bretelle) à l'avancement.	

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulines-lès-Metz, le 1er octobre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
Philippe LEFRANC

Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-096 en date du 4 octobre 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de remplacement de lignes de joints de chaussée du viaduc d'Autreville sur A31

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2012-158 du 10 mai 2012 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions ;

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 10 juillet 2012 présenté par le district de Metz, modifié le 20 septembre 2012 ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 17 juillet 2012 et l'étude de trafic de juillet 2012 ;

VU les réunions de concertation externe (DDT, forces de l'ordre, collectivités) organisées le 16 mars 2012, le 25 juillet 2012 et le 17 septembre 2012 ;

VU l'information du CRICR ;

VU l'avis du district de Metz en date du 10 juillet 2012 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2012-DIR-EST-M-54-091 du 28/09/2012.

Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 31	
POINTS REPERES (PR)	PR 267+587 (Viaduc)	
SENS	Sens Beaune vers Luxembourg	
SECTION	Entre l'échangeur n°25 de Belleville et l'échangeur n°26 de Pont à Mousson	
NATURE DES TRAVAUX	Remplacement des joints de chaussée de l'OA AU 380 à Autreville/Moselle - Dépose des anciennes lignes de joint - Reprise des bandes d'enrobés - Pose de nouveaux éléments de joint	
PERIODE GLOBALE	Deux week-ends consécutifs du vendredi 05 octobre au lundi 15 octobre 2012	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Basculement totale de circulation Longueur du basculement : 500m	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - District de Metz	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Champigneulle

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Du Vendredi 05/10 à 21h00 au Lundi 08/10 à 5h00			<p><i>Sens Luxembourg vers Beaune :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Limitation de la vitesse à 90 km/h puis 70 km/h par palier dégressif au lieu de 110 km/h ; - Interdiction de dépasser pour les véhicules dont le PTAC est supérieur à 3,5T ;
2	Du Vendredi 12/10 à 21h00 au Lundi 15/10 à 5h00	Du PR 266+300 au PR 269+300 Deux sens de circulation	Basculement total de circulation du sens Beaune vers Luxembourg de type 1+1 et 0, adapté en 2+1 et 0.	<p><i>Sens Beaune vers Luxembourg :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Neutralisation de la voie de gauche en amont du basculement avec limitation de la vitesse à 90 km/h puis 70 km/h par palier dégressif au lieu de 110 km/h ; - Limitation de la vitesse à 50 km/h en début et sortie de basculement ; - Limitation de vitesse à 50 km/h au droit du basculement ; - Interdiction de dépasser pour tous les véhicules ;

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse et des médias.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société FREYSSINET,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Nancy, le 4 octobre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur adjoint d'exploitation de la DIR-Est,
Antoine VOGRIG

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

CABINET DE LA DIRECTION GENERALE

Arrêté N° 2012-1037 en date du 26 septembre 2012 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code du travail ;

VU le code de la défense ;

VU le code de la santé publique ;

VU le décret n°97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles modifié ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'Hôpital et relative aux Patients, à la Santé et aux Territoires ;
VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
VU la décision n° 2010-01 en date du 1^{er} avril 2010 portant organisation de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;
VU le décret en date du 8 juillet 2011 portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVISE en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : La délégation de signature est un procédé par lequel une autorité administrative charge une autre autorité, qui lui est hiérarchiquement subordonnée, d'agir en son nom, dans un cas ou dans une série de cas déterminés.

Article 2 : Délégation de signature est donnée, à l'effet de signer les décisions relatives à l'exercice de la totalité des missions de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur Général, à Madame Marie-Hélène Maître, Directrice Générale Adjointe, Directrice de la Stratégie.

Article 3 : Délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour l'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé, entrant dans leur champ de compétences et à toutes mesures relatives au fonctionnement des services placés sous leur autorité, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

* A Madame Marie-Hélène MAÎTRE ; Directrice Générale Adjointe et Directrice de la Stratégie ; pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la mise en place du Projet Régional de Santé (PRS), à l'observation et aux statistiques, à l'évaluation interne, à l'organisation de la « démocratie sanitaire » notamment la gestion de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie (CRSA) ainsi que les commissions spécifiques prévues par la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires.

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la Direction de la Stratégie.

En cas d'absence ou d'empêchement de la Directrice Générale Adjointe et Directrice de la Stratégie, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

* A Madame le Docteur Arielle Brunner ; chef de projet « Plan Régional de Santé » ; pour l'élaboration du Projet Régional de Santé (PRS) ;

* A Madame Gisèle Hurson ; chef du service « Démocratie Sanitaire » pour la gestion des Commissions spécifiques prévues par la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie (CRSA) ;

* A Monsieur Yann Kubiak ; chef du service « observations, statistiques, analyse et données de santé » dans son champ d'activité ;

* A Madame Marie Réaux ; Responsable du service « Communication et Documentation » dans son champ d'activité ;

* A Madame le Docteur Annick Dieterling, chef du département « Promotion, Prévention et Education à la Santé » en matière de développement, promotion de la santé et suivi des politiques de prévention.

* A Monsieur le Docteur Bruno FANTINO ; Directeur de la Performance et de la Gestion du Risque, pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la mise en place du programme régional d'inspection et de contrôle, d'audit et d'évaluation, à la maîtrise des risques liés aux soins, à l'évaluation des politiques de santé, au suivi et au pilotage des contrats de retour à l'équilibre financier des établissements de santé et médico-sociaux, à l'appui à la performance des établissements et services de santé et médico-sociaux, aux vigilances et sécurités sanitaires des produits de santé, à la gestion des systèmes d'information de « santé », aux programmes de gestion du risque.

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la direction de la performance et de la gestion du risque.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de la Performance et de la Gestion du Risque, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

* Madame le Docteur Christel Pierrat, chef de service « Produits de santé et Biologie », en matière d'expertise générale sur les domaines ayant trait aux produits de santé et à la biologie, à l'inspection et contrôle dans le domaine pharmaceutique et biologique, à l'analyse des données en matière de dépenses des produits de santé.

* Monsieur Patrick Remy, chef du service « Qualité, Sécurité des soins et Coordination des vigilances », en matière de gestion des risques et relations avec la Haute Autorité de Santé (HAS).

* Monsieur Jean-Louis Fuchs, chef de projet « Systèmes d'Information de Santé » sur son champ de compétences.

* Madame Sabine Griselle-Schmitt, chef du service « Inspection-Contrôle », en matière d'inspection-contrôle du système de santé.

* Monsieur Raphael Becker, chef du service « Efficience du système de santé », en matière d'efficience des établissements et services de santé et médico-sociaux et en matière de suivi et analyse des programmes d'investissement.

* Monsieur Patrick Marx, directeur de projet gestion du risque, sur son champ de compétences.

* A Madame Annie TOUROLLE ; Secrétaire Générale et Directrice des Ressources Humaines, pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la gestion des questions sociales, la gestion administrative et la préparation hors liquidation de la paie, le recrutement, la formation et la gestion des carrières, le plan de formation, la gestion prévisionnelle des emplois et compétences, la stratégie immobilière et l'aménagement des espaces de travail, la fonction accueil du public, l'externalisation des fonctions, les achats publics, l'engagement des dépenses et la certification du service fait, la gestion du parc automobile et la gestion informatique.

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents du Secrétariat Général.

En cas d'absence ou d'empêchement de la Secrétaire Générale et Directrice des Ressources Humaines, délégation de signature est donnée aux personnes ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services et des ordres de mission spécifiques à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

* Monsieur Christian Schaeffer, adjoint à la Secrétaire Générale, sur le champ de compétences du secrétariat général ;

* Madame Corinne Jue De Angeli, responsable de la GPEC et de la formation sur son champ de compétences ;

* Madame Katia Porte-Haquin, responsable de la gestion du personnel, du droit du personnel et des relations sociales, pour les actions relatives aux ressources humaines ;

* Madame Fabienne Wolff, pour les engagements et les certifications des services faits des actions de formation ;

* Madame Marie-Reine Schmitt, chef de service des systèmes d'informations internes, en matière de gestion informatique, comprenant les engagements et la certification du service fait pour les dépenses relevant de son domaine de compétences,

* Monsieur José Robinot, chef de service des affaires générales, pour la stratégie immobilière et l'aménagement des espaces de travail, la fonction accueil du public, la gestion du parc automobile, l'externalisation des fonctions, les achats publics, la validation ordonnateur du budget, l'engagement des dépenses et la certification du service fait.

* A Monsieur Patrick METTAVANT ; Directeur des Services Financiers pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la liquidation de la paie notamment dans la validation des éléments variables de la paie transmis au prestataire dans le cadre de la convention signée entre le DGARS et le Directeur des services financiers et comptables (DSFC) relatives aux missions traditionnellement exercée par l'ordonnateur et confiées au DSFC.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur des Services Financiers, délégation de signature est donnée à Monsieur Patrick Chaminadas, adjoint au Directeur des Services Financiers, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et

au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté.

En cas d'absence concomitante de Monsieur Patrick Mettavant et de Monsieur Patrick Chaminadas, leur délégation de signature sera exercée par Monsieur François Lallemand, gestionnaire de payes.

En cas d'absence concomitante des trois personnes susmentionnées, leur délégation de signature sera exercée par Madame Julie Dimini, comptable.

* A Monsieur Serge MORAIS ; Directeur de l'Ambulatoire et de l'Accès à la Santé, pour :

- Les décisions et correspondances relatives :

* à la formation et métiers de la santé, à la permanence des soins ambulatoires et à l'aide médicale urgente ; à l'accès à la santé pour les populations carcérales et précaires ;

* à la démographie, la gestion et le suivi des professionnels de santé

* à l'organisation et l'allocation de ressources de l'offre de Santé dans le champ ambulatoire et des réseaux de santé ;

aux ordres de missions spécifiques ainsi qu'aux états de frais de déplacement présentés par les agents de la Direction de l'Ambulatoire et de l'Accès à la Santé.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de l'Ambulatoire et de l'Accès à la Santé, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

- Madame le Docteur Patricia de Bernardi, adjointe au Directeur de l'Ambulatoire et de l'Accès à la Santé, sur le champ de compétences de la Direction.

- Monsieur le Docteur Patrick Morvan, chef de département « Réseaux de santé » en matière d'organisation et d'allocations de ressources dans le champ des réseaux de santé.

- Madame Michèle Hériot, responsable du service « Internat et praticiens hospitaliers » en ce qui concerne les internats de médecine et pharmacie, les praticiens hospitaliers et les agréments et courriers en matière de transports sanitaires.

- Madame Sabine Rigon, conseillère technique régionale en soins et responsable du service « Professions paramédicales », en ce qui concerne :

* les formations paramédicales et à destination des sages-femmes,

* l'exercice relatif aux professions paramédicales y compris les sages-femmes

* les tatoueurs et l'usage du titre de psychothérapeute.

* A Madame Martine ARTZ ; Directrice de la Protection Sanitaire et Environnementale (DPSE) ; pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la prévention des risques en santé environnementale et des milieux, à la prévention des risques de santé, à la veille, surveillance épidémiologique et gestion des signaux sanitaires, à la sécurité sanitaire et à la gestion des crises sanitaires.

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la direction de la protection sanitaire et environnementale.

En cas d'absence ou d'empêchement de la Directrice de la Protection Sanitaire et Environnementale, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

- Madame Karine Théaudin, adjointe à la Directrice de la Protection Sanitaire et Environnementale : en matière de prévention et gestion des crises sanitaires, gestion des signaux sanitaires, sécurité sanitaire et en matière de santé environnementale.

- Madame Christine Meffre, responsable de la Cellule Interrégionale d'Epidémiologie (CIRE) pour ce qui concerne toutes mesures relatives au fonctionnement du service de la CIRE et des ordres de mission permanents et spécifiques ;

* A Monsieur Lucien VICENZUTTI ; Directeur de l'Offre de Santé, de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale (DOSAT) ; pour :

- Les décisions et correspondances relatives à l'organisation de l'Offre de Santé et de l'Autonomie, aux programmes d'investissement des Etablissements de Santé et des Etablissements et Services Médico-Sociaux, au renouvellement et à la gestion des autorisations et à l'allocation budgétaire et de tarification dans les domaines sanitaire, médico-social et ambulatoire, les liens avec le Centre National de Gestion, la gouvernance des établissements de santé, les relations sociales avec les professionnels de santé, la contractualisation avec les offreurs de Santé.

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la Direction de l'Offre de Santé, de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale (DOSAT).

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de la DOSAT, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

- Madame Stéphanie Geyer, chef de département des « Etablissements de santé », en matière d'organisation, d'autorisations et d'allocations budgétaires dans les établissements de santé, en matière de gestion des médecins hospitaliers et des personnels de direction en lien avec le Centre National de Gestion, en matière de gouvernance des établissements de santé.

- Madame Valérie Bigenho-Poet, chef de département « Médico-social », en matière d'organisation, de gestion des autorisations et d'allocations de ressources dans le champ médico-social, en matière de gestion des personnels de direction (DESSMS) en lien avec le Centre National de Gestion et en matière d'appels à projets médico-sociaux.

- Pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à l'offre de santé et de l'autonomie s'exerçant dans les départements de la Meuse, de la Meurthe et Moselle, des Vosges et de la Moselle :

* Monsieur Philippe Romic dans le département de la Meurthe et Moselle.

* Monsieur Michel Mulic dans le département des Vosges.

* Madame Chantal Kirsch dans le département de la Moselle.

* Madame le Docteur Eliane Piquet dans le département de la Meuse.

* A Monsieur Michel MULIC, délégué territorial du département des Vosges, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- L'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département des Vosges, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté ;

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale des Vosges.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial des Vosges, délégation générale de signature est donnée à Madame Dominique Courty, chef du service de veille, sécurité sanitaire et environnementale.

En cas d'absence concomitante de Monsieur Michel Mulic et de Madame Dominique Courty, leur délégation de signature sera exercée par Monsieur le Docteur Alain Couval, Conseiller médical du délégué territorial.

Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :

Pour le champ de l'animation territoriale à Madame Marie-Christine Gabrion, animateur territorial :

Dans le domaine des établissements de santé :

- pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;

- pour le renouvellement d'autorisation ;

- pour les arrêtés de tarification d'activité ;

- pour les notifications de dotation

- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics

Pour le champ de l'animation territoriale à Madame Ghyslaine Gueniot, Animateur Territorial :

Dans le domaine médico-social :

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
- pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification

- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics

Dans le champ de la veille sanitaire et de la sécurité environnementale à Madame Lucie Tome, adjointe au chef du service de veille, sécurité sanitaire et environnementale :

- pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.

Dans le champ des fonctions supports, à Monsieur David Simonetti, chef du service support, à l'exclusion des décisions concernant la situation des agents.

* A Madame Chantal KIRSCH, déléguée territoriale du département de Moselle, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- L'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département de la Moselle, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté ;

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Moselle.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de Moselle, délégation générale de signature est donnée à Monsieur Paul-Charles Aubert, chef du service Promotion de la Santé et Actions recentralisées – Soins psychiatriques – Ambulatoire et réseaux.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Paul-Charles Aubert, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame Hélène Robert, chef du service de veille sécurité sanitaires et environnementales.

En cas d'absence concomitante des trois personnes susmentionnées, leur délégation de signature sera exercée par Madame Isabelle Legrand, Animateur Territorial.

Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :

Pour le champ de l'animation territoriale à chacun des Animateurs Territoriaux désignés ci-après dans les territoires qui le concerne :

* Madame Isabelle Legrand, territoire de Metz

* Madame Chantal Roch, territoire de Thionville-Longwy

* Monsieur Guillaume Labouret, territoire de Sarrebourg-Saulnois

* Madame Laure Polo Ravier, territoire du Bassin Houiller et de Sarreguemines

Dans le domaine médico-social :

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
- pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le domaine des établissements de santé :

- pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;
- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour les arrêtés de tarification d'activité ;
- pour les notifications de dotation.

- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le champ de la veille et de la sécurité sanitaires et environnementales à Madame Hélène Robert, chef du service de veille sécurité sanitaires et environnementales :

- pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène Robert, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame Laurence Ziegler, adjointe au chef de service veille et sécurité sanitaires et environnementales.

En cas d'absence concomitante de Mesdames Hélène Robert et Laurence Ziegler, leur délégation de signature sera exercée par Monsieur Julien Bacari, ingénieur d'études sanitaires.

En cas d'absence concomitante des trois personnes susmentionnées, leur délégation de signature sera exercée par Madame Hélène Metzeler, ingénieur d'études sanitaires.

Dans le champ des fonctions supports, à Madame Claire Koenig, chef de service fonctions support, à l'exclusion des décisions concernant la situation des agents.

Dans le champ des soins psychiatriques sans consentement, à Monsieur Paul-Charles Aubert chef du service Promotion de la santé et Actions recentralisées – Soins psychiatriques – Ambulatoire et réseaux et à Monsieur le Docteur Michel Perette, médecin de l'animation territoriale.

Dans le champ de la Promotion de la Santé et Actions recentralisées, Ambulatoire et Réseaux, à Monsieur Paul-Charles Aubert :

- pour le versement de subventions aux CLAT, CIDDIST et centres de vaccinations ;

* A Madame le Docteur Eliane PIQUET, déléguée territoriale du département de la Meuse, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- L'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département de la Meuse, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté ;

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Meuse.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de la Meuse, délégation générale de signature est donnée à Madame Jocelyne Contignon, Animateur Territorial.

Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :

Pour le champ de l'animation territoriale à Madame Jocelyne Contignon, Animateur Territorial :

Dans le domaine médico-social :

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
- pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification.
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le domaine des établissements de santé :

- pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;
- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;

- pour le renouvellement d'autorisation ;
 - pour les arrêtés de tarification d'activité ;
 - pour les notifications de dotation.
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Jocelyne Contignon, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame le Docteur Elise Bléry-Massinot, animateur territorial.

Dans le champ de la veille sécurité sanitaire et environnementale à Madame Céline Prins, chef du service de veille sécurité sanitaire et environnementale :

- pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline Prins, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame Emilie Bertrand, responsable de l'unité des eaux destinées à la consommation humaine.

En cas d'absence concomitante de Mesdames Céline Prins et Emilie Bertrand, leur délégation de signature sera exercée par Monsieur Julien Maurice, responsable de l'unité des espaces clos et eaux de loisirs.

* A Monsieur Philippe ROMAC, délégué territorial de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- L'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département de la Meurthe et Moselle, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté ;
- Les ordres de mission spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Meurthe et Moselle.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de Meurthe et Moselle, délégation générale de signature est donnée à Madame le Docteur Odile De Jong, animateur territorial.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame le Docteur Odile De Jong, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Monsieur Jérôme Malhomme, chef du service Veille et sécurité sanitaires et environnementales.

Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :

Pour le champ de l'animation territoriale à Madame le Docteur Odile De Jong et à Madame Lamia Himer, animateurs territoriaux :

Dans le domaine médico-social :

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;
 - pour le renouvellement d'autorisation ;
 - pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
 - pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification.
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le domaine des établissements de santé :

- pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;
 - pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;
 - pour le renouvellement d'autorisation ;
 - pour les arrêtés de tarification d'activité ;
 - pour les notifications de dotation
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans les champs de la promotion de la santé, de la veille et de la sécurité sanitaires et environnementales à Monsieur Jérôme Malhomme, chef du service Veille et sécurité sanitaires et environnementales :

- pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.
- pour le versement de subventions aux CLAT, CIDDIST et centres de vaccinations

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme Malhomme, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Madame Stéphanie Moniot, Monsieur Daniel Giral, ingénieurs d'études sanitaires ou Monsieur Olivier Dosso, ingénieur contractuel.

* Aux médecins exerçant au sein des délégations territoriales à effet de signer la transmission de toutes pièces et dossier à caractère médical et à tous documents relatifs à la validation des coupes PATHOS et des GMP.

* A Madame Chantal PAULUS, conseiller sanitaire de zone à l'effet de signer tout document quant au fonctionnement du service zonal de défense et sécurité et aux ordres de missions.

Article 4 : Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à la gouvernance et à la stratégie de l'ARS :

- la composition, l'organisation et le fonctionnement du conseil de surveillance ;
- la constitution de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie, des commissions de coordination prévues à l'article L. 1432-1 du code de la santé publique et des conférences de Territoires ;
- l'arrêté du Projet Régional de Santé mentionné à l'article L.1434-1 du code de la santé publique ;
- l'arrêté portant schéma inter-régional d'organisation sanitaire.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à l'organisation de l'offre de santé :

- la délivrance d'autorisations sanitaires ou médico-sociales autres que les renouvellements d'activités existantes, la création d'établissements sanitaires ou médico sociaux ;
- les suspensions et retraits d'autorisations sanitaires et médico-sociales ;
- le placement des établissements publics de santé et établissements médico-sociaux sous administration provisoire ;
- la mise en œuvre des dispositions de l'article L. 6122-15 du code de la santé publique relatives au redéploiement d'activités entre deux ou plusieurs établissements publics de santé (convention de coopération, groupement de coopération sanitaire, fusion).
- la suspension d'exercice de professionnels de santé ;
- les matières relatives aux autorisations dans les domaines pharmaceutiques et biologiques
- les suspensions et retraits d'autorisations pour les officines de pharmacie et les laboratoires d'analyses.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à la veille et la sécurité sanitaires :

- la signature des protocoles départementaux relatifs aux prestations réalisées pour le compte du Préfet.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives aux Ressources Humaines et Affaires Générales :

Ressources Humaines

- la signature du protocole pré-électoral en vue de la constitution des instances représentatives du personnel de l'ARS.
- les décisions relatives aux promotions professionnelles individuelles ;
- les décisions d'attribution de primes, de points de compétences et de points d'évolution ;
- les signatures et ruptures de contrats à durée indéterminée ;
- le cadre d'organisation du travail au sein de l'Agence ;

Affaires Générales

- les marchés et contrats supérieurs à 20 000 euros hors taxes ;

- les marchés de travaux, fournitures et services, et les baux supérieurs à 50 000 euros hors taxes ;

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives aux missions d'inspection et contrôle :

- la désignation, parmi les personnels de l'Agence respectant des conditions d'aptitude technique et juridique définies par décret en Conseil d'Etat, des inspecteurs et des contrôleurs pour remplir, au même titre que les agents mentionnés à l'article L. 1421-1 du CSP, les missions prévues à cet article.

- les lettres de mission relatives aux inspections.

Sont exclues de la présente délégation, quelle que soit la matière concernée, hors gestion courante :

- les correspondances aux Ministres, cabinets ministériels, aux Directeurs de l'administration centrale, au Conseil National de Pilotage des ARS et à son secrétariat exécutif, aux Caisses Nationales d'Assurance Maladie ;

- les correspondances aux Préfets ;

- les correspondances particulières aux parlementaires, au Président du Conseil Régional et aux Présidents des Conseils Généraux ;

- les correspondances entrant dans un cadre contentieux engageant la responsabilité de l'Agence ;

- les actes de saisine de la Cour des Comptes et échanges avec celle-ci.

Article 5 : Sont exclus de la présente délégation les ordres de missions permanents sans préjudice des mesures prévues à l'article 2 du présent arrêté.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 26 septembre 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Etablissements de santé

Arrêté ARS-DT 54 N° 1005/2012 du 20 septembre 2012 portant fixation des tarifs de prestations applicables à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy, au 1er août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

VU l'arrêté ARS-DT 54 N° 392 /2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière Saint-Charles pour l'exercice 2012

ARRETE

Article 1er : A partir du 1er août 2012 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

HOSPITALISATION COMPLÈTE

11 : Médecine 316.00 €

36 : SSR Spécialisé 222.00 €

HoSPITALISATION DE JOUR

50 : Hôpital de jour 220.00€

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénéit - 54035 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication, conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Le Délégué Territorial de Meurthe et Moselle et le Directeur de la Maison Hospitalière Saint-Charles, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Cellule offre de soins

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0985 du 18 septembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2012, par la Maternité Régionale de NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 304 958 € soit :

- 1) 3 276 146 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2 977 003 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
190 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
19 961 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
278 193 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
799 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 8 779 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 3 829 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- 4) 16 204 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
16 204 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maternité Régionale de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Odile DE JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0986 du 18 septembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2012, par le Centre Hospitalier de TOUL ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 523 874 € soit :

1) 1 542 664 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 326 177 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

28 136 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

1 188 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

186 483 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

680 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) -52 054 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 33 264 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

et par délégation,

Pour le délégué territorial,

L'animateur territorial,

Odile DE JONG

Arrêté ARS – DT 54 N° 2012-0987 du 18 septembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 – N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2012, par le Centre Hospitalier de LUNEVILLE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 875 753 € soit :

- 1) 1 820 873 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 629 749 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 26 300 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 3 336 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 156 690 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 4 798 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 28 043 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 25 759 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- 4) 1 078 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 078 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Odile DE JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0988 du 18 septembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2012, par le Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 569 320 € soit :

- 1) 569 108 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 493 996 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 16 684 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 58 200 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 228 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 212 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Odile DE JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0989 du 18 septembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2012, par la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 230 268 € soit :

1) 230 044 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

229 904 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

140 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2) 224 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

et par délégation,

Pour le délégué territorial,

L'animateur territorial,

Odile DE JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0990 du 18 septembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2012, par le Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 123 176 € soit :

1) 123 176 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

123 176 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

et par délégation,

Pour le délégué territorial,

L'animateur territorial,

Odile DE JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0991 du 18 septembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2012, par le Centre Hospitalier de BRIEY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 125 295 € soit :

- 1) 2 038 908 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
1 773 755 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
37 498 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
1 599 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
223 454 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
2 602 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
2) 64 909 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
3) 21 478 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Odile DE JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0992 du 18 septembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joeuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

- VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2012, par l'Association Hospitalière de JOEUF ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 315 068 € soit :

- 1) 315 068 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
202 080 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
117 713 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;
-4 725 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à l'Association Hospitalière de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Odile DE JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0993 du 18 septembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

- VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2012, par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 26 549 820 € soit :

- 1) 25 649 512 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 22 989 472 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 81 993 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 2 461 727 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 29 414 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;
 - 25 917 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 11 947 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 718 886 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- 60 989 € au titre des forfaits "administration de produits et prestations en environnement hospitalier" (APE)
- 4) 169 475 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
 - 151 922 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,
 - 17 553 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Odile DE JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0994 du 18 septembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à Vandoeuvre-lès-Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2012, par le Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 474 714 € soit :

- 1) 3 062 094 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2 846 093 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
215 360 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
641 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 408 413 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 4 207 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Odile DE JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0995 du 18 septembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 – N° FINESS Etablissement : 540 000 072

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2012, par la Maison Hospitalière de BACCARAT ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 79 167 € soit :

1) 79 167 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

79 167 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Odile DE JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0996 du 18 septembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de juillet 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juillet 2012, par le Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 235 388 € soit :

1) 2 074 178 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 892 410 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

8 140 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

172 601 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 027 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 837 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 160 373 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Pour le délégué territorial,
L'animateur territorial,
Odile DE JONG

DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE

Service produits de santé et biologie

Arrêté n° 2012-0999 du 19 septembre 2012 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée - SELAS « BIO-Z », sise 5 rue Jolain à Saint-Nicolas de Port (54210) enregistrée sous le n° 05

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 92-545 du 17 Juin 1992 relatif aux Sociétés d'Exercice Libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.19 du 19 mars 2012 accordant délégation de signature à M. Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de la région Lorraine ;

VU l'arrêté ARS n°2012-0249 du 13 mars 2012 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « BIO-Z », enregistrée sous le n°05, dont le siège social se situe 5 rue Jolain à Saint-Nicolas de Port (54210) ;

CONSIDERANT la demande présentée par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats GSA, au nom et pour le compte de la SELAS « BIO-Z », le 17 juillet 2012 et complétée le 3 septembre 2012 ;

CONSIDERANT que la demande porte sur :

la modification de la dénomination sociale de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée SELAS « BIO-Z » pour SELAS « ALLIANCE BIO » ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté n°2012-0249 du 13 mars 2012 portant modification de l'agrément de la SELAS « BIO-Z » sise 5 rue Jolain à Saint- Nicolas de Port (54210) sont remplacées par les suivantes :

Dénomination sociale : ALLIANCE BIO

Siège social : 5 rue Jolain

54210 SAINT NICOLAS DE PORT

Forme juridique : Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée (SELAS)

Sites exploités : La Société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « ALLIANCE BIO », agréée sous le n°05, exploite à compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale multi-sites dont le siège social est situé 5 rue Jolain à Saint Nicolas de Port (54210), autorisé sous le numéro 54-24 et implanté sur les 4 sites ci-dessous :

* 5 rue Jolain – 54210 SAINT NICOLAS DE PORT

* 15 place de la Saline – 57170 CHATEAU SALINS

* 54 rue Gabriel Péri – 54110 DOMBASLE SUR MEURTHE

* 2 rue de la Mortagne – 54520 LAXOU

Les fonctions de biologiste coresponsable sont assurées par :

- Madame Christine HENRY, biologiste médical, Médecin,

- Mademoiselle Elisabeth VAUTRIN, biologiste médical, Pharmacien,

- Monsieur Philippe WATRIN, biologie médical, Pharmacien,

- Monsieur Alain BERTHET, biologiste médical, Médecin.

Les fonctions de biologiste médical sont assurées par :

- Madame HAUY, biologiste médical, Pharmacien.

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif compétent - pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé et le Préfet de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « ALLIANCE BIO », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des Produits de Santé,

- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Conseil Central de la section G),

- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe et Moselle,

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle et de Moselle,

et publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de la région Lorraine, et des départements de Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Jean-François BENEVEISE

Arrêté n° 2012-1000 du 19 septembre 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale multi-sites sis 5 Rue Jolain - 54210 Saint-Nicolas de Port - Autorisation n° 54-24

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;
VU l'arrêté 2012-0250 en date du 13 mars 2012 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale multi-sites sis 5 rue Jolain à Saint-Nicolas de Port (54210);
VU l'arrêté ARS n° 2012-0999 en date du 19 septembre 2012 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « BIOZ » dont le siège social est situé 5 rue Jolain à Saint-Nicolas de Port (54210), enregistrée sous le n°05 (ancien n°FINESS EJ : 540003365);
CONSIDERANT la demande présentée par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats GSA, au nom et pour le compte de la SELAS « BIO-Z », le 17 juillet 2012 et complétée le 3 septembre 2012 ;
CONSIDERANT que la demande porte sur :
la modification de la dénomination de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée SELAS « BIO-Z » pour SELAS « ALLIANCE-BIO » ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale multi-sites exploité par la SELAS « ALLIANCE-BIO » (FINESS EJ : 54 002 286 0) dont le siège social est situé 5 rue Jolain à Saint Nicolas de Port (54210) est autorisé à fonctionner sous le numéro 54-05 sur les quatre sites suivants, ouverts au public :

1. 5 rue Jolain - 54210 SAINT NICOLAS DE PORT
Numéro FINESS Etablissement : 540022878
Biologiste présent : Madame Christine HENRY
Activités réalisées : Pharmaco-toxicologie, bactériologie, parasitologie-mycologie, spermologie.
Activités réalisées uniquement dans le cadre d'une urgence : Biochimie générale et spécialisée, hématocytologie, hémostase.
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 19h00 - le samedi de 7h00 à 12h30
2. 15 place de la Saline – 57170 CHATEAU SALINS
Numéro FINESS Etablissement : 57 002 661 7
Biologiste présent : Mademoiselle Elisabeth VAUTRIN
Activités réalisées : Bactériologie générale et spécialisée, hémostase.
Activités réalisées uniquement dans le cadre d'une urgence : Biochimie générale et spécialisée, hématocytologie.
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 14h00 à 19h00 - le samedi de 7h00 à 12h00.
3. 54 rue Gabriel Péri – 54110 DOMBASLE SUR MEURTHE
Numéro FINESS Etablissement : 540022886
Biologiste présent : Monsieur Philippe WATRIN
Activités réalisées : Spermologie.
Activités réalisées uniquement dans le cadre d'une urgence : Biochimie générale et spécialisée.
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 - le samedi de 7h00 à 12h00
4. 2 rue de la Mortagne – 54520 LAXOU
Numéro FINESS Etablissement : 540022894
Biologistes présents : Monsieur Alain BERTHET, Madame Elisabeth HAUY
Activités réalisées : Biochimie générale et spécialisée, hématocytologie, hémostase, bactériologie, parasitologie-mycologie, sérologie infectieuse, spermologie.
Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 19h00 - le samedi de 7h00 à 12h30.

Les fonctions de biologistes coresponsables seront assurées par :

- Madame Christine HENRY, biologiste médical, Médecin,
- Mademoiselle Elisabeth VAUTRIN, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Philippe WATRIN, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Alain BERTHET, biologiste médical, Médecin.

Les fonctions de biologiste médical seront assurées par :

- Madame Elisabeth HAUY, biologiste médical, Pharmacien.

Article 2 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux.

Article 3 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « ALLIANCE-BIO », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des Produits de Santé,
 - Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (Conseil Central de la section G),
 - Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe et Moselle,
 - Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe-et-Moselle et de Moselle,
- et publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de la région Lorraine, et des départements de Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

Arrêté n° 2012-1038 du 28 septembre 2012 portant modification de l'autorisation de dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical de la Société VITALAIRE pour son site de Custines (54)

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, notamment l'article L.4211-5 ;

VU l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;

VU l'arrêté préfectoral n°273 du 14 mars 2002 autorisant la société VITALAIRE à dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical en vertu des dispositions de l'article L. 4211-5 du Code de la Santé Publique (CSP) à partir de son site de Custines (Rue des prés à Varois).

CONSIDERANT

la demande présentée le 16 mai 2012 et complétée en date du 26 juin 2012, par Monsieur Nicolas FACHON Directeur Régional Est de la société « VITALAIRE » en vue d'obtenir la modification de l'autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical pour son site de rattachement situé à Custines;

CONSIDERANT

que la demande porte sur l'installation de l'agence actuellement située rue des Prés à Varois, à CUSTINES (54670), vers un site situé boulevard de la Moselle à POMPEY (54340), et l'augmentation de la capacité de sa cuve qui passerait de 5000 à 20 000 litres;

CONSIDERANT

le rapport du Pharmacien Inspecteur de Santé Publique et de l'Inspecteur Principal des Affaires Sanitaires et Sociales de l'A.R.S. de Lorraine suite à l'enquête du 29 août 2012;

CONSIDERANT

l'avis favorable du Conseil Central de la Section D de l'Ordre National des Pharmaciens émis le 10 septembre 2012 ;

ARRETE

Article 1er : La Société « VITALAIRE » est autorisée à dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical dans les conditions suivantes :

Forme juridique : Société anonyme, filiale d'Air Liquide

Siège social : 6 rue Cognac-Jay

75007 PARIS

Site de rattachement : boulevard de la Moselle - 54340 POMPEY

Pharmacien responsable : Madame Hélène EVRARD - 13h par semaine

Pharmacien : Madame Mélanie FOUILLAND - 4h par semaine

Aire géographique desservie :

- Meurthe-et-Moselle (54),
- Meuse (55),
- Une partie de la Moselle (57),
- Une partie des Vosges (88),
- Une partie de la Haute-Marne (52).

Article 2 : Toute modification des éléments figurant dans le dossier de demande d'autorisation doit donner lieu à déclaration ;

Article 3 : Les activités de ce site doivent être réalisées en conformité avec les dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical : en conséquence, la société « VITALAIRE » devra apporter pour le 31 décembre 2012 les preuves de la mise en œuvre des mesures correctrices demandées dans le rapport définitif du Pharmacien Inspecteur de Santé Publique et de l'Inspecteur Principal des Affaires Sanitaires et Sociales de l'A.R.S. de Lorraine suite à l'enquête du 29 août 2012.

Article 4 : Toute infraction aux dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 pourra entraîner la suspension ou la suppression de la présente autorisation ;

Article 5 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans le délai de deux mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY cedex pour le recours contentieux.

Article 6 : Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Société VITALAIRE,

- Monsieur le Président du Conseil Central de l'Ordre National des Pharmaciens – Section D,

- Mesdames et Messieurs les Directeurs des Caisses Primaires d'Assurance Maladie de Meurthe-et Moselle, Meuse, Moselle, Vosges, et de la Haute-Marne,

et inséré aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de la région Lorraine et de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine,

Jean-François BENEVEISE

DIRECTION DE LA STRATEGIE

Arrêté n° 2012-0955 en date du 10 septembre 2012 modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-346 du 31 mars 2010 relatif aux commissions de coordination des politiques publiques de santé ;

VU le décret en date du 8 juillet 2011, portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVEISE, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-175 en date du 16 février 2012, modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile ;

ARRETE

Article 1er : La commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile en Lorraine dont les missions sont définies par le décret n°2010-346 du 31 mars 2010 est ainsi composée :

Membres de droits

- Le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant ;
- Le représentant du préfet de région ;
- Des représentants de l'Etat exerçant des compétences dans le domaine de la prévention et de la promotion de la santé :
 - * Le recteur de l'académie ou son représentant ;
 - * Le directeur de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ou son représentant ;
 - * Le directeur régional des entreprises, de la consommation, du travail et de l'emploi ou son représentant ;
 - * Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant ;
 - * Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ;
 - * Le directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse ;
 - * Le directeur départemental de la cohésion sociale du chef lieu de la région.

Représentants des collectivités territoriales

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Conseillers régionaux	
Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente au Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
Michèle GRUNER (Conseillère Régionale)	Maryvonne MUSSET (Conseillère Régionale)
Conseils généraux	
Jean-Claude PISSENEM (Conseiller Général Meurthe et Moselle)	Marie-Christine COLOMBO (Médecin Responsable PMI CG 54)

Sylvain DENOYELLE (Vice Président Conseil Général de la Meuse)	Roland CORRIER (Conseiller Général de Bar le Duc Nord)
Alex STAUB (Vice Président Conseil Général de la Moselle)	Jean KARMANN (Vice Président Conseil Général de la Moselle)
Yannick DARS (Vice Président Conseil Général des Vosges)	Anne CLEMENCE (Chef de service PMI - Conseil Général des Vosges)
Représentants des groupements de communes ou des communes	
Jean-François GRANDBASTIEN (Maire de Frouard 54)	Jean-Pierre LA VAULLEE (Maire de Guénange 57)
Bernard MULLER (Maire de Commercy 55)	Martial MIRAUCOURT (Maire de Givrauval 55)
Colette MARCHAL (Maire de Nomexy 88)	Véronique MARCOT (Maire de Xertigny 88)
Catherine LAPOIRIE (Maire de Ay-sur-Moselle 57)	En attente de désignation

Représentants des organismes de sécurité sociale

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Anne-Frédérique SIMS LAGADEC (Directrice de la CARSAT du Nord-est)	Catherine VERONIQUE (Sous directrice de la CARSAT du Nord-est)
Pascal ENRIETTO (Directeur CPAM des Vosges)	Emmanuelle LAFOUX (Directrice CPAM de Moselle)
Daniel BOURGER (Directeur du RSI de Lorraine)	Nathalie PINEL (Directrice Adjointe RSI de Lorraine)
Claude GUGLIELMINA (Directeur adjoint de l'ARMSAL)	Michel ORDENER (médecin conseil de l'ARMSAL)

Membres supplémentaires

- Le Président du Régime Local Alsace Moselle ou son représentant ;
- Le Directeur Interrégional de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires Est-Strasbourg ou son représentant ;
- Le Président de la Mutualité Française ou son représentant.

Article 2 : La commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile en Lorraine est présidée par le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 10 septembre 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

Arrêté n° 2012-0956 en date du 10 septembre 2012 modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines des prises en charge et des accompagnements médico-sociaux

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-346 du 31 mars 2010 relatif aux commissions de coordination des politiques publiques de santé ;

VU le décret en date du 8 juillet 2011, portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVEISE, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2011-430 en date du 7 novembre 2011, modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines des prises en charge et des accompagnements médico-sociaux ;

ARRETE

Article 1er : La commission de coordination dans les domaines des prises en charge et des accompagnements médico-sociaux en Lorraine dont les missions sont définies par le décret n°2010-346 du 31 mars 2010 est ainsi composée :

Membres de droits

- Le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant ;
- Le représentant du préfet de région ;
- Des représentants de l'Etat exerçant des compétences dans le domaine de la prévention et de la promotion de la santé :
 - * Le recteur de l'académie ou son représentant ;
 - * Le directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ou son représentant ;
 - * Le directeur régional des entreprises, de la consommation, du travail et de l'emploi ou son représentant ;
 - * Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant ;
 - * Le directeur départemental de la cohésion sociale du chef lieu de la région.

Représentants des collectivités territoriales

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Conseillers régionaux	
Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)

Daouia BEZAZ (Conseillère Régionale)	Brigitte VAISSE (Conseillère Régionale)
Conseils généraux	
Michèle PILOT (Conseillère Générale Meurthe et Moselle)	Béatrice LONGUEVILLE (CG 54)
Jean-François LAMORLETTE (Vice Président Conseil Général de la Meuse)	Alain VERNEAU (Conseiller général de Commercy)
Alex STAUB (Vice Président Conseil Général de la Moselle)	Jean KARMANN (Vice Président Conseil Général de la Moselle)
Yannick DARS (Conseiller Général délégué des Vosges)	Marine AUSSÉDAT (Chef de service des établissements - Conseil Général des Vosges)
Représentants des groupements de communes ou des communes	
Philippe DAVID (maire d'Hayange 57)	Pascal JACQUEMIN (maire de Villers les Nancy 54)
Maurice CLAUDEL (maire de Cornimont 88)	Guy VAXELAIRE (maire de La Bresse 88)
Guy VATTIER (maire de Briey 54)	A désigner
A désigner	A désigner

Représentants des organismes de sécurité sociale

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Anne-Frédérique SIMS LAGADEC (Directrice de la CARSAT du Nord-est)	Catherine VERONIQUE (Sous directrice de la CARSAT du Nord-Est)
Henri MOLON (Directeur CPAM de Meurthe & Moselle)	Jérôme THIROLLE (Directeur CPAM de la Meuse)
Daniel BOURGER (Directeur du RSI de Lorraine)	Nathalie PÎNEL (Directrice Adjointe)
Claude GUGLIELMINA (Directeur adjoint de l'ARMSAL)	Michel ORDENER (médecin conseil de l'ARMSAL)

Membre supplémentaire :

- Le Directeur Territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Meurthe-et-Moselle, Meuse, Vosges, ou son représentant.

Article 2 : La commission de coordination dans les domaines des prises en charge et des accompagnements médico-sociaux en Lorraine est présidée par le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 : Le Directeur Général, de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 10 septembre 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

Arrêté n° 2012-1009 en date du 25 septembre 2012 portant modification à la composition de la Commission Permanente de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

VU le décret en date du 8 juillet 2011, portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVEISE, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;

VU les arrêtés n° 2010-94 en date du 26 juin 2010 et n° 2010-131 en date du 5 juillet 2010, relatifs à la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2011-203 en date du 10 mai 2011 modifiant la composition de la Commission Permanente de la CRSA de LORRAINE ;

ARRETE

Article 1er: La Commission Permanente constituée au sein de la Conférence Régionale de la santé et de l'Autonomie de Lorraine, est composée comme suit :

Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Michèle GRUNER (Conseillère Régionale)	Maryvonne MUSSET (Conseillère Régionale)
Jacqueline FONTAINE (Vice-présidente au Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
Brigitte VAISSE (Conseillère Régionale)	Daouia BEZAZ (Conseillère Régionale)

Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Josette BURY (Présidente AFTC)	Jean-Philippe JULO (Délégué Départemental AIDES 54)
Marie-Thérèse ANDREUX (Représentante Retraités CFDT Meurthe et Moselle)	Georges GIRARD (Fédération Générale Retraités Fonction Publique Meurthe et Moselle)
Emmanuel HOCHSTRASSER (Délégué départemental APF Meuse)	en attente de désignation

Collège n° 4 : Partenaires sociaux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Philippe TOURRAND (MEDEF)	Jacky FRANCOIS (MEDEF)
Bernadette HILPERT (CGT)	Sylvio CICCOTELLI (CGT)

Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Hubert ATTENONT (Président du Conseil d'Administration CARSAT Nord Est)	Jean-Louis OLAIZOLA (2 ^{ème} Vice président CARSAT Nord Est)

Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Rozenn de LAVENNE (Infirmière Conseillère technique Rectorat Nancy-Metz)	Martine ROSENBAKER-BERLEMONT (Directrice Service Santé interuniversitaire)
Muriel CONTE (Déléguée Régionale ANPAA)	Martine DEMANGEON (Déléguée Régionale ANITEA)

Collège n° 7 : Offreurs des services de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Denis BUREL (Délégué Interrégional GEPSO)	Laurent SPANNAGEL (Directeur EHPAD)
François MORICE (Directeur Hôpital St-Maurice)	Bernard MATHIEU (Directeur Maison Hospitalière St-Charles)
Marie-France GERARD (Présidente FEMALOR)	Audrey PATOUILLARD (Directrice des Œuvres de la CARM)
Marie-Dominique AUGUSTIN (Directrice HAD Nancy et agglomération)	Jacqueline DELEAU (Médecin Coordonnateur HAD)
Philippe VIGOUROUX (Directeur Général CHU Nancy)	Thierry GEBEL (Directeur du C.H. Epinal)
Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)	Michel ULRICH (APF)

Collège n° 8 : Personnalités qualifiées

En attente de désignation
Thierry GODEFROY - Directeur Médical – UC-CMP

Article 2 : Le Président de la Commission Permanente est M. Hubert ATTENONT.

Les Vice-présidentes sont

- Mme Jacqueline FONTAINE,
- Mme Brigitte VAISSE,
- Mme Sylvie MATHIEU,
- Mme Josette BURY.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 25 septembre 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE

RESSOURCES ET MILIEUX NATURELS

Arrêté N° 2012-DREAL-RMN-85 du 4 octobre 2012 autorisant à déroger à l'interdiction de capture temporaire, d'utilisation, de marquage, de relâcher et de recapture de Chat forestier

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre IV du Code de l'Environnement, notamment ses articles L 411-1 et L 411-2 et les articles R 411-1 à R 411-14 ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 et le décret n° 97-1204 du 19 décembre 1997 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles, notamment en matière de capture d'espèces animales protégées,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du Code de l'Environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;
VU l'arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
VU la demande de dérogation au régime de protection des espèces formulées par l'association Lorraine Association Nature (LOANA) ; et le dossier présenté au président de la commission faune du Conseil National de Protection de la Nature, en date du 19 juin 2012 ;
VU l'avis favorable sous conditions du Conseil National de la Protection de la Nature commission faune n°12/747 du 31 août 2012 ;
CONSIDÉRANT que la réalisation de cette étude est justifiée au regard des dispositions de l'article L.411-2 alinéa 4.a du code de l'environnement : « dans l'intérêt de la protection de la faune et de la flore sauvages et de la conservation des habitats naturels » ;
CONSIDÉRANT qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante pour réaliser l'étude devant permettre de comprendre l'utilisation des habitats du Chat forestier sur la boucle de Rédange ;
CONSIDÉRANT que, de part le faible nombre de captures qui est prévu et compte tenu que l'ensemble des spécimens seront relâchés au maximum dans la journée suivant leur capture, cette dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations de l'espèce concernée dans son aire de répartition naturelle ;
CONSIDÉRANT les compétences des mandataires pour poser des puces électronique, validées notamment par l'attestation de suivi du cycle de formation « Connaissance et protection de l'animal de laboratoire – Approche technique » dispensé par le CNRS ;
CONSIDÉRANT l'intérêt de ces recherches, notamment en vue d'élaborer et mettre en place des mesures adaptées pour assurer les continuités écologique dans la boucle de Rédange ;
CONSIDÉRANT ainsi que les conditions d'octroi d'une dérogation à l'interdiction de capture temporaire, d'utilisation, de marquage, de relâcher et de recapture de Chat forestier se trouvent ici réunies ;
SUR proposition de Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine :

ARRETE

Article 1er : Identité du bénéficiaire

Le bénéficiaire de la dérogation est l'association Lorraine Association Nature (LOANA) – Le Fort — 55140 CHAMPOUGNY. Les mandataires sont MM. LEBLANC Guillaume et PONS Jean-Baptiste.

Article 2 : Nature de la dérogation

Les mandataires cités à l'article 1er sont autorisés à déroger à l'interdiction :

- de capturer temporairement, de relâcher et de recapter 20 spécimens (10 mâles et 10 femelles) de Chat forestier (*Felis sylvestris*) ;
- de marquer par pose d'émetteurs 20 spécimens (10 mâles et 10 femelles) de Chat forestier (*Felis sylvestris*)
- de prélever du sang et du poil de 20 spécimens (10 mâles et 10 femelles) de Chat forestier (*Felis sylvestris*).

Cette étude concerne 2 départements (Moselle et Meurthe-et-Moselle) et les autorisations concernent au total 20 individus.

Article 3 : Localisation

Les opérations prévues à l'article 2 seront réalisées sur les communes de Micheville, Thil, Villerupt et Hussigny-Godbrange.

Article 4 : Conditions de la dérogation

La présente dérogation est délivrée sous réserve de la mise en œuvre de l'ensemble des engagements et mesures décrites dans le dossier.

Les captures seront réalisées à l'aide de boîtes à fauves.

Article 5 : Modalités de suivi

Le bénéficiaire de la présente dérogation fera réaliser à ses frais un rapport d'activité qu'il transmettra au plus tard en juin 2013, à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine et au Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement, Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Direction de l'eau et de la biodiversité.

Article 6 : Durée de validité de la dérogation

La présente dérogation est valable à compter de la date de notification du présent arrêté et permet la réalisation des activités visées à l'article 2 du présent arrêté jusqu'au 31 janvier 2013.

Article 7 : Autres procédures

La présente décision ne dispense pas de l'obtention d'autres accords ou autorisations par ailleurs nécessaires pour la réalisation de l'opération sus-mentionnée.

Article 8 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre des dispositions définies aux articles 2, 4 et 6 peut faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 9 : Sanctions

Le non-respect du présent arrêté est passible des sanctions définies à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 10 : Droits de recours et information des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours par le bénéficiaire, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, auprès de la juridiction compétente.

Soit :

- par le bénéficiaire, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification,
- par les tiers, dans un délai de 2 mois à compter de la publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Meurthe-Moselle.

Article 11 : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle et Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié au Directeur de l'association Lorraine Association Nature ;
- publié au Recueil des Actes Administratifs de la Meurthe-et-Moselle ;
- et dont copie sera adressée à :

* Monsieur le Sous-Préfet de Briey,

* Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Meurthe-et-Moselle,

* Monsieur le Délégué du service départemental de la Meurthe-et-Moselle de l'Office Nationale de l'Eau et des Milieux Aquatiques,

* Monsieur le Directeur du service départemental de la Meurthe-et-Moselle de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,

* Madame la Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie, Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Direction de l'eau et de la biodiversité,

* Monsieur le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle,

* Monsieur le Commissaire principal, Directeur de la sécurité publique,

* Monsieur le Président du Conseil Général de la Meurthe-et-Moselle,

* Monsieur le Président du Conseil Régional de Lorraine.

Metz, le 4 octobre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
Par subdélégation,
La Chef du Service Ressources et Milieux Naturels,
Marie-Pierre LAIGRE

**DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE,
DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE****UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Décision du 20 septembre 2012 portant agrément (renouvellement) d'une entreprise solidaire (Association SCENES ET TERRITOIRES EN LORRAINE, 17 route de Metz - le Grand Sauvoy - 54320 Maxéville) au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande validée par l'autorité administrative le 16 juillet 2012, présentée par Monsieur GUILLEMIN Bernard – Président de l'association SCENES ET TERRITOIRES EN LORRAINE – 17 route de Metz – le Grand Sauvoy – 54320 MAXEVILLE

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

D E C I D E

Article 1er : L'association SCENES ET TERRITOIRES EN LORRAINE - 17 route de Metz – le Grand Sauvoy – 54320 MAXEVILLE

SIRET 412 763 096 000 36 Code APE 9499Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément (renouvellement) est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 20 avril 2012.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 20 septembre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

SSRE / DOETH

Décision du 17 septembre 2012 portant refus d'inscription d'un organisme de services à la personne à Baccarat

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.28 du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n°21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,

VU la déclaration d'activité de services à la personne déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 07 septembre 2012 par Madame GEHRIG Céline (auto-entrepreneur), responsable de l'entreprise individuelle DOULY COUTURE, numéro SIRET 53448804400015, sise 14 rue Sainte Catherine 54120 BACCARAT,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT,
Qu'au vu des éléments recueillis, l'entreprise individuelle GEHRIG Céline ne respecte pas la condition d'activité exclusive en proposant une activité telle que la couture (retouche sur vêtement et ameublement). Celle-ci ne fait pas partie de la liste des activités de services à la personne énumérées de manière limitative à l'article D.7231-1 du code du travail,

D E C I D E

Le refus d'inscription en tant qu'organisme de services à la personne de Madame GEHRIG Céline, responsable de l'entreprise individuelle DOULY COUTURE, numéro SIRET 53448804400015, sise 14 rue Sainte Catherine - 54120 BACCARAT

Le présent refus sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 17 septembre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional Adjoint,
Directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

Décision SP/2012-08 du 20 septembre 2012 portant retrait d'agrément d'un organisme de services à la personne à Lunéville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU le document d'instruction DGCIS n°1-2012 du 26 avril 2012 relatif à la déclaration et à l'agrément des organismes de services à la personne,

VU la mise en demeure en date du 26 juillet 2012 adressée à l'entreprise individuelle (EI) BRETON Guillaume (AS Paysage), sise 4 rue Trouillet à Lunéville (54300), aux fins de transmettre au préfet le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de 2011,

VU la demande de retrait volontaire formulée par le gérant de l'EI le 10 septembre 2012,

SUR proposition du Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

D E C I D E

Article unique : L'agrément simple N/09-11-11/F/054/S/048 délivré le 9 novembre 2011 à l'entreprise individuelle BRETON Guillaume (SIRET n° 533931861.00017), sise 4 rue Trouillet à Lunéville, est retiré.

Nancy, le 20 septembre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Récépissé de déclaration du 27 juillet 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/751816737 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 21/07/2012 par Monsieur BOISSELIER Emmanuel (auto-entrepreneur), responsable de l'entreprise individuelle MANU SERVICES, numéro SIRET 75181673700017, sise 22 rue Haute 54700 MORVILLE SUR SEILLE,

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Emmanuel BOISSELIER, MANU SERVICES, sous le n° SAP/751816737.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'entreprise individuelle Emmanuel BOISSELIER sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Prestations de petit bricolage dites « homme toutes mains » ;
- Petits travaux de jardinage.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 27/07/2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 27 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

Récépissé de déclaration du 27 juillet 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/531821544 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 23/07/2012 par Monsieur DUCOUSSO Jean-Marc (auto-entrepreneur), responsable de l'entreprise individuelle DUCOUSSO MULTI-SERVICES, numéro SIRET 53182154400016, sise 22 Chemin du Clesson 54170 COLOMBEY-LES-BELLES,

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Jean-Marc DUCOUSSO, DUCOUSSO MULTI-SERVICES, sous le n° SAP/531821544.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'entreprise individuelle Jean-Marc DUCOUSSO sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Prestations de petit bricolage dites « homme toutes mains » ;
- Petits travaux de jardinage.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 27/07/2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 27 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

Récépissé de déclaration du 14 septembre 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/753155142 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 04/09/2012 par l'entreprise individuelle DELHOUM Séverine (auto-entrepreneur), numéro SIRET 75315514200015, sise 20 bis avenue des Vosges 54110 DOMBASLE SUR MEURTHE,
Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de DELHOUM Séverine, sous le n° SAP/753155142,
Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.
La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'entreprise individuelle DELHOUM Séverine sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Livraison de courses à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 14/09/2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 14 septembre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

Décision de délégations spéciales de signature du 3 octobre 2012 pour le pôle gestion fiscale

L'Administrateur Général des Finances Publiques, Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité publique ;
VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;
VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la Direction générale des finances publiques ;
VU l'arrêté du 11 décembre 2009 portant création de la direction départementale de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du Président de la République en date du 27 mars 2012 portant nomination de M. Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques, et l'affectant à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;
VU la décision du directeur général des finances publiques en date du 29 mars 2012 fixant au 1er avril 2012 la date d'installation de Monsieur Noël CLAUDON dans les fonctions de directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

DECIDE

Article 1er : Délégation spéciale de signature pour signer les pièces ou documents relatifs aux attributions de leur division ou de leur service, avec faculté pour chacun d'eux d'agir séparément et sur sa seule signature, l'énonciation des pouvoirs ainsi conférés étant limitative, est donnée à :

1. Pour la Division Fiscalité des particuliers, recouvrement forcé, missions foncières et amendes :
 - Madame Marie Pierre NOLI, Administratrice des finances publiques adjointe, responsable de la division ,
 - Madame Nathalie SAULNIER, inspectrice divisionnaire des finances publiques, adjointe à la responsable de la division, chargée de l'équipe dédiée au pilotage du recouvrement forcé,
 - Madame GRANIE Eliane, Inspectrice divisionnaire des finances publiques, adjointe à la responsable de la division, chargée du pilotage du recouvrement des amendes et des huissiers.
- Assiette et recouvrement de la fiscalité des particuliers et missions foncières :
 - Madame Myriam NAUMANN, inspectrice des finances publiques,
 - Madame Chrystelle MONTGAILLARD, inspectrice des finances publiques.
- Recouvrement Forcé :
 - Madame Isabelle VICHARD, inspectrice des finances publiques,
 - Madame Agnès BOURGON, inspectrice des finances publiques,
 - Madame Pierrette COLIN, contrôleur des finances publiques.
2. Pour la Division fiscalité des professionnels – contrôle fiscal – contribution à l'audiovisuel public :
 - Monsieur Claude CALDERARI, Administrateur des finances publiques adjoint, responsable de la division,
 - Madame Annie LECHNER, inspectrice divisionnaire des finances publiques, adjointe au responsable de la division.
- Gestion des professionnels :
 - Madame Gwenaëlle CARRIOT, inspectrice des finances publiques,
 - Monsieur Wilfried DROUOT, inspecteur des finances publiques,
 - Madame Sylvie ZUNINO, contrôleur des finances publiques.
- Contrôle Fiscal :

- Mesdames Marie-Annick LEJAY, Claude SIMEURT, Francine ENGEL-SCHENATO, Anne ESSER, inspectrices des finances publiques,
- Madame Martine NOEL, contrôlease principale des finances publiques.

Redevance :

- Monsieur Guy ROUMANET, contrôleur principal des finances publiques,
- Mesdames Elizabeth BANAZIAK, et Elizabeth HELLE, contrôleuses des finances publiques.

3. Pour la Division Affaires juridiques – Contentieux :

- Monsieur Yann LE SAINT, inspecteur principal des finances publiques, responsable de la division,
- Monsieur Jean-Marc FRANCOIS, inspecteur divisionnaire des finances publiques, adjoint au responsable de la division.

Rédacteurs :

- Mesdames Isabelle HENRY-GAZEILLES, Myriam BERTAUD, Stéphanie CHAUMET, Maria LEONARDI et Bénédicte CRENN, inspectrices des finances publiques, rédactrices,
- Messieurs Christian HAJCZAK, Patrick HOUSSEMAND, Didier PUILLE, Philippe STEPLER, inspecteurs des finances publiques, rédacteurs.

En cas d'empêchement :

- Mesdames Lisette ZIEGLER et Sabine BARBOSA, contrôleuses des finances publiques,
- M. Claude MONTIGNEAUT, contrôleur des finances publiques.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 3 octobre 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques,
Noël CLAUDON

Décision de délégations spéciales de signature du 3 octobre 2012 pour le pôle gestion publique

L'Administrateur Général des Finances Publiques, Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité publique ;
VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;
VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la Direction générale des finances publiques ;
VU l'arrêté du 11 décembre 2009 portant création de la direction départementale de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du Président de la République en date du 27 mars 2012 portant nomination de M. Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques, et l'affectant à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;
VU la décision du directeur général des finances publiques en date du 29 mars 2012 fixant au 1er avril 2012 la date d'installation de Monsieur Noël CLAUDON dans les fonctions de directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

DECIDE

Article 1er : Délégation spéciale de signature pour signer les pièces ou documents relatifs aux attributions de leur division ou de leur service, avec faculté pour chacun d'eux d'agir séparément et sur sa seule signature, l'énonciation des pouvoirs ainsi conférés étant limitative, est donnée à :

1. Pour la Division Collectivités locales – affaires économiques :

- Madame Nicole BENOIT, inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable du pilotage des collectivités locales et des affaires économiques,
- Monsieur Julian MESSIER, inspecteur des finances publiques,
- Madame Emilie HECKLER, inspecteur des finances publiques,
- Madame Bénédicte OLLIER, inspecteur des finances publiques,
- Madame Christelle GAYRAUD, inspecteur des finances publiques,
- Monsieur Vincent SEYVE, inspecteur des finances publiques,
- Madame Nathalie ALBERT, inspecteur des finances publiques.

En cas d'empêchement :

- Monsieur Pascal AUBERT contrôleur principal des finances publiques,
- Madame Nicole HENRY, contrôleur principal des finances publiques,
- Monsieur Fabrice ARNET, contrôleur principal des finances publiques.

Expertise économique et financière :

- Monsieur Nicolas LAZZAROTTO, inspecteur des finances publiques,
- Madame Odile GAMBETTE, inspecteur des finances publiques.

2. Pour la Division Comptabilité et opérations de l'Etat :

Comptabilité :

- Madame Catherine BOUVERESSE, inspecteur des finances publiques, chef du service comptabilité.

En cas d'empêchement :

- Monsieur Bernard LAROSE, contrôleur principal des finances publiques,
- Madame Marie-France BIEHLER, Monsieur Roland LADROUE, contrôleurs des finances publiques et Monsieur Stéphane BAILLARGEAT, agent principal d'administration des finances publiques, pour la délivrance de déclarations de recettes.

Comptabilité - Recouvrement Centralisation :

- Madame Maryse DE DONATO, contrôleur principal des finances publiques.

Dépense :

- Monsieur Vincent TOLDRE, inspecteur des finances publiques, chef du service « dépenses ».

En cas d'empêchement :

- Madame Evelynne CANTENER, contrôleur principal des finances publiques,
- Madame Martine FROST, contrôleur principal des finances publiques,
- Madame Pascale MESBAH, contrôleur principal des finances publiques,
- Madame Nadine THOUVIGNON, contrôleur principal des finances publiques.

Dépôts et services financiers :

- Madame Nicole SIMONIN, inspecteur des finances publiques, chef du service dépôts et services financiers.

En cas d'empêchement :

- Madame Fanny LHERITIER, inspecteur des finances publiques, responsable du Pôle Interrégional des Consignations,
- Madame Annie AUBERT, contrôleur principal des finances publiques,
- Madame Evelynne ROQUES, contrôleur principal des finances publiques.

Pôle interrégional des consignations PIC :

- Madame Fanny LHERITIER, inspecteur des finances publiques, responsable du Pôle Interrégional des Consignations.

En cas d'empêchement :

- Madame, Nicole SIMONIN, inspecteur des finances publiques, chef du service dépôts et services financiers,
- Madame Annette KIEFFER, contrôleur principal des finances publiques,
- Monsieur Bertrand FLOCH, contrôleur des finances publiques.

Produits divers :

- Monsieur Thierry LUSQUE, inspecteur des finances publiques, chef du service recouvrement produits divers, pour l'octroi des délais de paiement, la délivrance des déclarations de recettes, la déclaration des créances au passif des procédures collectives, la signature des actes de poursuite, des demandes de renseignement, l'exercice du droit de communication visé à l'article L135X du LPF, et la signature des états annuels des certificats reçus (DC7/NOTI2).

En cas d'empêchement :

- Madame Agnès PREBAY, contrôleur des finances publiques,
- Madame Marie-Christine JACOBY, contrôleur des finances publiques,
- Madame Anne Marie FOOS, agent d'administration principal.

Procuration spéciale est donnée à l'effet de signer les états annuels des certificats reçus (DC7/NOTI2) à

- M. Jean OILLET, agent d'administration.

Article 2 : le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 3 octobre 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques,
Noël CLAUDON

Décision de délégations spéciales de signature du 3 octobre 2012 pour le pôle pilotage et ressources

L'Administrateur Général des Finances Publiques, Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité publique ;
VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;
VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la Direction générale des finances publiques ;
VU l'arrêté du 11 décembre 2009 portant création de la direction départementale de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du 17 décembre 2009 portant nomination de Monsieur Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques en qualité de directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du Président de la République en date du 27 mars 2012 portant nomination de M. Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques, et l'affectant à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

DECIDE

Article 1er : Délégation spéciale de signature pour signer les pièces ou documents relatifs aux attributions de leur division ou de leur service, avec faculté pour chacun d'eux d'agir séparément et sur sa seule signature, l'énonciation des pouvoirs ainsi conférés étant limitative, est donnée à :

1. Pour la Division Gestion Ressources Humaines :

- Madame Sylvie ROMAIN, inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable de la gestion des ressources humaines,
- Madame Chantal PETRONIO, inspecteur des finances publiques, conseiller ressources humaines.

En cas d'empêchement :

- Monsieur Jean-Pierre MERCIER, Madame Céline HERVEUX, Madame Anne-Marie CAMBEFORT- JUNG contrôleurs principaux des finances publiques,
- Madame Bénédicte HALLE, contrôleur des finances publiques.

Formation professionnelle :

- Monsieur Ludovic MENU, inspecteur des finances publiques, responsable de la formation professionnelle et des concours.

En cas d'empêchement :

- Monsieur Luc SCHEFFMANN, contrôleur principal des finances publiques,
- Madame Michèle CHAUVILLE pour tous les actes relevant de la compétence du correspondant social.

2. Pour la Division Budget, logistique, immobilier, informatique :

- Monsieur Jean-Luc HUMBERT, Administrateur des finances publiques adjoint, responsable du pilotage du budget, de la logistique, de l'immobilier et de l'informatique.

Budget :

- Messieurs Julian MULLER et Stéphane GAYRAUD, inspecteurs des finances publiques,
- Madame Martine HOUSTLER, contrôleur principal des finances publiques,
- Messieurs Olivier LAURENT et Franck ANTOINE, contrôleurs des finances publiques.

Immobilier – Logistique :

- Monsieur Gilles FLUCK, inspecteur des finances publiques, chef du service,
- Madame Fabienne MATHIOT, contrôleur des finances publiques.

3. Pour la Division Stratégie, Contrôle de gestion, Qualité de service :

- Monsieur Hervé FRIDRICK, Administrateur des finances publiques adjoint, responsable du pilotage de la stratégie, du contrôle de gestion et de la qualité de service,
- Madame Nicole ARCIER, inspecteur des finances publiques.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 3 octobre 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques,
Noël CLAUDON

Décision de délégation de signature du 3 octobre 2012 en matière d'ordonnancement secondaire

Le Directeur du pôle pilotage et ressources de la direction départementale de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements, modifié par le décret n°2010-146 du 16 février 2010 et par le décret n°210-687 du 24 juin 2010 ;
VU le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;
VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;
VU le décret du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU la décision du 13 Janvier 2010 portant nomination de M. Xavier HUMBERT à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, en qualité de responsable du pôle pilotage et ressources ;
VU l'arrêté préfectoral du 12 avril 2012, portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Xavier HUMBERT, Administrateur des finances publiques ;

D E C I D E

En cas d'absence ou d'empêchement, les délégations qui me sont conférées par arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 12 avril 2012, seront exercées par :

- Monsieur HUMBERT Jean-Luc, Administrateur des finances publiques adjoint,
- Monsieur FRIDRICK Hervé, Administrateur des finances publiques adjoint,
- Madame ROMAIN Sylvie, Inspecteur divisionnaire des finances publiques.

Nancy, le 3 octobre 2012

L'Administrateur des Finances Publiques,
Xavier HUMBERT

Décision de délégations spéciales de signature du 3 octobre 2012 pour les missions rattachées

L'Administrateur Général des Finances Publiques, Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité publique ;
VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;
VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la Direction générale des finances publiques ;
VU l'arrêté du 11 décembre 2009 portant création de la direction départementale de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du Président de la République en date du 27 mars 2012 portant nomination de M. Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques, et l'affectant à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;
VU la décision du directeur général des finances publiques en date du 29 mars 2012 fixant au 1er avril 2012 la date d'installation de Monsieur Noël CLAUDON dans les fonctions de directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

D E C I D E

Article 1er : Délégation spéciale de signature pour signer les pièces ou documents relatifs aux attributions de leur mission, avec faculté pour chacun d'eux d'agir séparément et sur sa seule signature, l'énonciation des pouvoirs ainsi conférés étant limitative, est donnée à :

1. Pour la mission maîtrise des risques :

- Monsieur Eric SAUVAGE, administrateur des finances publiques, responsable de la mission maîtrise des risques,
- Madame Sophie CHEVALIER, inspecteur des finances publiques, responsable de la cellule qualité comptable.

2. Pour la mission départementale d'audit :

- Monsieur Cyril COCHARD, inspecteur principal des finances publiques, auditeur,
- Madame Valérie DUCHENE-DREYFUS, inspecteur principal des finances publiques, auditrice,
- Madame Magali JULIEN, inspecteur principal des finances publiques, auditrice,
- Monsieur Julien REMY, inspecteur principal des finances publiques, auditeur,
- Madame Claire STREBLER, inspecteur principal des finances publiques, auditrice,
- Madame Catherine VIEUX-MELCHIOR, inspecteur des finances publiques, assistante auditrice.

3. Pour la mission politique immobilière de l'Etat :

- Monsieur Jean-Pierre BEAUX, inspecteur divisionnaire des finances publiques, responsable de la missions politique immobilière de l'Etat.

4. Pour la mission communication :

- Monsieur Jean-Luc MANNEVILLE, inspecteur divisionnaire des finances publiques, secrétaire général, chargé de communication.

Article 2 : le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 3 octobre 2012

L'Administrateur Général des Finances Publiques,
Directeur Départemental des Finances Publiques,
Noël CLAUDON

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**SECRETARIAT GENERAL****Arrêté n° 2012/DDT/SG/009 du 21 septembre 2012 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics**

Le Directeur Départemental des Territoires, Ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts,

VU la loi organique n°2001-692 du 1er août 2001, relative aux lois de finances, modifiée par la loi n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;
VU le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifiée par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n°90-232 du 15 mars 1990 portant application de l'article 69 de la loi de finances pour 1990 et relatif à l'organisation administrative et financière du compte de commerce n° 904-21 intitulé « opérations industrielles et commerciales des directions départementales de l'équipement », modifié par le décret 98-682 du 30 juillet 1998 ;

VU le décret n°2003-1082 du 14 novembre 2003 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;

VU les décrets n° 2005-29 du 12 janvier 2005 et n°2000-1143 du 21 novembre 2000, modifiant le décret du 17 octobre 1995 relatif au fonds de prévention des risques naturels ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans la région et dans les départements ;

VU le décret n°2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics ;

VU les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués :

- du 21 décembre 1982, modifié, pour le budget du ministère de l'urbanisme et du logement des transports,
- du 27 janvier 1992, modifié pour le budget du ministère de l'environnement,
- du 23 mars 1994 pour le budget du ministère de la jeunesse et des sports,
- du 4 janvier 1994 pour le budget du ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville, section budgétaire Ville,
- du 7 janvier 2003 pour le budget du ministère de l'éducation nationale,

- du 2 mai 2002 pour le budget du ministère de l'agriculture et de la pêche ;
 VU le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
 VU l'arrêté préfectoral n°DDT/SG-200912/01 du 31 décembre 2009 portant organisation de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle
 VU l'arrêté du Premier Ministre portant nomination dans les directions départementales interministérielles, en date du 4 octobre 2011, nommant Monsieur Christophe FOTRÉ, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;
 VU l'arrêté préfectoral n°11.OSD.20 du 27 octobre 2011, portant délégation de signature à Monsieur Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires ;
 VU l'organigramme du service ;

ARRETE

Article 1er : La définition de marchés passés selon une procédure adaptée est réalisée sur la base de la programmation de la commande publique définie par mes soins.

Les fonctions de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés ne sont pas déléguées sauf :

Pour les procédures formalisées au sens de l'article 26 du Code des Marchés Publics :

- l'ouverture des enveloppes et la demande éventuelle des pièces de candidature manquantes, dans le respect des dispositions du code des marchés publics, qui sont déléguées au chef de service en charge de l'opération concernée par le marché,
- l'élimination des candidatures ne pouvant être admises, qui est déléguée à Monsieur Marc MENEHIN, directeur adjoint,
- la signature des bons de commandes inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et 125 000 € HT (marchés de fournitures et services) dans le cadre de marchés à bons de commande au sens de l'article 77 du Code des Marchés Publics, qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 6 du présent arrêté.

Pour les marchés à procédure adaptée au sens de l'article 28 du Code des Marchés Publics :

- la signature des marchés inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et 125 000 € HT (marchés de fournitures et service), qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 6 du présent arrêté,
- la procédure de consultation et de choix du titulaire qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Marc MENEHIN, directeur adjoint et à Monsieur Jean VINSON, secrétaire général, à l'effet de signer toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire selon l'ensemble des dispositions prévues dans l'arrêté susvisé du Préfet.

La présente subdélégation s'étend également au paiement ainsi qu'à toute opération relevant de la compétence de l'ordonnateur secondaire en matière de gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs (compte 466-1686) et en matière d'ingénierie publique et d'ATESAT (compte 706.3 Prestations de service - Ingénierie publique).

Article 3 : Subdélégation de signature est donnée aux chefs de service désignés ci-dessous :

- Monsieur Philippe SCHOTT, chargé du service « agriculture, forêt, chasse » ;
- Monsieur Jean-Luc JANEL, chargé du service « environnement, eau, biodiversité » ;
- Madame Isabelle ROUYER-VANNIER, chargée du service "Habitat et Constructions Durables" ;
- Madame Sophie-Charlotte VALENTIN, chargée du service « aménagement durable, urbanisme, risques » ;

à l'effet de signer tous les documents relatifs d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de l'État, et d'autre part à la liquidation et à l'émission des titres de recettes de l'État, établis dans le cadre de leurs attributions et compétences :

En cas d'absence ou d'empêchement des chefs de service désignés ci-dessus, la délégation de signature qui leur est confiée sera exercée par le chef de service chargé, par décision, de leur intérim.

Article 4 : Subdélégation de signature est donnée aux personnes, désignées ci-dessous :

- Monsieur Francis MALLET, adjoint à la responsable du service « aménagement durable, urbanisme, risques » ;
- Monsieur Mickaël VILLEMIN, adjoint à la responsable du service "Habitat et Constructions Durables" ;
- Madame Esther DEMEY, adjointe au responsable du service "Transports, Sécurité"
- Madame Nicole SIEFFER, adjointe au responsable du service "Transports, Sécurité"

à l'effet de signer tous les documents relatifs d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de l'État, et d'autre part à la liquidation et à l'émission des titres de recettes de l'État, établis dans le cadre de leurs attributions et compétences.

Article 5 : Subdélégation de signature est donnée aux chefs d'unités désignés ci-dessous, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, tous les documents relatifs d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de l'État, et d'autre part à la liquidation et à l'émission des titres de recettes de l'État, dans la limite de 10 000 euros HT par commande pour :

- Madame Sandrine BACHER, chargée de mission « modernisation - communication » ;
- Monsieur Pascal CAMPANER, chargé de l'unité « moyens généraux ».

Article 6 : Subdélégation de signature est donnée aux agents désignés ci-dessous, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, tous les documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de l'État, dans la limite des montants indiqués :

Agents	Montant HT maximum autorisé	Conditions particulières
Thierry BARBIER	2 000€	Commandes de fournitures
Rolande COULLE	750€	Commandes de fournitures
Chantal ROLIN	Pas de limite	Bons de transport
Olivier DINEE	1 500€	Commandes informatiques
Daniel LINDINI	1 500€	Commandes informatiques
Jean-Luc CAMÉ	2 200€	Commandes dans le cadre des attributions du CLAS
Claudine MARCHESI	2 200€	Dépenses du cabinet médical

Article 7 : La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de Monsieur le Trésorier Payeur Général des Vosges.

Article 8 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°2011/DDT/SG/008 du 2 novembre 2011 et sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 21 septembre 2012

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
 Le Directeur Départemental des Territoires,
 Christophe FOTRÉ

Arrêté n° 2012/DDT/SG/011 du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale

Le Directeur Départemental des Territoires, Ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, et notamment l'article 38.4° ;
VU le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
VU l'arrêté préfectoral n°DDT/SG-200912/01 du 31 décembre 2009 portant organisation de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté du Premier Ministre du 4 octobre 2011 portant nomination dans les directions départementales interministérielles, et nommant Monsieur Christophe FOTRÉ, ingénieur en chef des ponts, des eaux et forêts, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.43 du 13 septembre 2012, portant délégation de signature à Monsieur Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires et notamment son article 4 ;

ARRETE

Article 1er : Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Marc MENEGHIN, directeur adjoint, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les décisions mentionnées aux articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé à l'exception des numéros A1 a14 et A1 a30 ;

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux personnes suivantes :

Monsieur Jean VINSON, secrétaire général, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A1 a0, A1 a1 (à l'exception des contrats annuels de l'architecte conseil et du paysagiste conseil), A1 a2 à A1 a9, A1 a11 à A1 a13, A1 a15 à A1 a29, A1 a33, A1 a35 à A1 a38 ;

Madame Sophie-Charlotte VALENTIN, chargé du service « aménagement durable, urbanisme, risques », pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A4 c1 ;

- A5 a1 à A5 a3, A5 b1 à A5 b12, A5 c1, A5 d1, A5 g1, A5 h1 ;

- A8 a1 à A8 a3 ;

- 121 ;

Monsieur Philippe SCHOTT, chargé du service « agriculture, forêt, chasse » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- 100 à 110, 112 à 119, 121 à 124 ;

Monsieur Jean-Luc JANEL, chargé du service « environnement, eau, biodiversité » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- 201 à 306 ;

Madame Isabelle ROUYER-VANNIER, chargée du service "Habitat et Constructions Durables" pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A4 a1 à A4 a6, A4 b2 à A4 b22 ;

Madame Esther DEMEY, adjointe au chargé du service « transports, sécurité », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26,

- A2 a1 à A2 a4,

- A5 i1 à A5 i6 ;

- A6 a1 à A6 a5 ;

Madame Nicole SIEFFER, adjointe au chargé du service « transports, sécurité », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26,

- A2 b1 (sauf pour la délivrance du diplôme de moniteur d'auto-école), A2 c1, A2 c3 à A2 c4 ; A2 c6 ;

Monsieur Francis MALLET, adjoint au responsable du service « aménagement durable, urbanisme, risques », pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A4 c1 ;

- A5 a1 à A5 a3, A5 b1 à A5 b12, A5 c1, A5 d1, A5 g1, A5 h1 ;

- A8 a1 à A8 a3 ;

- 121 ;

Monsieur Mickaël VILLEMIN, adjoint au responsable du service « Habitat et Constructions Durables » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A4 a1 à A4 a5, A4 b2 à A4 b22 ;

Mesdames et Messieurs Sandrine BACHER, Alain BARLIER, Jacky BRAZZALE, Brigitte BOULANGER, Pascal CAMPANER, Carole DAVRAINVILLE, Audrey DONNOT, Ghislaine DOSSOU, Vincent FOUCAUT, Didier GALOIS, Patrick GARASSIEU, Dominique GERZAGUET, Marie-Claude GIROT, Anne GUIRLINGER, Christelle HURNI, Anne-Catherine LADERRIERE, Angélique MASSON, Myriam MATHIS, Patrick MENOUX, Christophe MOQUILLON, Christian NICOLLET, Georges PESCE, Danielle REGARD, Rodolphe SAVOY, Michel TALLET, Nicolas TOQUARD, Patrick VIARD, chargés ou adjoints des unités et pôles de la DDT, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;

Messieurs Patrice ARNAULT, Claude GUSTIN, Dominique MAIFFREDY, chargés des pôles relais, dans leurs limites territoriales, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;

- A5 b4, A5 b5, A5 c1, A5 g1 ;

Madame Christiane ALNOT, chargée de l'unité « application du droit des sols », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;

- A5 b4, A5 b5, A5 c1, A5 g1 ;

Mesdames et Messieurs Corinne COLIN, Brigitte LAURENT, Claude MARCHAL, Dominique MOUSSA, Jocelyne RECLIN, Dominique SCHORB, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous leur autorité: A1 a0 (pour les congés annuels) ;

- A5 b4, A5 b5;

- A5 g1 (sauf pour Brigitte LAURENT);

Mesdames et Messieurs Michel ALOSI, Estelle ANDRE, Jean-Christophe ANCEL, Corinne BETIS, Philippe COLA, Cécile DERON, David GRANDIDIER, Régine MONIOT, Yannick PAQUIN, Odette PERRET, Claude PESTELARD, Nicole PICCHIARELLI, Céline RAYBOIS, Jeannine SODOYER, Michèle VIARD, Nelly DELON, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A5 b4, A5 b5 ;

Monsieur Emmanuel PETITJEAN, chargé de mission "Réglementation, contentieux et affaires juridiques" pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;

- A8 a1, A8 a2 ;

Monsieur Eddy SABANOVIC, chargé de l'unité "Parc de Logement Social Public" pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;

- A4 a2, A4 a4, A4 b2, A4 b4,

Monsieur François HUPPERT, adjoint au chef de l'unité "Parc de Logement Social Public" pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A4 a2, A4 b2,

Madame Marie-Christine SIBILLE, chargée de l'unité « transports », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;

- A2 a1, A2 a3, A2 a4 ;

- A6 a2 à A6 a5 ;

Monsieur Jean-Pierre LEFEVRE, chargé de mission « ingénierie, gestion de crise », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- A2 a2 ;

Monsieur Yann TABERKANE, chargée de l'unité « bruit, publicité et qualité de l'air », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;

- A5 i1 à A5 i3 ;

Monsieur Sébastien FAGOT, chargée de l'unité « coordination et sécurité routière », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a0 (pour les congés annuels), A1 a26 ;

- A6 a1 ;

Madame Marie-Claude GIROT, chargée de l'unité « ressources humaines » pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de références :

- A1 a0 (pour les congés annuels des agents placés sous son autorité), A1 a1 (à l'exception des contrats annuels de l'architecte conseil et du paysagiste conseil), A1 a19 à A1 a21, A1 a26;

- A1 a29 (à l'exclusion des chefs d'unité et de service).

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés à l'article 2 du présent arrêté, la délégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de Monsieur le directeur départemental des territoires et, à défaut de cette décision :

en remplacement de Monsieur Jean VINSON :

- par Madame Marie-Claude GIROT ;

en remplacement de Madame Sophie-Charlotte VALENTIN ou de Monsieur Francis MALLET :

- par Monsieur Emmanuel PETITJEAN, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence : A8 a3 ;

en remplacement des adjoints au chef du service "transports, sécurité" :

- par les fonctionnaires suivants : Madame et Messieurs Philippe SCHOTT, Jean-Luc JANEL, Francis MALLET, Sophie-Charlotte VALENTIN, Jean VINSON, Isabelle ROUYER-VANNIER, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros A2 a3 et A2 a4 (circulation des poids lourds les week-ends et jours fériés) ;

en remplacement de Madame Marie-Christine SIBILLE :

- par Monsieur Yann TABERKANE, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A2 a1, A2 a3 et A2 a4.

- par Monsieur Jean-Pierre LEFEVRE, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A2 a1, A2 a3 et A2 a4.

en remplacement de Monsieur Jean-Luc JANEL :

- par Madame Anne-Catherine LADERRIERE pour les décisions de l'article 2 de l'arrêté susvisé portant les numéros 201 à 213 et en cas d'absence de Madame Anne-Catherine LADERRIERE, par Madame Dominique GERZAGUET, Madame Carole DAVRAINVILLE, Monsieur Michel TALLET et Monsieur Alain CHAPLIER pour les décisions portant les numéros 201 à 203,

- par Madame Myriam MATHIS pour les décisions de l'article 2 de l'arrêté susvisé portant les numéros 221 à 228, 300, 301, 303, 305 et 306 et en cas d'absence de Madame Myriam MATHIS par Madame Anne-Catherine LADERRIERE pour les mêmes décisions,

- par Madame Odile MALAISE pour les décisions de l'article 2 de l'arrêté susvisé portant les numéros 302 et 304.

Article 4 : Subdélégation de signature est donnée aux personnes suivantes à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les ampliations des arrêtés relevant de leur service : Madame et Messieurs Philippe SCHOTT, Jean-Luc JANEL, Francis MALLET, Sophie-Charlotte VALENTIN, Jean VINSON, Isabelle ROUYER-VANNIER, Mickaël VILLEMEN.

Article 5 : L'arrêté de subdélégation de signature n°2011/DDT/SG/010 en date du 2 novembre 2011 est abrogé.

Article 6 : Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 20 septembre 2012

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Christophe FOTRÉ

AGRICULTURE - FORET - CHASSE

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/016 du 5 septembre 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Hamonville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 juin 2012 portant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 octobre 1968 portant institution de l'association foncière de HAMONVILLE ;
VU la décision en date du 08 juin 2011 par lequel le préfet a enjoint le président de l'association foncière de HAMONVILLE, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;
VU le courrier de réponse en date du 16 août 2012 du président de l'association foncière de HAMONVILLE ;
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de HAMONVILLE sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de HAMONVILLE.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de HAMONVILLE ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Toul, le 5 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet,
Hubert ESPIASSE

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/019 du 3 septembre 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Mance

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 juin 2012 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 03 octobre 1985 portant institution de l'association foncière de MANCE ;
VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de MANCE, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;
VU le courrier de réponse en date du 27 juillet 2012 du président de l'association foncière de MANCE ;
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de MANCE sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de MANCE.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de MANCE ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Briey, le 3 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète,
Christine BOEHLER

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/020 du 3 septembre 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Mars-la-Tour

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 22 août 2011 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 15 février 1960 portant institution de l'association foncière de MARS LA TOUR ;
VU la décision en date du 08 juin 2011 par lequel le préfet a enjoint le président de l'association foncière de MARS LA TOUR, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;
VU le courrier de réponse en date du 22 août 2012 du président de l'association foncière de MARS LA TOUR ;
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de MARS LA TOUR sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de MARS LA TOUR.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de MARS LA TOUR ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Briey, le 3 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète,
Christine BOEHLER

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/359 du 3 septembre 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Fréménil

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 juin 2012 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 23 janvier 1990 portant institution de l'association foncière de FREMENIL ;

VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de FREMENIL, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;

VU le courrier de réponse en date du 01 août 2012 du président de l'association foncière de FREMENIL ;

CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de FREMENIL sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de FREMENIL.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de FREMENIL ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Lunéville, le 3 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Lunéville,
Alexis ANDRES

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/360 du 3 septembre 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Petit-Failly

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 juin 2012 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 1972 portant institution de l'association foncière de PETIT-FAILLY ;

VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de PETIT-FAILLY, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;

VU le courrier de réponse en date du 24 août 2012 du président de l'association foncière de PETIT-FAILLY ;

CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de PETIT-FAILLY sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de PETIT-FAILLY.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de PETIT-FAILLY ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Briey, le 3 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète,
Christine BOEHLER

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/361 du 3 septembre 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Saffais

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 01 février 1973 portant institution de l'association foncière de SAFFAIS ;
VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de SAFFAIS, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;
VU le courrier de réponse en date du 27 juillet 2012 du président de l'association foncière de SAFFAIS ;
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de SAFFAIS sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de SAFFAIS.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de SAFFAIS ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Nancy, le 3 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/362 du 3 septembre 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Vigneulles

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 27 juin 2012 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 14 mars 1983 portant institution de l'association foncière de VIGNEULLES ;
VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de VIGNEULLES, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;
VU le courrier de réponse en date du 27 juillet 2012 du président de l'association foncière de VIGNEULLES ;
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de VIGNEULLES sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de VIGNEULLES.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de VIGNEULLES ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Lunéville, le 3 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Lunéville,
Alexis ANDRES

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2012/DDT54/AFC/370 du 27 septembre 2012 constatant l'actualisation des valeurs locatives des terres nues, des cultures maraîchères, des baux viticoles, des bâtiments d'exploitation et d'habitation à compter du 1er octobre 2012 jusqu'au 30 septembre 2013

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural et notamment l'article L 411-11 modifié,
VU la loi n° 2010-874 de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet 2010,
VU le décret n° 2010-1126 du 27 septembre 2010 déterminant les modalités de calcul de l'indice national des fermages et ses composantes,
VU l'arrêté du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt du 11 juillet 2012 constatant pour 2012 l'indice national des fermages,
VU l'arrêté préfectoral DDAF-2001-401 du 23 octobre 2001 fixant le calcul des fermages afférents aux baux des terrains viticoles,
VU l'arrêté préfectoral n° 2001/400 du 8 novembre 2001 portant application des dispositions du statut du fermage pour le département de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral n° 2009/DDEA54/AFC/372 du 05 août 2009 fixant les maxima et minima du loyer des bâtiments d'habitation dans un bail rural,
 VU l'arrêté préfectoral n° 2010/DDT54/AFC/168 du 16 avril 2010 fixant le barème de location des bâtiments d'exploitation agricole,
 VU l'arrêté préfectoral n° 2011/DDT54/AFC/368 du 22 septembre 2011 constatant l'actualisation des valeurs locatives des terres nues, des cultures maraîchères, des baux viticoles, des bâtiments d'exploitation et d'habitation à compter du 1^{er} octobre 2011 jusqu'au 30 septembre 2012,
 SUR proposition du directeur départemental des territoires,

ARRETE

Article 1er : Valeurs locatives des terres nues, des cultures maraîchères et des bâtiments d'exploitation

1) L'indice national des fermages :

L'indice national des fermages s'établit pour 2012 à la valeur de 103,95.

Cet indice est applicable pour les échéances à régler à compter du 1^{er} octobre 2012 jusqu'au 30 septembre 2013.

La variation de cet indice est de + 2,67 %.

2) Les terres nues :

Les articles 1, 2, 3 et 4 de l'arrêté préfectoral 2001/400 du 8 novembre 2001 déterminent les fourchettes locatives par régions naturelles agricoles et par catégories de terres.

A compter du 1^{er} octobre 2012 et jusqu'au 30 septembre 2013, les fourchettes locatives actualisées par l'indice national des fermages mentionné au 1), sont fixées comme suit, pour les baux de neuf ans :

Régions naturelles	Catégories	Valeur minimale	Valeur maximale
		€/ha/an	€/ha/an
Plateau Lorrain et Pays Haut	Supérieure	100,09	114,60
	Moyenne	64,39	100,09
	Inférieure	47,17	64,39
Woëvre et Haye	Supérieure	95,54	110,03
	Moyenne	61,39	95,53
	Inférieure	44,04	61,39
Montagne et Côtes de Meuse	Supérieure	91,59	107,54
	Moyenne	58,36	91,59
	Inférieure	42,05	58,36

3) Les cultures maraîchères :

L'article 8 de l'arrêté préfectoral 2001/400 du 8 novembre 2001 fixe les critères de détermination du loyer des cultures maraîchères.

A compter du 1^{er} octobre 2012 et jusqu'au 30 septembre 2013, les fourchettes locatives actualisées par l'indice national des fermages mentionné au 1), sont fixées comme suit, pour les baux de neuf ans :

- minimum : 593,80 €/ha/an

- maximum : 950,07 €/ha/an

4) Les bâtiments d'exploitation :

Les articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral n° 2010/DDT54/AFC/168 du 16 avril 2010 déterminent les différentes catégories de bâtiments de stockage et d'élevage.

A compter du 1^{er} octobre 2012 et jusqu'au 30 septembre 2013, les fourchettes locatives actualisées par l'indice national des fermages mentionné au 1), sont fixées comme suit, pour les baux de neuf ans :

Bâtiment de stockage	
Première catégorie	De 1,66 € à 2,08 € le m²/an
Deuxième catégorie	De 1,09 € à 1,66 € le m²/an
Troisième catégorie	De 0,36 € à 0,73 € le m²/an
Quatrième catégorie	De 0,36 € à 0,37 € le m²/an

Bâtiment d'élevage	
Première catégorie	De 1,66 € à 2,08 € le m² couvert/an De 0 € à 0,55 € le m² bétonné non couvert horizontal et/ou vertical/an
Deuxième catégorie	De 1,09 € à 1,66 € le m² couvert/an. De 0 € à 0,55 € le m² bétonné non couvert horizontal et/ou vertical/an
Troisième catégorie	De 0,55 € à 1,09 € le m² couvert/an. De 0 € à 0,55 € le m² bétonné non couvert horizontal et/ou vertical/an
Quatrième catégorie	0,55 € le m² couvert/an. De 0 € à 0,55 € le m² bétonné non couvert horizontal et/ou vertical/an

5) Durée du bail :

Pour les baux d'une durée supérieure à neuf ans, les loyers fixés en application des fourchettes définies ci-dessus, sont majorés dans les conditions suivantes :

* 3 % pour les baux de 12 ans

* 5 % pour les baux de 15 ans

* 23 % pour les baux de 18 ans

* 27 % pour les baux de 25 ans

Article 2 : Valeurs locatives des baux viticoles

1) Les baux viticoles en monnaie :

A compter du 1^{er} octobre 2012 et jusqu'au 30 septembre 2013, les fourchettes locatives actualisées par l'indice national des fermages mentionné au 1) de l'article 1, sont fixées comme suit, pour les baux de neuf ans :

* Baux à vignes : minimum : 999,33 €/ha /an
maximum : 1 998,63 €/ha/an

* Terres à vignes : minimum : 428,29 €/ha/an
maximum : 713,81 €/ha/an

2) Les baux viticoles en quantité de denrée :

A compter du 1er octobre 2012 et jusqu'au 30 septembre 2013, le prix de l'hectolitre de vin d'appellation Côtes de Toul est fixé à 107 €.

3) Durée du bail :

Pour les baux à vigne d'une durée supérieure à neuf ans, les loyers fixés en application des fourchettes définies ci-dessus, sont majorés dans les conditions suivantes :

* 3 % pour les baux de 12 ans

* 5 % pour les baux de 15 ans

* 23 % pour les baux de 18 ans

* 27 % pour les baux de 25 ans

Article 3 : Valeurs locatives des bâtiments d'habitation

1) L'indice de référence des loyers :

L'indice de référence des loyers publié par l'institut national de la statistique et des études économiques s'établit à 122,37 au premier trimestre 2012 (journal officiel du 18 avril 2012). La variation de cet indice par rapport à l'année précédente est de + 2,24 %

2) Valeurs locatives :

L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2009/DDEA54/AFC/372 du 5 août 2009 détermine les loyers des bâtiments d'habitation par catégories définies selon deux types de critères :

- l'importance du logement,

- des éléments correcteurs, tels que l'état d'entretien et de conservation des logements, leur confort et leur situation par rapport à l'exploitation.

* L'importance du logement :

A compter du premier octobre 2012 et jusqu'au 30 septembre 2013, le loyer mensuel au m² actualisé par l'indice de référence des loyers publié par l'INSEE mentionné au 1), est fixé comme suit :

- Jusqu'à 150 m², le prix est de 3,98 €/m²/mois,

- Entre 151 et 200 m², le prix du m² supplémentaire est de 3,91 €/m²/mois,

- Entre 201 et 250 m², le prix du m² supplémentaire est de 3,75 €/m²/mois,

* Les éléments correcteurs :

Au loyer au m² déterminé ci-dessus, un coefficient global compris entre 0,2 et 1,15 est appliqué afin de tenir compte des éléments correcteurs tels que définis par l'arrêté 2009/DDEA54/AFC/372.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux membres de la commission consultative départementale des baux ruraux, aux présidents des tribunaux paritaires des baux ruraux ainsi qu'au président de la chambre des notaires de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 septembre 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/374 du 17 septembre 2012 portant dissolution de l'association foncière de Leintrey

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, livre 1er (nouveau) portant sur les associations foncières (partie législative et réglementaire) ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral 23 juillet 1968 portant institution d'une association foncière dans la commune de LEINTREY ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 juin 2012 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU la délibération 10 juin 2011 du bureau de l'association foncière de LEINTREY décidant de transmettre à la commune son patrimoine et de demander sa dissolution ;

VU la délibération du 17 juin 2011 du conseil municipal de LEINTREY acceptant la remise de ce patrimoine et s'engageant à assurer, dans l'avenir, l'entretien des ouvrages créés à l'occasion du remembrement ;

VU l'acte administratif publié aux hypothèques de LUNEVILLE le 28 février 2012 ;

CONSTATANT que l'association foncière de LEINTREY n'a pas effectué de travaux depuis plus de trois ans et qu'elle est donc sans activité réelle en rapport avec son objet ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1er : L'association foncière de LEINTREY est dissoute.

Article 2 : Le patrimoine foncier de l'association foncière de LEINTREY est transféré à la commune de LEINTREY qui en assurera l'entretien.

Article 3 : Le reliquat de trésorerie de l'association foncière de LEINTREY sera versé à la caisse du receveur municipal de la commune de LEINTREY.

Article 4 : Le sous-préfet de Lunéville, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de LEINTREY et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 17 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Lunéville,
Alexis ANDRES

Copie à :

- Monsieur le président de la chambre d'agriculture

Délais et voies de recours : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2012/DDT54/AFC/385 du 28 septembre 2012 fixant les dates d'ouverture des vendanges

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles 407 et 408 du code général des impôts,

VU le décret du 31 mars 1998 relatif à l'appellation d'origine contrôlée "Côtes de Toul",

VU l'article 2 du décret n°68-807 du 13 septembre 1968, modifié par le décret n°72-309 du 1er avril 1972 ,

VU le règlement CE n°1282/2001 du 28 juin 2001 de la commission européenne,

VU l'article 1er du décret n°70-175 du 2 mars 1970,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU les propositions du délégué territorial adjoint de l'institut national de l'origine et de la qualité en date du 30 août 2011,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture

ARRETE

Article 1er : Pour les vins d'appellation contrôlée " Côtes de Toul", la date d'ouverture des vendanges en meurthe-et-moselle, est fixée comme suit :

- Le 29 septembre 2012

Si l'état sanitaire ou la maturité le nécessite, des prévendanges peuvent être réalisées sur demande individuelle écrite auprès du service régional de l'institut national de l'origine et de la qualité (INAO) 12, avenue de la Foire aux vins – 68012 COLMAR, au minimum 24 heures avant la récolte.

Toute demande de dérogation particulière sera examinée par les services de l'INAO.

Article 2 : Les déclarations de récoltes devront être faites par tous les viticulteurs pour le 25 novembre 2012, dernier délai. Elles seront souscrites sur des imprimés présentés en liasses carbonées, dont un exemplaire sera conservé en Mairie et dont un exemplaire sera remis au déclarant pour valoir récépissé.

Les autres exemplaires seront le jour même du dépôt de la déclaration, adressés ou remis par les soins des Mairies, auprès de l'administration des douanes et droits indirects – service régional de la viticulture – 150 rue Alfred Krug 54052 NANCY.

Le relevé nominatif des déclarations, établi d'après l'ordre de leur réception, sera affiché en mairie.

Article 3 : Seuls pourront être mis en vente et circuler en vue de la vente, sous l'appellation "Côtes de Toul", accompagnés de la mention "appellation d'origine contrôlée", les vins qui, bénéficiant, en vertu du décret du 3 avril 1942 portant application de la loi du 3 avril 1942 sur les appellations contrôlées complétée par le décret du 21 avril 1948, de cette appellation d'origine, seront assortis d'un label dans les conditions fixées par le décret du 31 mars 1998. Mention de ce label sera portée sur les titres de mouvement.

Article 4 : Les fabrications de piquettes et vins de sucre sont interdites.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, le directeur départemental des territoires, le directeur régional des douanes et droits indirects, le directeur départemental de la protection des populations, les maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 28 septembre 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté 2012/DDT54/AFC/386 du 25 septembre 2012 prononçant une distraction et une application du régime forestier - territoire communal de Toul

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier, et notamment les articles L.211-1, L.214-3 et R.214-1 à R.214-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Toul en date du 26 juin 2012 demandant la distraction du régime forestier de la parcelle cadastrée section AE n° 4 parties et l'application du régime forestier aux parcelles cadastrées section AE n° 213 parties, section AE n° 7 et section OE n° 275 partie territoire communal de Toul ;

VU le plan des lieux ;

VU l'avis favorable du directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts en date du 14 septembre 2012 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er : Il est fait distraction du régime forestier la parcelle de terrain désignée ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Toul	Toul	Bois la Ville	AE	4partie	0ha45a15ca
Commune de Toul	Toul	Bois la Ville	AE	4partie	0ha02a00ca
Commune de Toul	Toul	Bois la Ville	AE	4partie	0ha09a15ca
				Total	0h56a30ca

Article 2 : Il est fait application du régime forestier sur les parcelles ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Toul	Toul	Bois la Ville	AE	213 partie	0ha00a25ca
Commune de Toul	Toul	Bois la Ville	AE	213 partie	0ha01a15ca
Commune de Toul	Toul	Bois la Ville	AE	7	2ha53a67ca
Commune de Toul	Toul	Ropage	E	275 partie	0ha22a35ca
				Total	2ha77a42ca

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au maire de Toul.

Nancy, le 25 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
Christophe FOTRE

Unité forêt - chasse

Arrêté n° 372 du 24 septembre 2012 modifiant l'arrêté du 22 avril 2010 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Landres

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1er mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune de Landres ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 avril 2010 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Landres ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.112 du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;

VU les demandes de M. HURLAUX Pierre et de M. HENRYON Denis ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1 : Les annexes 1 et 2 de l'arrêté du 22 avril 2010 sont abrogées.

Article 2 : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Landres.

Article 3 : Les terrains désignés en annexe 2 sont des enclaves au sens de l'article L 422-20 du code de l'environnement.

Article 4 : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Landres par les soins du maire.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de Landres sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le président de l'association communale de chasse agréée de Landres,
- M. le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- M. le président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. HURLAUX Pierre et M. HENRYON Denis.

Nancy, le 24 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEGHIN

Annexe I à l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2012 portant liste des terrains
devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Landres
Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS
Landres		Tout le territoire chassable de la Commune après déduction des terrains désignés ci-après :
		Mines de fer du Nord Est
	V	2 à 5, 9, 28 à 32, 38, 39, 41 <i>pour un total de 62 ha 17 a 56 ca</i>
		M. AUBRION Jean-Louis
	V	6, 7, 8, 56, 58
	W	48, 49, 56, 59, 60, 97
	AE	40, 56 à 58, 79, 80, 261 <i>pour un total de 46 ha 40 a 44 ca</i>
		M. HURLAUX Pierre
	AD	4 à 15, 17, 19 à 32, 34 à 40, 42 à 51, 53 à 73, 76 à 82, 84 à 99, 101, 103, 105, 106, 108, 110 à 117, 119 à 123, 125 à 127, 133, 142 à 147, 150 à 152, 154 à 161, 163, 165, 170 à 175, 178, 180, 183 à 192, 194 à 201, 204, 205, 207 à 209, 213, 222, 234, 235
	F	4
	T	15 à 22, 24 à 28, 31, 32
	U	9 à 13, 17A et 17B
	X	127, 129 à 131, 133 à 138, 140 à 143, 147, 151 à 153, 173, 181 à 182, 197 <i>pour un total de 155 ha 05 a 59 ca</i>
		M. HENRYON Denis
	F	7 à 9

	U	1, 2, 5 à 7, 18, 19
	V	12 à 14, 16 à 19, 21 à 25, 46, 48, 51 à 52, 62 à 63, 65
	W	46, 47, 50 à 55
	AB	99 à 103, 105, 107 à 109, 111 à 113, 116, 120 à 121, 300, 316 à 318
		<i>pour un total de 110 ha 29 a 36 ca</i>

Annexe II à l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2012 portant liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Landres
E N C L A V E S

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS	OBSERVATIONS
Landres	AB	110	
	AD	16, 33, 52, 74, 75, 83, 100, 102, 104, 107, 109, 124, 153, 164, 193, 202 et 203	
	F	1 à 3	
	U	8, 15 à 16	
	X	170, 174, 177, 178	
		<i>pour un total de 15 ha 28 a 21 ca</i>	

Arrêté n° 378 du 24 septembre 2012 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Pierre-Percée

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 422-23 et R 422-65 à R 422-68 du code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.112 du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;

VU la décision préfectorale du 15 février 1978 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de Pierre-Percée ;

VU la décision motivée adoptée par l'assemblée générale de l'ACCA de Pierre-Percée en date du 5 mai 2012 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1er : La liste des parcelles constituant la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Pierre-Percée est modifiée comme suit :

COMMUNE	SECTION	PARCELLES CADASTRALES
Pierre-Percée	AC	17 à 42 – 45 à 64

représentant une superficie totale de **19 ha 17 a 52 ca**.

Article 2 : Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

Article 3 : La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'association communale de chasse agréée de Pierre-Percée.

Article 4 : La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'association communale de chasse agréée de Pierre-Percée sera affichée pendant 1 mois dans la commune de Pierre-Percée par les soins du maire.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville et le maire de la commune de Pierre-Percée sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le président de l'association communale de chasse agréée de Pierre-Percée,
- M. le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- M. le président de la fédération départementale des chasseurs.

Nancy, le 24 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEHIN

ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE

Arrêté n° 54-2012-00103 du 6 août 2012 déclarant d'intérêt général les travaux d'enlèvement des embâcles et atterrissements dans les lits des ruisseaux de l'Etang, de la Craque et du Réservoir par la commune de Brin-sur-Seille

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment son article L.211-7 ;

VU le code rural, notamment les articles L.151.36 à L.151.40 ;

VU l'arrêté interministériel du 8 juin 2012 portant constatation de l'état de catastrophe naturelle sur 56 communes du département de la Meurthe-et-Moselle pour les dommages non assurables provoqués par les inondations et coulées de boue du 21 au 22 mai 2012 ;

VU la demande déposée le 10/07/2012 par la commune de Brin-sur-Seille relative aux travaux d'enlèvement des embâcles et atterrissements dans les lits des ruisseaux de l'Etang, de la Craque et du Réservoir ;

CONSIDERANT

Que les inondations survenues du 21 au 22 mai 2012 ont provoqué l'accumulation d'embâcles et atterrissements dans les lits des ruisseaux de l'Etang, de la Craque et du Réservoir, que certains de ces embâcles et atterrissements représentent, en cas de nouvelle crue, même modérée, un danger pour la sécurité des personnes et des biens ;

Qu'il y a lieu de procéder d'urgence à l'évacuation de ces embâcles et atterrissements ;

Que l'importance des travaux à réaliser que les propriétaires riverains ne sont pas en capacité d'effectuer par eux même, ni dans de bonnes conditions et dans des délais acceptables ;

Que les travaux à réaliser n'entraîneront aucune expropriation et que la commune de Brin-sur-seille ne prévoit pas de demander de participation financière des propriétaires riverains intéressés ;

Qu'il peut être fait application des dispositions de l'article L.151-37 du code rural prévoyant que, dans les conditions visées ci-dessus, l'exécution des travaux est dispensée d'enquête publique ;

Que l'intervention de la commune de Brin-sur-Seille est légitime du fait de ses compétences ;

Que les travaux projetés vont dans le sens des intérêts défendus par la législation sur l'eau, notamment ceux énoncés par l'article L.211-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE**Article 1er** : Objet de la déclaration

Sont déclarés d'intérêt général les travaux d'enlèvement d'embâcles et atterrissements présents dans les lits des ruisseaux de l'Etang, de la Craque et du Réservoir, envisagés par la commune de Brin-sur-Seille.

Article 2 : Définition des interventions

Les travaux comprennent les interventions nécessaires pour restaurer la capacité normale d'écoulement du cours d'eau, notamment l'enlèvement des embâcles et atterrissements constituant un danger pour les personnes et les biens.

Les bois valorisables seront déposés en haut de berge en vue de leur récupération. Les bois non valorisables (rémanents, bois de dimensions insuffisantes, bois souillés, etc) seront stockés si possible hors du lit majeur, et au minimum en dehors de la zone inondée par les crues ordinaires, en attendant leur élimination (brûlage) ou leur évacuation.

Article 3 : Prescriptions relatives à la réalisation des travaux

Les travaux seront réalisés en respectant les prescriptions ci-après :

- Le service départemental de l'ONEMA et le service police de l'eau de la DDT seront avertis de la date du démarrage des travaux et seront conviés à chaque réunion de chantier durant la durée des travaux.
- Les travaux ne devront pas occasionner de détérioration de berges, de bâtiments ou d'ouvrages existants. Les travaux par engins mécaniques seront exécutés depuis les rives en longeant le cours d'eau sans pénétrer dans le lit mineur.
- Les cultures et les accès en bord de berges seront préservés. Les clôtures seront reposées dans leur état initial après chaque intervention.
- Après chaque intervention sur un tronçon, le chantier sera nettoyé, les lieux remis en état et les accès rétablis.
- Le stationnement des engins de chantier sur la berge est interdit hors de la période de travail.
- Les stockages de matériaux et produits de toute nature s'effectueront en retrait des cours d'eau. De même, les opérations de nettoyage, entretien, réparation et ravitaillement des engins de chantier et du matériel s'effectueront sur des aires éloignées des ruisseaux et cours d'eau.
- Les travaux seront conduits de manière à ce qu'il n'y ait pas d'écoulement de ciment, de liant, d'hydrocarbures ou de tout autre produit sur le sol, dans les fossés ou dans les ruisseaux. Tout écoulement ou déversement accidentel d'hydrocarbures ou de tout autre produit sera récupéré à l'aide de dispositifs appropriés. Le service chargé de la police de l'eau devra être informé immédiatement par le pétitionnaire de tout déversement accidentel de produit polluant dans les milieux aquatiques.

Article 4 : Dispositions à caractère administratif

La présente déclaration d'intérêt général n'est valable que pour les opérations de dégagement des embâcles et atterrissements représentant un obstacle à l'écoulement des eaux ou un danger pour les personnes et les biens.

Le permissionnaire informe préalablement le Préfet de toute modification apportée au programme de travaux.

La responsabilité du permissionnaire en ce qui concerne les dommages pouvant résulter de la réalisation des travaux reste pleine et entière.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Les prescriptions du présent arrêté pourront être modifiées ou adaptées, sans que le permissionnaire ne puisse réclamer la moindre indemnisation, en fonction d'exigences qui s'imposeraient.

Article 5 : Durée

La durée de validité des dispositions du présent arrêté est de 3 mois.

Article 6 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 7 : Publication et information des tiers

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et notifié au maire de BRIN-sur-SEILLE. Il sera affiché à la mairie de BRIN-sur-SEILLE pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de déclaration d'intérêt général sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'à la mairie de la commune de BRIN-sur-SEILLE.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 8 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune de BRIN-sur-SEILLE, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et le chef du service départemental de l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans la mairie de BRIN-sur-SEILLE.

Nancy, le 6 août 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean François RAFFY

AUTRES SERVICES**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NANCY****Décision du 27 août 2012 portant nomination du nouveau président de la Commission Départementale des Impôts directs et de la TVA**

La Présidente du Tribunal Administratif de Nancy,

VU le code général des impôts, notamment en son article 1651 ;

D E C I D E

Article 1er : Sont désignés pour présider la Commission Départementale des Impôts directs et des taxes sur le Chiffre d'affaires de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1er septembre 2012 :

- M. Thierry TROTTIER, vice-président au tribunal administratif ;
- Mlle Laure GRANDMAIRE, conseiller au tribunal administratif.

Article 2 : La présente décision remplace la précédente en date du 1er septembre 2011 à compter du 1er septembre 2012 et sera notifiée au directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 août 2012

La Présidente,
Claire SERRE

AVIS ET COMMUNICATIONS**AUTRES SERVICES****CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE****DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES****Avis de concours externe sur titres de technicien supérieur hospitalier en date du 21 septembre 2012**

Un concours externe sur titres aura lieu au Centre Hospitalier de Lunéville dans les conditions fixées par le décret n° 2011-744 du 27 juin 2011 portant statuts particuliers du corps des techniciens et des techniciens supérieurs hospitaliers en vue de pourvoir :

- 1 poste de technicien supérieur hospitalier : spécialité du domaine « informatique ».

I – ACTE DE CANDIDATURE

Peuvent faire acte de candidature, les titulaires d'un diplôme homologué au niveau III sanctionnant deux années de formation technico-professionnelle ou d'une qualification reconnue comme équivalente dans les conditions fixées par le décret du 13 février 2007 susvisé.

II – DEROULEMENT DES EPREUVES

Conformément à l'article 4 du décret n° 2011-744 du 27 juin 2011, le concours externe sur titres est constitué d'une épreuve d'admissibilité sur titres et d'un entretien avec un jury.

III – PROCEDURE

Les dossiers de candidature doivent être adressés dans un délai d'un mois à compter de la date de publication en courrier recommandé avec accusé de réception à :

Monsieur le Directeur
CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE
6 Rue Girardet
54300 LUNEVILLE

La composition des dossiers est la suivante :

- lettre de candidature motivée
- curriculum vitae détaillé à jour à la date d'ouverture du concours
- copies des diplômes et certificats dûment certifiés conformes

Lunéville, le 21 septembre 2012

Le Directeur,
J.M. LALLEMAND

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY**DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES****Avis de concours interne sur titres de Maître Ouvrier en date du 1er octobre 2012**

En application du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY organise un Concours Interne sur Titres de Maître Ouvrier afin de pourvoir :

- 1 poste : Spécialité Fluides Médicaux
- 1 poste : Spécialité Sécurité
- 1 poste : Spécialité Magasin
- 2 postes : Spécialité Blanchisserie
- 1 poste : Spécialité Transport Logistique
- 1 poste : Spécialité Déménagement

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

♦ Peuvent faire acte de candidature les ouvriers professionnels qualifiés ainsi que les conducteurs ambulanciers de 2^{ème} catégorie titulaires d'un diplôme de niveau V ou d'un diplôme au moins équivalent et comptant au moins deux ans de services effectifs dans leur grade respectif.

♦ Dans la spécialité conduite de véhicule : permis A, B, C et D en cours de validité selon les véhicules de l'établissement.

II - RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

♦ Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos nom et adresse – affranchie au tarif en vigueur - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Unité G.P.E. – Service Concours – Bureau n° 11
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034
54035 NANCY CEDEX

et à adresser, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, à cette même adresse :

- par lettre recommandée avec A.R.

ou

- par dépôt au Service Concours - Bureau n° 11 (au plus tard à 16h00) contre la remise d'une attestation de dépôt

Un délai d'un mois est imparti pour déposer le dossier d'inscription
à compter de la date de publication de cet avis.

Nancy, le 1er octobre 2012

La Directrice des Ressources Humaines,
Diane PETTER

Avis de concours externe sur titres de Maître Ouvrier en date du 1er octobre 2012

En application du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY organise un Concours Externe sur Titres de Maître Ouvrier afin de pourvoir :

- 2 postes : Spécialité Electricité
- 1 poste : Spécialité Bâtiment
- 1 poste : Spécialité Chauffage

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

♦ Peuvent faire acte de candidature les personnes titulaires, soit :

- de deux diplômes de niveau V ou de deux qualifications reconnues équivalentes ;
- de deux certifications inscrites au répertoire national des certifications professionnelles délivrées dans une ou plusieurs spécialités ;
- de deux équivalences délivrées par la commission instituée par le décret du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requis pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emploi de la fonction publique, permettant de se présenter à ce concours ;
- de deux diplômes au moins équivalents figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé.

♦ Dans la spécialité conduite de véhicule : permis A, B, C et D en cours de validité selon les véhicules de l'établissement.

II - RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

♦ Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos nom et adresse – affranchie au tarif en vigueur - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Unité G.P.E. – Service Concours – Bureau n° 11
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034
54035 NANCY CEDEX

et à adresser, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, à cette même adresse :

- par lettre recommandée avec A.R.

ou

- par dépôt au Service Concours - Bureau n° 11 (au plus tard à 16h00) contre la remise d'une attestation de dépôt

Un délai d'un mois est imparti pour déposer le dossier d'inscription
à compter de la date de publication de cet avis.

Nancy, le 1er octobre 2012

La Directrice des Ressources Humaines,
Diane PETTER

CENTRE HOSPITALIER SAINT-CHARLES DE TOUL**Décision d'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement de cadres de santé en date du 21 septembre 2012**

Le Directeur du Centre Hospitalier Saint-Charles de Toul,

VU la Loi n° 83.634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
VU la Loi n° 86.33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,
VU le décret n°2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié portant statuts particuliers du corps des Cadres de Santé de la fonction publique hospitalière,
VU l'arrêté du 19 avril 2002 fixant la composition du jury et les modalités d'organisation du concours sur titres permettant l'accès au corps des Cadres de Santé de la fonction publique hospitalière,
VU la vacance de poste diffusée et non pourvu par des candidats fonctionnaires,

D E C I D E

Article 1er : Un concours interne sur titres interne est organisé pour pouvoir un poste vacant de Cadre de Santé au Centre Hospitalier de TOUL.

Article 2 : Peuvent faire acte de candidature les personnels titulaires du diplôme de Cadre de Santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par le décret-n°88.1077 du 30 novembre 1988 ou par le décret n°2010-1139 du 29 septembre 2010 comptant au 1er janvier de l'année du concours (soit le 01/01/2012), au moins cinq ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités.

Article 3 : Les candidatures doivent parvenir dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs des préfectures de la région, par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse suivante :

Monsieur le Directeur du Centre Hospitalier de Toul
Direction des Ressources Humaines
1 cours Raymond Poincaré
BP 70.370 54201 TOUL CEDEX

Composition du dossier :

- lettre de candidature,
- diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le diplôme de Cadre de Santé,
- un curriculum vitae,
- un dossier relatif au projet professionnel dans les fonctions de cadre de santé,
- une attestation précisant la durée des services en qualité de personnel infirmier, rééducation ou médico-technique.

Article 4 : une décision ultérieure fixera la composition statutaire du jury en application de l'article 6-1° de l'arrêté du 19 avril 2002 susvisé.

Toul, le 21 septembre 2012

Le Directeur,
J.P. COLOTTE

